



# EUROJUST

Rapport annuel 2015



Criminal justice across borders

# Eurojust supports national authorities in the efficient coordination of investigations and prosecutions of serious and organised cross-border crime

© Eurojust, 2016

Le présent document couvre la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015

Numéro de catalogue: QP-AA-16-001-FR-N

ISBN: 978-92-9490-073-9

ISSN: 2443-6534

DOI: 10.2812/75280

## *Demandes d'informations:*

Téléphone: + 31 70 412 5000

E-mail: [info@eurojust.europa.eu](mailto:info@eurojust.europa.eu)

Site Internet: [www.eurojust.europa.eu](http://www.eurojust.europa.eu)



# Rapport annuel 2015

Le rapport annuel Eurojust 2015 a été traduit en français à partir de la version anglaise d'origine.

# Table des matières



Avant-propos .....	7
Résumé .....	9
<b>A propos d'Eurojust .....</b>	<b>13</b>

## 1. Les outils d'Eurojust

1.1 Réunions de coordination .....	15
1.2 Centres de coordination .....	16
1.3 Système de gestion des dossiers d'Eurojust (CMS) .....	17
1.4 Eurojust et les ECE .....	18

<b>Calendrier 2015: évènements de l'année .....</b>	<b>24</b>
---	-----------

## 2. Dossiers traités par Eurojust

2.1 Dossiers traités par Eurojust dans les domaines criminels prioritaires .....	27
2.1.1 Terrorisme .....	28
2.1.2 Cybercriminalité .....	32
2.1.3 Immigration illégale .....	34
2.1.4 TEH .....	35
2.1.5 Fraude .....	37
2.1.6 Corruption .....	39
2.1.7 Trafic de drogue .....	40
2.1.8 Atteintes aux biens commises par des GDI .....	42
2.2 Assistance d'Eurojust dans d'autres domaines criminels .....	44

2.2.1 Blanchiment d'argent .....	44
2.2.2 Infractions PIF (Infractions criminelles affectant les intérêts financiers de l'UE) .....	44
2.2.3 Piraterie maritime .....	44
2.2.4 Criminalité environnementale .....	45
2.2.5 Protection des mineurs .....	45

<b>2.3 Les partenaires d'Eurojust .....</b>	<b>46</b>
---	-----------

2.3.1 Coopération avec Europol .....	46
2.3.2 Coopération avec OLAF .....	46
2.3.3 Coopération avec les Etats tiers .....	47

<b>L'opération Vertigo : l'enquête de l'année .....</b>	<b>54</b>
---	-----------

## 3. Défis et bonnes pratiques

3.1 Conflits de juridiction .....	57
3.2 Conservation des données .....	59
3.3 Livraisons surveillées .....	60

<b>Priorité de l'année : Gel des avoirs, confiscation et recouvrement des avoirs .....</b>	<b>62</b>
--	-----------

## 4. L'administration d'Eurojust

4.1 Soutien au travail opérationnel et stratégique .....	67
4.2 Personnel et budget .....	69
4.3 Communication externe .....	69
4.4 Nouveaux locaux .....	70





## 5. Eurojust et les réseaux de praticiens

5.1	Le RJE.....	73
5.2	Le Réseau ECE.....	73

5.3	Le Réseau Génocide.....	75
5.4	Le Forum consultatif .....	75

<b>Thème : Evaluation et perspectives d'avenir .....</b>		<b>78</b>
--	--	-----------

Suivi des Conclusions du Conseil .....		81
--	--	----

## Graphiques et Données

Eurojust fights serious, cross-border organised crime.....	4
Dossiers 2002 – 2015 .....	10
Dossiers bilatéraux/multilatéraux 2011 – 2015 .....	10
Dossiers bilatéraux/multilatéraux par Etat Membre .....	11
Etats Membres requérants/requis .....	11
Eurojust at work in 2015.....	12
Réunions de coordination .....	15
Etats tiers, partenaires de coopération et organisations internationales impliquées dans les RC .....	16
Centres de coordination .....	17
28 Eurojust National Coordination Systems.....	18
ECE soutenues par Eurojust, comprenant les types principaux d'infractions .....	19
Financement des ECE par Etat membre, décembre 2009 - décembre 2015 .....	21
Eurojust and joint investigation teams .....	22
Types d'infractions jugés prioritaires par Eurojust .....	28
Implication des Etats tiers, des partenaires de coopération et des organisations internationales dans les dossiers Eurojust .....	48
Eurojust cooperation with third States.....	49
Principaux types de criminalité dans les dossiers impliquant les Etats tiers .....	51
Dix premiers Etats tiers dans les dossiers Eurojust .....	52
Dossiers par procureurs de liaison 2011 – 2015.....	53
Dossiers MAE .....	61
Eurojust organigram .....	67
Funding joint investigation teams.....	74
Dossiers de l'article 13 .....	79

# Eurojust fights serious, cross-border organised crime

Early involvement of Eurojust facilitates the coordination of investigations and prosecutions. Eurojust enables effective and efficient cooperation between Member States' competent national authorities in bringing criminals to justice.



## Eurojust supports EU Member States by:



Coordinating cross-border investigations and prosecutions; assisting with conflicts of jurisdiction and gathering of evidence



Facilitating execution of EU legal instruments, such as the European Arrest Warrant (EAW), confiscation and freezing orders, setting up joint investigation teams (JITs), and more

## Eurojust casework 2010 - 2015



# Acronymes and abréviations

CBRN-E	Substances chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires et explosifs
CJEU	Court de Justice de l'Union Européenne
CMS	Système de gestion des dossiers
COAB	Criminalité organisée d'atteinte aux biens
COSI	Comité Permanent du Conseil en matière de sécurité intérieure
CSCP	Confiscation Sans Condamnation Pénale
CTE	Combattants Terroristes étrangers
DIE	Décision d'Instruction Européenne
ECE	Equipe Commune d'Enquête
EMPACT	Plateforme Pluridisciplinaire Européenne contre les menaces criminelles (European Multidisciplinary Platform against Criminal Threats)
ENCS	Système national de coordination Eurojust
GCOM	Groupe criminel organisé (mobile)
JSB	Organe de Contrôle Commun (Joint Supervisory Body) d'Eurojust
LD	Lettre de Demande
MAE	Mandat d'Arrêt Européen
EJ	Entraide judiciaire (Mutual legal assistance)
MPJM	Registre judiciaire relatif à la piraterie maritime (Maritime Piracy Judiciary Monitor)
MTIC	Fraude intracommunautaire de type carrousel (Missing Trader Intra-Community)
NSP	Nouvelles Substances Psychoactives
OCC	Dispositif permanent de coordination (On-Call Coordination)
OC	Organisation criminelle
PAO	Plan d'action opérationnel
PE	Parquet Européen
PIF	Protection des intérêts financiers de l'Union Européenne
REFJ	Réseau Européen de Formation Judiciaire
RJE	Réseau judiciaire Européen
SOCTA	Etat de la menace de la grande criminalité organisée
TCM	Recueil des condamnations pour terrorisme (Terrorism Convictions Monitor)
TE-SAT	Rapport sur la situation et les tendances du terrorisme (Situation and Trend Report)
TEH	Traite des êtres humains
TFUE	Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

## *Remarque concernant la décision Eurojust*

Décision Eurojust – La décision du Conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust dans le but de renforcer la lutte contre la grande criminalité, modifiée en dernier lieu par la décision du Conseil 2009/426/JAI du 16 décembre 2008 relative au renforcement d'Eurojust, sera désignée ci-après en tant que « décision Eurojust ». Une [version consolidée](#) de la décision, - préparée par le Secrétariat général du Conseil uniquement à titre informatif, est disponible sur notre site internet.

Les statistiques inclues dans ce rapport sur les dossiers traités par Eurojust ont été produites sur la base des données contenues dans le Système de gestion des dossiers Eurojust (CMS). Les données numériques ont été extraites le 14 janvier 2016 et reflètent les données disponibles à ce moment-là. La nature évolutive des dossiers peut donner lieu à de potentielles divergences avec les données numériques rapportées précédemment.





La coopération optimisée et interactive favorise, en sus de résultats opérationnels, l'application du principe de reconnaissance mutuelle et le développement de relations de confiance mutuelle entre les autorités nationales compétentes dans l'Union européenne.



## Avant-Propos

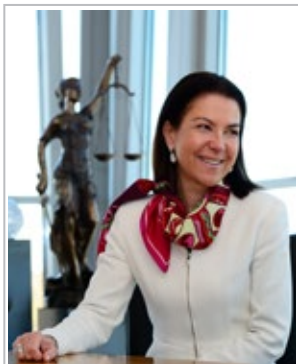
J'ai le plaisir de vous présenter le quatorzième rapport annuel d'Eurojust. Ce rapport dresse le bilan des dossiers traités par Eurojust et des activités stratégiques dans le cadre de la lutte contre la grande criminalité transfrontalière ainsi que du développement organisationnel d'Eurojust à la lumière des attentes de certains Etats membres, d'un contexte judiciaire changeant et de contraintes budgétaires.

2015 n'a pas fait exception à la règle. Le nombre de dossiers traités par Eurojust ne cesse d'augmenter. Les Etats membres ont demandé l'assistance d'Eurojust dans 2 214 enquêtes, ce qui représente une augmentation de 23 % par rapport à 2014. Ces statistiques confirment que le travail d'Eurojust est nécessaire, reconnu et important. La participation croissante des Etats tiers aux dossiers traités par Eurojust démontre une fois de plus la nature transnationale du crime.

Nous notons également une tendance croissante à utiliser les réunions et les centres de coordination d'Eurojust. Les Etats tiers participent de plus en plus aux équipes communes d'enquête, notamment lorsque ces dernières bénéficient du soutien d'Eurojust. Cette coopération optimisée et interactive favorise outre l'obtention de résultats opérationnels, l'application du principe de reconnaissance mutuelle et le développement de relations de confiance mutuelle entre les autorités nationales compétentes dans l'Union européenne.

Au niveau stratégique, Eurojust observe la valeur ajoutée des réunions rassemblant des procureurs spécialisés, comme les correspondants nationaux d'Eurojust chargés des affaires de terrorisme et les points de contact des ECE. La cybercriminalité en tant que phénomène criminel croissant est un autre domaine où le besoin d'un réseau de procureurs spécialisés chargés des affaires de cybercriminalité s'est fait sentir. L'échange à propos des défis et des bonnes pratiques sur le recueil des preuves et les conflits de compétences, par exemple, mène à des résultats tangibles : création de liens, consolidation des connaissances et condamnations solides.

En accord avec les priorités établies dans les Agendas européens sur la Sécurité et la Migration et à la lumière des attaques terroristes et d'une crise de migration sans précédent, Eurojust peut signaler pour 2015 une augmentation notable du terrorisme, de la cybercriminalité et des cas d'immigration illégale. Lutter contre des phénomènes et structures criminels changeants requiert une approche pluridisciplinaire, un partenariat fort entre les agences de justice et affaires intérieures, et une coopération renforcée avec les Etats tiers. La nomination de l'expert Eurojust chargé des affaires de cybercriminalité pour collaborer étroitement avec EC3, le nouveau magistrat de



liaison pour la Suisse, et un réseau de points de contacts juridiques croissant dans les Etats tiers, sont à n'en pas douter des pas dans la bonne direction.

Les groupes criminels organisés financent leur existence avec les profits substantiels de leurs activités criminelles, et les recettes du crime sont blanchies et réinjectées dans l'économie légale. Déposséder les criminels des recettes de leurs crimes est par conséquent une mesure efficace pour impacter les structures criminelles. Ainsi, la priorité d'Eurojust en 2015 était le gel, la confiscation et le recouvrement des avoirs, soulignant ainsi les défis et la direction à prendre par le biais de l'harmonisation des lois et pratiques en vigueur.

Eurojust a apprécié les résultats de l'évaluation externe indépendante d'Eurojust, qui complètent les recommandations des Etats Membres ayant suivi la sixième série d'évaluations mutuelles. Le « Collège » a adopté une approche proactive pour améliorer les services d'Eurojust, les structures internes et les méthodes de travail tout en appréciant également le retour positif reçu après ces exercices d'évaluation.

Eurojust suit avec le plus grand intérêt le processus législatif concernant un nouveau règlement Eurojust et contribue au débat en se basant sur son expérience. Bien sûr, Eurojust observe également avec intérêt les développements ayant trait à notre partenaire, Europol, et à un nouvel acteur qui devrait voir le jour dans le paysage de la coopération judiciaire et policière dans l'UE, le Parquet Européen. Nous sommes confiants que des synergies pourront être atteintes dans la pratique, sur la base de la complémentarité des mandats donnés par les législateurs de l'UE, qui permettront à Eurojust d'exploiter son potentiel.

Chaque année, l'on attend toujours plus d'Eurojust. Cependant, en 2016, des limitations de budget viendront pour la première fois enfreindre le travail d'Eurojust. Toutefois, avec des déficits redressés avec les autorités budgétaires de l'UE, Eurojust sera dans une meilleure position pour optimiser l'allocation des ressources à son travail opérationnel, choisir ses priorités dans le contexte des contraintes budgétaires, et garantir les gains d'efficacité nécessaires pour répondre aux attentes croissantes de tous les partenaires dans les années à venir.

A titre personnel, j'ai été honorée cette année par ma réélection par le Collège au poste de Présidente d'Eurojust. En travaillant de concert avec mes Vice-Présidents et mes collègues du Collège, je suis confiante qu'Eurojust continuera de croître en tant que centre d'expertise légale et judiciaire.

**Michèle CONINSX**  
Présidente d'Eurojust

## Le Collège des Membres nationaux d'Eurojust 2015



Michèle Coninsx, Belgium



Kamen Mihov, Bulgaria



Lukáš Starý, Czech Republic



Jesper Hjortenberg, Denmark



Klaus Meyer-Cabri, Germany



Raivo Sepp, Estonia



Frank Cassidy, Ireland



Nikolaos Ornerakis, Greece



Francisco Jiménez-Villarejo, Spain



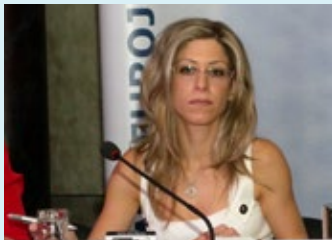
Frédéric Baab, France



Josip Čule, Croatia



NM for Italy not appointed in 2015



Katerina Loizou, Cyprus



Gunārs Bundzis, Latvia



Laima Čekelienė, Lithuania



Olivier Lenert, Luxembourg



László Venczl, Hungary



Donatella Frendo Dimech, Malta



Han Moraal, Netherlands



Gabriela Hornbeck, Austria



Mariusz Skowroński, Poland



António Cluny, Portugal



Daniela Buruiană, Romania



Malči Gabrijelčič, Slovenia



Ladislav Hamran, Slovak Republic



Piia Vottonen, Finland



Leif Görts, Sweden

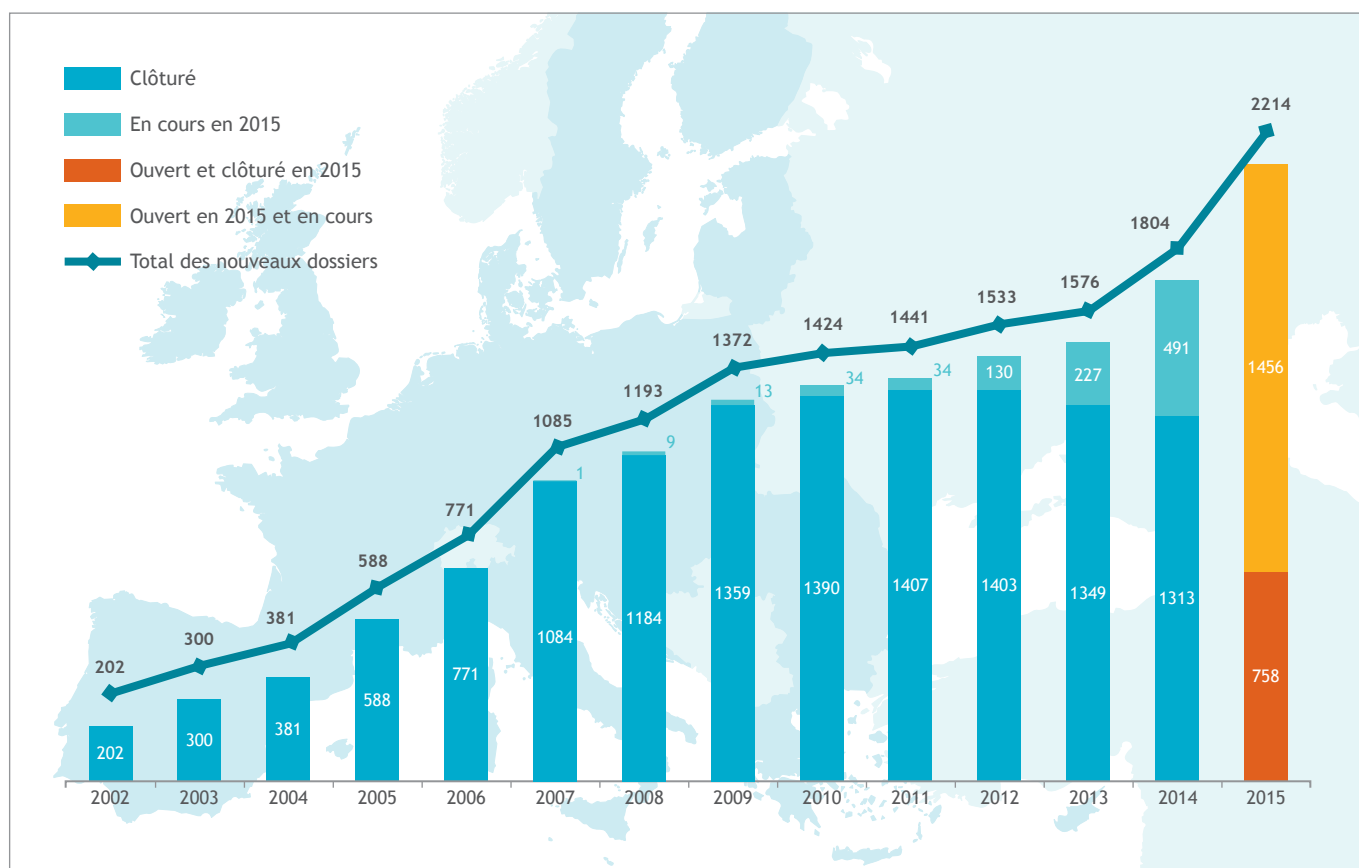


Frances Kennah, UK

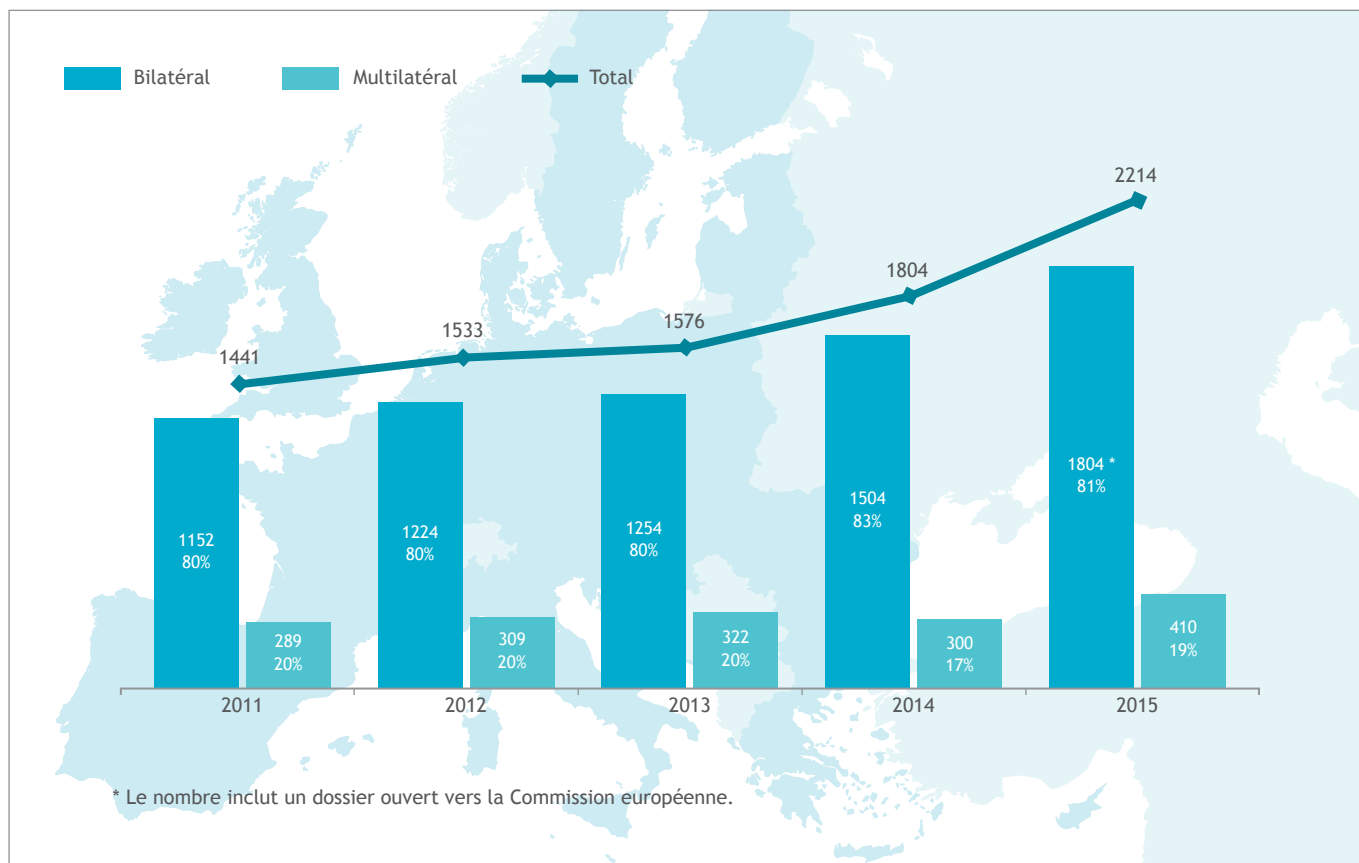


# Résumé

- ▶ Le **nombre de dossiers** pour lesquels l'assistance d'Eurojust a été demandée a augmenté de 23 %, passant de 1 804 enquêtes en 2014 à 2 214 en 2015. Les **Etats tiers** étaient impliqués dans 298 enquêtes.
- ▶ Le **nombre de dossiers** liés aux domaines suivants a augmenté : terrorisme, cybercriminalité, immigration illégale, TEH, fraude, corruption et GCOM.
- ▶ Une augmentation de l'utilisation d'outils de coordination : **réunions de coordination** (274, une augmentation de 39 % par rapport à 2014) et des **centres de coordination** (13).
- ▶ La participation aux réunions de coordination d'Euro-pol (99), OLAF (5) et des Etats tiers (67) a augmenté.
- ▶ Eurojust a soutenu 120 ECE, dont 46 étaient nouvelles, et a fourni un soutien financier à 68 ECE. La première ECE avec OLAF a été créée, et une augmentation de l'implication des Etats tiers a une fois de plus été notée.
- ▶ Eurojust a donné son assistance dans l'exécution de **MAE** en 292 occasions.
- ▶ Eurojust a détaché un expert **judiciaire chargé des affaires de cybercriminalité** à EC3 et a reconnu le besoin d'établir un réseau de **procureurs et de juges chargés des affaires de cybercriminalité**.
- ▶ Eurojust a soutenu les **Hotspots**, créé un **groupe de travail thématique sur l'immigration illégale**, et a signé un protocole d'accord avec EUNAVFOR MED.
- ▶ Eurojust a tenu un **séminaire stratégique** sur les conflits de compétences et un atelier sur la conservation des données en parallèle avec les réunions du **forum consultatif**.
- ▶ Réunions Eurojust en 2015 :
  - Réunion stratégique annuelle et réunion tactique sur le terrorisme
  - Réunion tactique et ad hoc sur la cybercriminalité
  - Réunion stratégique sur la TEH
  - Réunion sur la piraterie maritime
  - Réunion sur la coopération judiciaire lors d'événements sportifs majeurs
  - Séminaire stratégique, *Application de l'entraide judiciaire et Accords d'Extradition entre l'UE et les USA*
- ▶ Eurojust a **publié en 2015** :
  - *Recueil des Condamnations pour terrorisme (TCM)*
  - Troisième rapport sur les *Combattants terroristes étrangers*
  - Résumé du second rapport sur les *Combattants terroristes étrangers*
  - *Manuel CBRN-E*
  - Rapport *Poursuite de la TEH à des fins d'exploitation par le travail*
  - Rapport *Impact de l'Arrêt sur la poursuite des cas NSP*
  - Rapport *Problèmes procéduraux et juridiques relatifs aux GCOM*
  - *Registre judiciaire relatif à la piraterie maritime, numéro 2*
  - Guide de la bonne pratique relative aux événements sportifs majeurs
  - Rapport *Dossiers Eurojust sur les conflits de compétences 2009-2014*
  - Rapport *sur l'Expérience d'Eurojust du recouvrement des avoirs*
- ▶ Eurojust s'est concentré en 2015 sur les **conflits de compétences, conservation des données et livraisons surveillées**.
- ▶ Le **budget d'Eurojust** en 2015 était de 33 818 million d'euros. L'utilisation du budget était de 99.86 %.
- ▶ Le **Rapport Final AE** de l'Evaluation de la Décision Eurojust et les activités d'Eurojust est sorti le 30 Juin et mis à disposition du public.

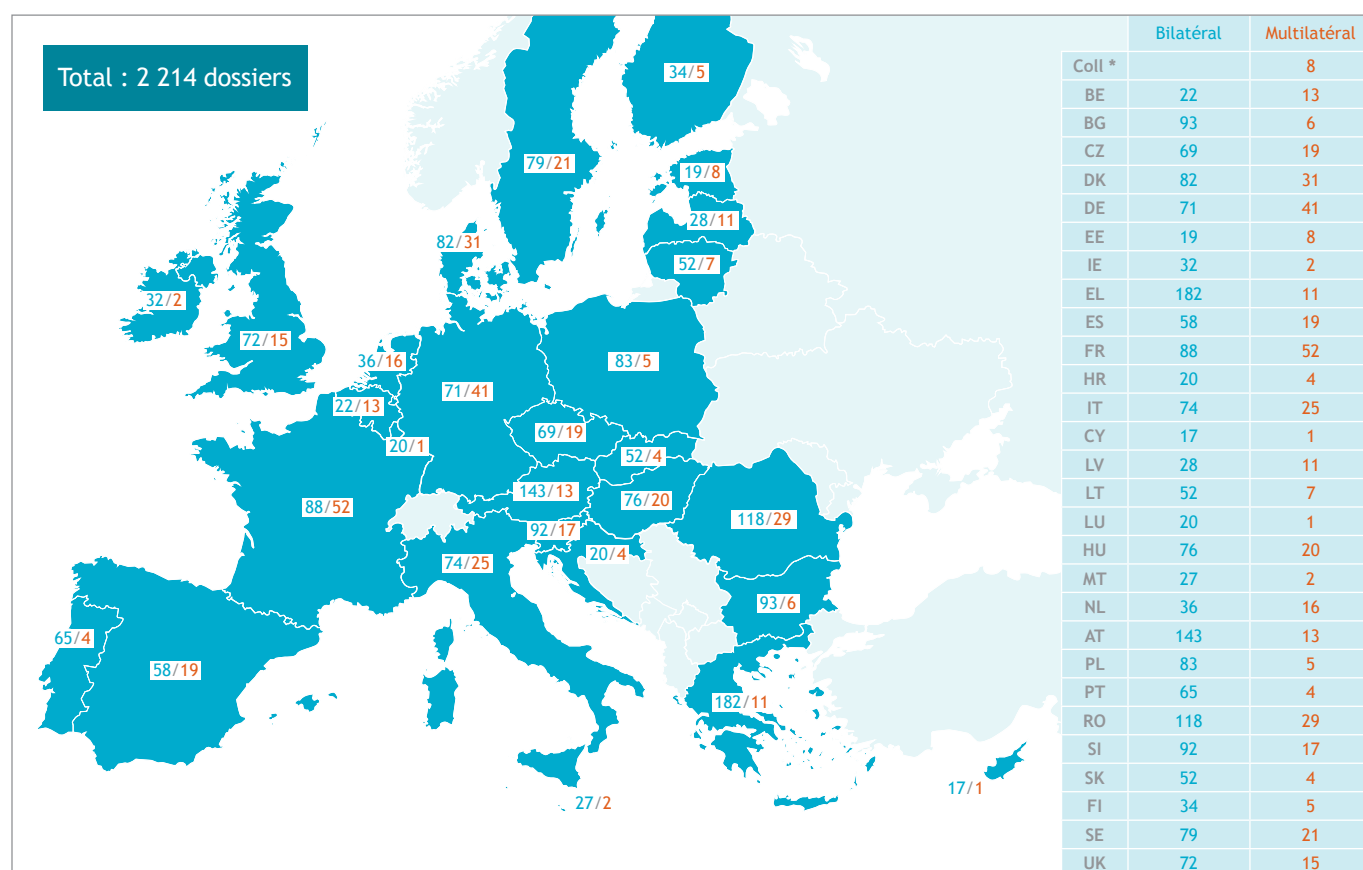


Dossiers bilatéraux/multilatéraux 2011 - 2015

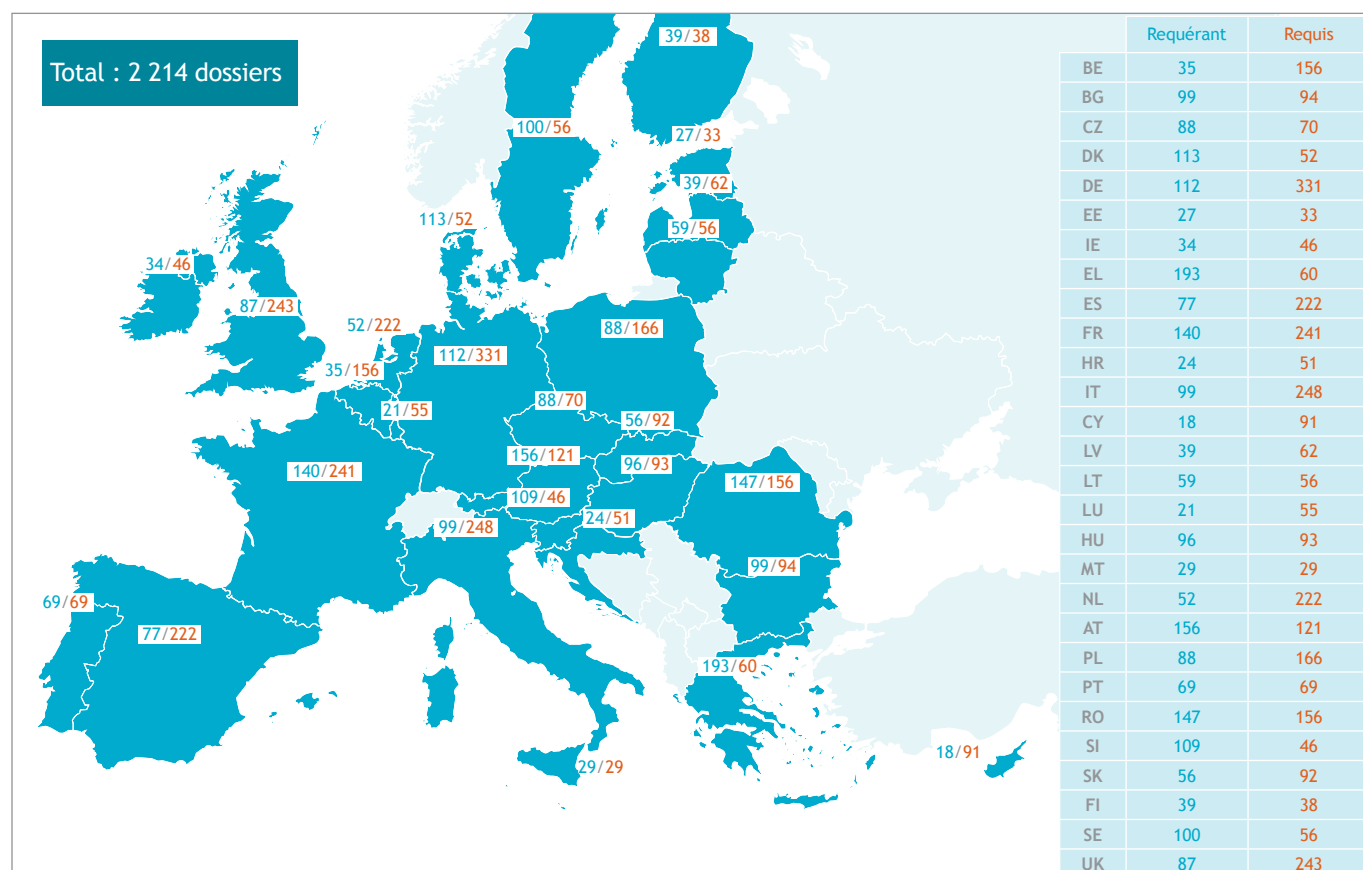




## Dossiers bilatéraux/multilatéraux par Etat Membre



## Etats Membres requérants/requis



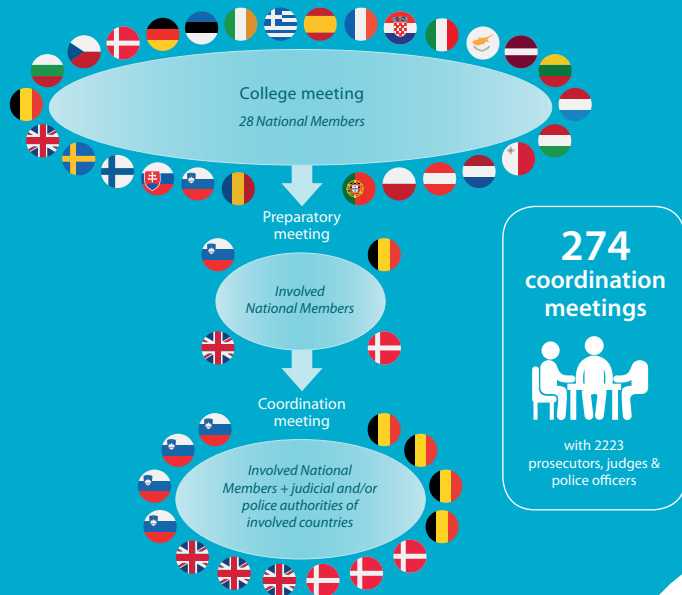
# Eurojust at work in 2015

Eurojust's core business is to assist the competent authorities of EU Member States when they deal with serious cross-border organised crime

1

## Judicial coordination meetings

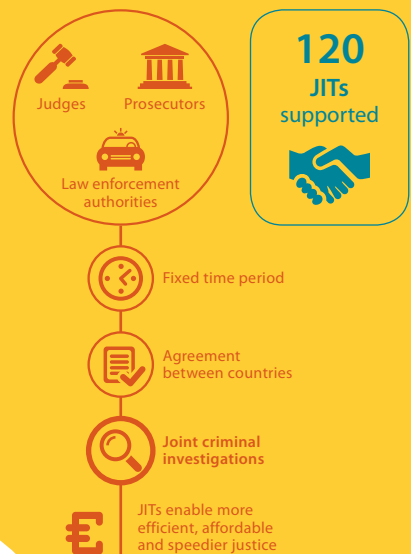
Bringing together judicial and law enforcement authorities from Member States and third States.



2

## Joint investigation teams (JITs)

Carrying out criminal investigations in one or more of the involved countries.



24/7  
availability

## Execution of European Arrest Warrants



3

## Coordination centres

Coordination centres enable coordination and real-time transmission of information in serious cross-border crimes among national authorities during action days.

13  
Eurojust  
coordination  
centres were  
held in 2015



Gathering evidence correctly is important for successful future court proceedings

# A propos d'Eurojust

## Quoi ?

Eurojust est l'Unité de coopération judiciaire de l'Union Européenne. En tant qu'organe de l'Union Européenne créé en 2002, la mission d'Eurojust est de stimuler et d'améliorer la coordination des enquêtes et des poursuites ainsi que la coopération entre les autorités judiciaires compétentes des États membres en ce qui concerne la grande criminalité transfrontalière, particulièrement lorsque celle-ci est organisée.

À la requête d'un État membre, Eurojust peut également apporter son soutien à des enquêtes et des poursuites concernant un État membre en particulier et un État non membre si un accord de coopération a été conclu entre ce dernier et Eurojust, ou si apporter une telle assistance présente un intérêt essentiel.

À la requête d'un État membre ou de la Commission, Eurojust peut aussi apporter son soutien aux enquêtes ou poursuites concernant uniquement cet État.

## Qui ?

Le Collège d'Eurojust (le Collège) compte 28 membres nationaux, qui sont des procureurs, juges ou officiers de police de compétence équivalente, détachés par chaque État membre. Les membres nationaux sont basés au siège d'Eurojust à La Haye.

La plupart des membres nationaux sont assistés dans leurs fonctions par un adjoint et/ou un assistant. Eurojust est constitué d'une équipe administrative et héberge les secrétariats du Réseau Judiciaire Européen (RJE), du Réseau d'experts des équipes d'enquêtes communes (réseau ECE) et du réseau européen de points de contact poursuivant les personnes responsables de génocide, de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre (le réseau Génocide).

De plus, des procureurs de liaison venant de Norvège, de Suisse et des États-Unis sont actuellement en poste à Eurojust. Membres du Collège inclus, environ 349 personnes travaillent à Eurojust.

## Comment ?

Les rôles et pouvoirs clés d'Eurojust impliquent de répondre aux demandes d'assistance de la part des autorités nationales compétentes des États membres. En contrepartie, Eurojust peut demander aux États membres d'entreprendre une enquête ou des poursuites sur des faits précis. Les membres nationaux d'Eurojust exercent leur mandat dans l'objectif de coordonner le travail des autorités nationales à chaque étape d'une enquête ou des poursuites criminelles.

## Réunions de coordination

Les réunions de coordination sont un outil unique et efficace pour la coopération judiciaire. Elles rassemblent les autorités judiciaires et les services de police des États membres et des États tiers, et permettent de mener des opérations ciblées dans des affaires de criminalité transfrontalière. Au cours de ces réunions, les difficultés juridiques et pratiques nées des différences existant entre les 30 systèmes juridiques de l'Union européenne peuvent être résolues.

## Les centres de coordination

Les centres de coordination jouent un rôle très important au cours des opérations, offrant un soutien en temps réel lors des journées d'opérations communes, facilitant ainsi la coordination et le suivi immédiat des saisies, arrestations, perquisitions de domiciles ou de locaux d'entreprises, décisions de gel et interrogatoires de témoins.

## Equipes communes d'enquête

Eurojust offre le financement et l'expertise nécessaires à la mise en place et aux besoins opérationnels des ECE. Une ECE est une équipe constituée de procureurs, de juges d'instruction et d'agents des services d'enquête. Établies pour une durée déterminée et dans un but précis par le biais d'un accord écrit entre les États impliqués, les ECE permettent aux enquêtes pénales d'être menées de façon plus efficace dans un ou plusieurs des États impliqués.

## Relations extérieures

Le travail d'Eurojust est basé sur de solides relations avec plusieurs partenaires. Une coopération particulièrement étroite, fondée sur des accords, existe avec les autorités nationales, les institutions et les partenaires de l'UE : la Commission européenne; Europol; l'Office européen de lutte antifraude (OLAF); l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne (Frontex); l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT); le Collège européen de police (CEPOL); le Réseau européen de formation judiciaire (le REFJ); l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA); et les forces navales de l'Union européenne – Méditerranée (EUNAVFOR MED) et d'autres organismes internationaux: INTERPOL, le Réseau ibéro-américain de coopération judiciaire internationale (IberRed) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Par ailleurs, Eurojust a signé des accords de coopération avec le Liechtenstein, la Suisse, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, les États-Unis, la Norvège, l'Islande et la Moldavie.



## Les outils d'Eurojust



## 1.1 Réunions de coordination

Ayant été tenues 274 fois – une augmentation de plus de 39 % par rapport à 2014 – les réunions de coordination consolident leur position en tant qu'outil opérationnel d'Eurojust le plus souvent utilisé. Les autorités judiciaires et policières des Etats Membres, ainsi que des Etats tiers, se sont rencontrées presque chaque jour ouvrable en 2015 à Eurojust à La Haye pour encourager la coopération judiciaire dans le contexte d'activités criminelles.

Un nouveau dossier amené devant Eurojust se voit d'abord présenté au Collège par le Membre national concerné, et une décision est alors prise d'enregistrer ou non le dossier comme dossier Eurojust (une réunion dite de Niveau I). Dans un second temps, les Bureaux Nationaux d'Eurojust concernés se réunissent pour analyser les problèmes à résoudre, afin d'assurer la coopération judiciaire et la coordination dans ce cas précis, et de décider de la marche à suivre la plus adéquate (réunion dite de Niveau II). Par la suite, si nécessaire, une ou plusieurs réunions de coordination sont organisées avec la participation des représentants des autorités nationales judiciaires et policières directement impliquées dans le dossier.

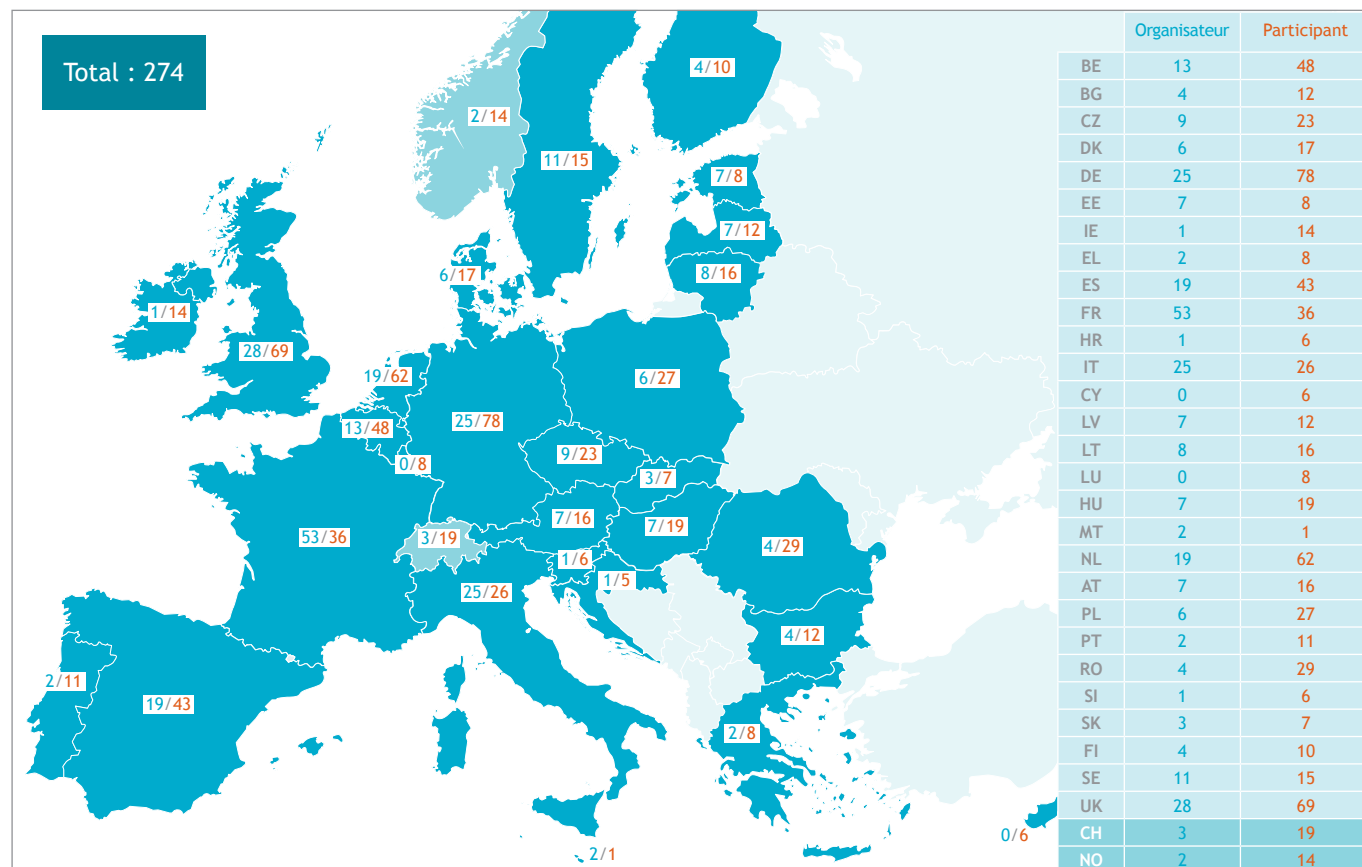
Les réunions de coordination sont conçues afin de faciliter l'échange d'informations, d'identifier et de mettre en

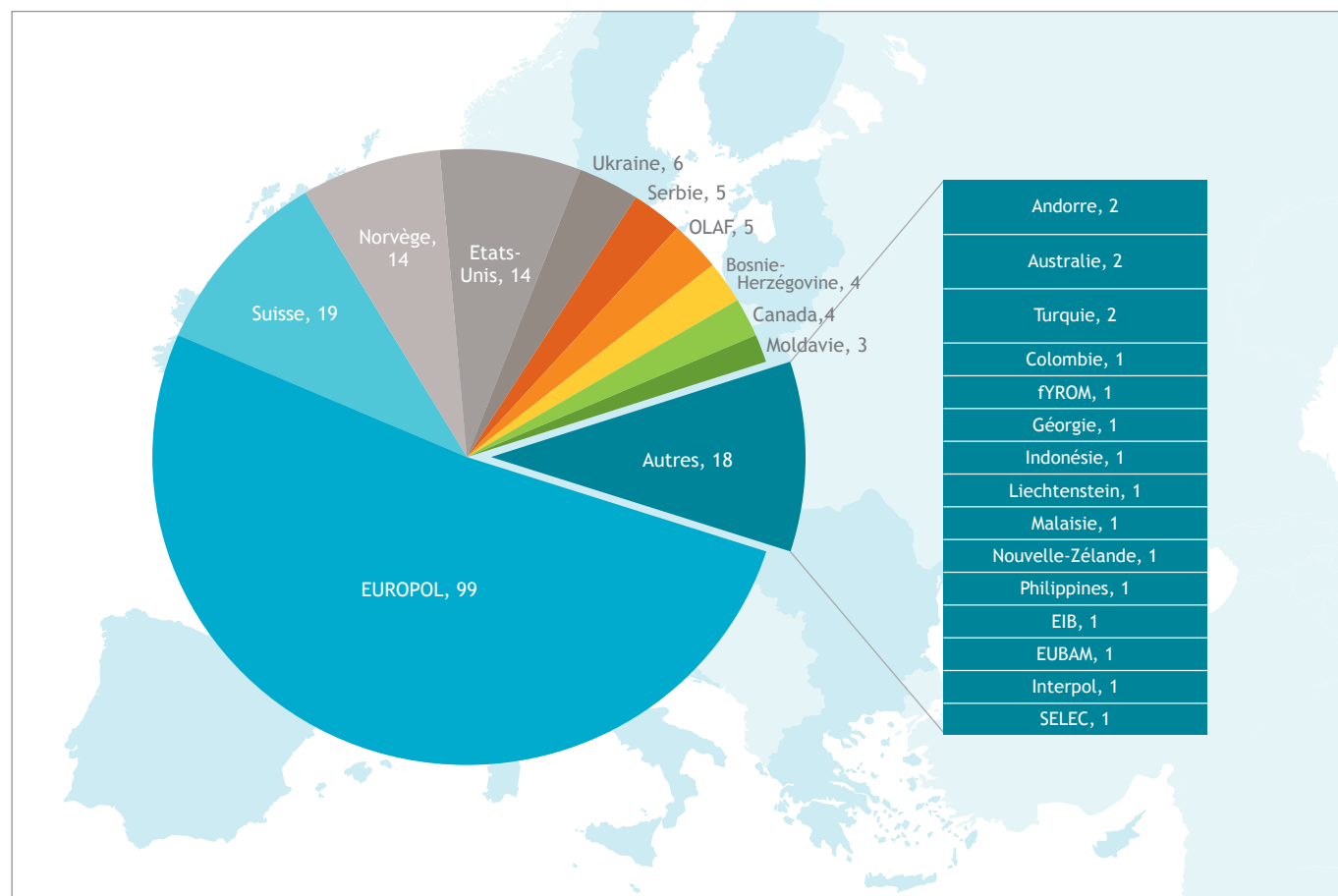
place les moyens et méthodes requises pour soutenir l'exécution des demandes de MAE et des mesures coercitives (par exemple, mandats de perquisition et mandats d'arrêt), coordonner les enquêtes en cours et les poursuites, et détecter, empêcher ou résoudre les conflits de compétences, les problèmes relatifs aux *ne bis in idem* et autres problèmes juridiques et problèmes de recueil des preuves.

Les dossiers gérés pendant les réunions de coordination en 2015 recouvraient tous les domaines majeurs de la grande criminalité transfrontalière, avec comme types d'infractions les plus fréquents l'escroquerie et la fraude, le trafic de drogues et le blanchiment d'argent.

Des 274 réunions tenues en 2015, la France (53), le Royaume-Uni (28), l'Allemagne et l'Italie (toutes deux 25) en ont organisé le plus grand nombre. Parmi les Etats Membres, les participants les plus fréquents ont été l'Allemagne (78), le Royaume-Uni (69) et les Pays-Bas (62). La Suisse (19), la Norvège (14) et les Etats-Unis (14), représentés à Eurojust par leurs Magistrats de Liaison, sont les trois Etats tiers qui ont le plus participé aux réunions de coordination tenues en 2015, viennent ensuite l'Ukraine (6) et la Serbie (5), ainsi que la Bosnie-Herzégovine et le Canada (4 tous deux). Europol était présent à 99 réunions de coordination et l'OLAF à cinq.

### Réunions de coordination





## 1.2 Les centres de coordination d'Eurojust

Eurojust a tenu 13 centres de coordination en 2015, ce qui représente une fois de plus une augmentation par rapport aux 10 de 2014 et sept de 2013.

Cette tendance confirme que cet outil opérationnel est à la fois connu et apprécié par les autorités judiciaires et policières des Etats membres dans la lutte contre la grande criminalité transfrontalière en Europe.

Les centres de coordination Eurojust facilitent l'échange d'informations en temps réel entre les autorités judiciaires et permettent un soutien direct aux exécutions coordonnées et simultanées de, entre autres, mandats d'arrêt, perquisitions et saisies dans différents pays.

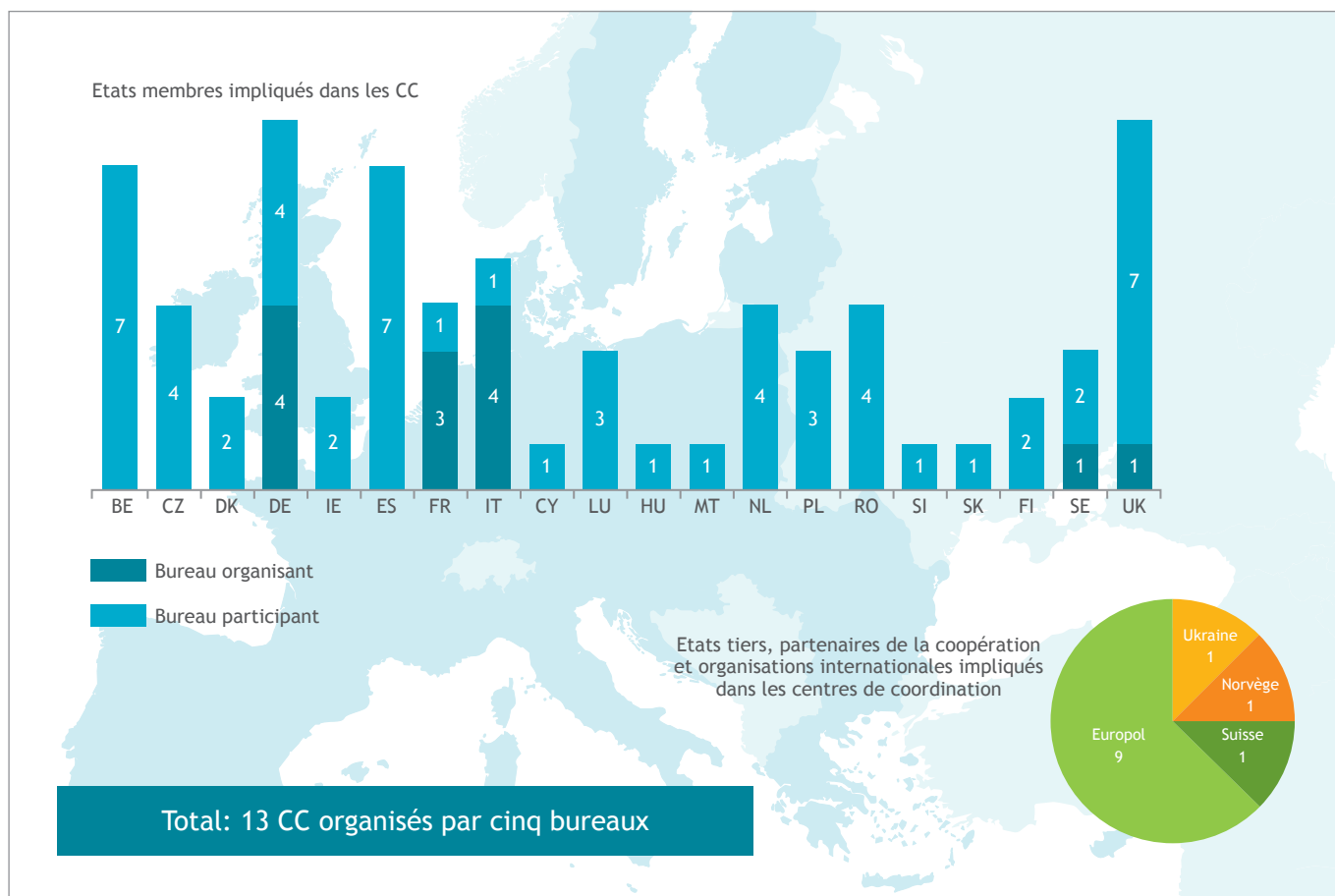
Les treize centres de coordination ont été organisés par l'Allemagne (4), l'Italie (4), la France (3), la Suède (1) et le Royaume-Uni (1). Ces journées d'opérations communes ont bénéficié de la participation active d'autres Etats Membres, des Etats avec des magistrats de liaison détachés auprès d'Eurojust, tels que la Suisse et la Norvège, des Etats tiers (par exemple l'Ukraine en une occasion), et Europol (5). Ils se sont concentrés sur un large éventail de types d'activités criminelles, comprenant

l'escroquerie et la fraude, la cybercriminalité, le blanchiment d'argent, l'immigration illégale et la TEH ainsi que – pour la première fois – le terrorisme.

Les centres de coordination sont particulièrement adaptés lorsqu'il s'agit de s'attaquer à des enquêtes complexes comprenant des journées d'opérations multilatérales à grande échelle.

L'année dernière, trois centres de coordination furent établis dans la même enquête de fraude à la TVA. Le dossier traitait de plus de 200 mesures transfrontalières. Les autorités nationales de 15 Etats Membres et Europol y ont participé (cf. Opération Vertigo: enquête de l'année, ci-dessous).

Un centre de coordination a été établi dans le contexte d'un important dossier de fraude fiscale et de comptabilité en Suède. Parmi les leçons apprises, fut identifié le besoin de nouvelles directives dans les procédures à suivre relatives à l'émission de MAE en Suède pour l'autorité chargée de la lutte contre la criminalité économique, et celles-ci furent rédigées par le Bureau Suédois à Eurojust.



### 1.3 Système de gestion des dossiers d'Eurojust (CMS)

Les activités opérationnelles d'Eurojust sont soutenues par une base de données sur mesure – le CMS – qui est conçue pour le stockage et le traitement des données d'enquêtes ainsi que pour veiller au respect de la réglementation sur le traitement des données personnelles.

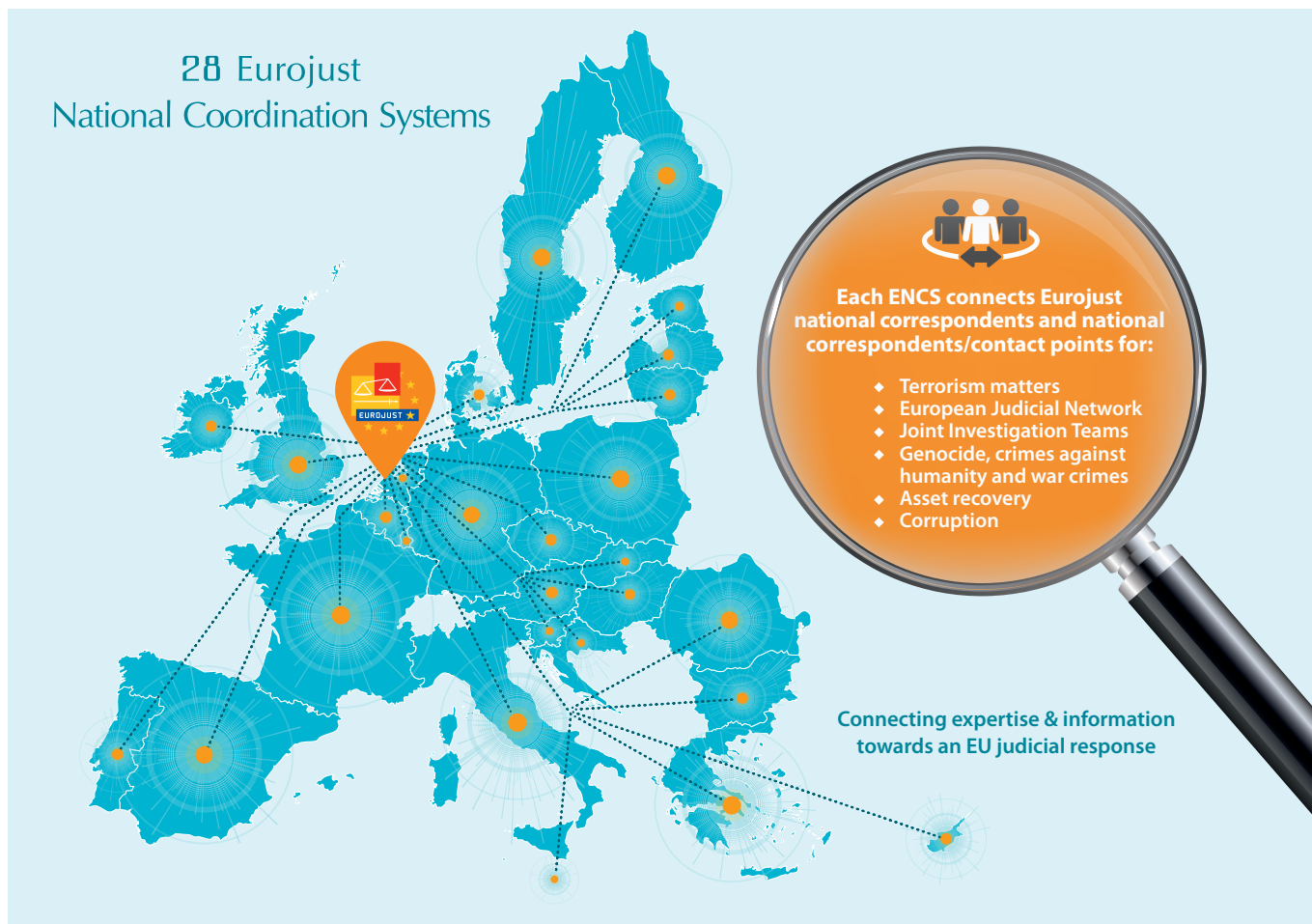
Afin d'améliorer sa fonctionnalité et sa performance opérationnelle, deux versions actualisées du CMS ont été développées et mises en service en 2015. Ces actualisations simplifient le processus de configuration interne de nouveaux profils en utilisant la fonctionnalité du système existant plutôt que de se reposer sur du développement externe. Cette caractéristique est importante, car elle permet la possibilité de gérer de manière plus souple l'accès au CMS pour différents groupes d'utilisateurs, et, à ce titre, soutient la mise en place de la connexion au CMS des membres du ENCS de chaque Etat Membre, comme l'envisage l'Article 12 de la Décision Eurojust.

En 2015, des connexions réseau sécurisées avec l'Espagne et le Luxembourg sont devenues opérationnelles, amenant à 13 le nombre total des Etats Membres avec une connectivité réseau sécurisée avec Eurojust. De plus, la nouvelle version du CMS a offert une actualisation importante permettant l'enregistrement des décisions des

Membres nationaux sur la base de l'Article 19 des règles de procédure sur le traitement et la protection des données personnelles à Eurojust (Règlement Eurojust sur la protection des données).

En mars 2015, le Collège d'Eurojust s'est livré à une évaluation des six premiers mois d'application d'une décision du Collège de juin 2014 sur l'insertion des données dans le CMS dans l'objectif d'établir des standards communs de saisie de données et une méthode de travail uniforme applicable à tous les Bureaux Nationaux Eurojust. Cinq Bureaux Nationaux ont accepté de participer à un prochain essai de fonctionnement et de rendre compte au collège des enseignements qu'ils en auront retiré. En 2015, le Collège a porté une attention particulière à l'amélioration de l'insertion des données dans le CMS et à la mise en œuvre de l'Article 19 du Règlement Eurojust sur la protection des données afin de s'assurer d'une conformité totale et de mettre en œuvre les recommandations faites par le JSB dans leur rapport suivant la visite d'inspection de janvier 2015. Le rapport JSB et les actions d'Eurojust succédant aux recommandations furent débattus par le Collège lors d'une réunion plénière en septembre 2015, avec la participation du JSB.

## 28 Eurojust National Coordination Systems



## 1.4 Eurojust et les ECE

Eurojust a consolidé son rôle central dans les ECE, rôle de soutien à la mise en place et au fonctionnement des ECE d'une part et de rassemblement de compétences d'autre part.

En 2015, 120 ECE ont été soutenues par les Membres nationaux Eurojust, dont 46 nouvellement créées.

Les principales infractions sur lesquelles ont porté les 46 nouvelles ECE sont le blanchiment d'argent, l'escroquerie et la fraude, la participation à une organisation criminelle, la TEH, le trafic de drogues et la cybercriminalité.

Conformément à l'Article 13(5) de la Décision Eurojust, les Etats membres devront s'assurer que les Membres nationaux sont informés de la formation des ECE et des résultats du travail de telles équipes. Eurojust a reçu 17 notifications en ce sens en 2015.

Les dossiers traités par Eurojust confirment la participation croissante des Etats tiers dans les ECE, déjà observée en 2014. Au total, 11 ECE impliquant des Etats tiers ont été soutenues par Eurojust, dont sept ont été formées en 2015. Un nombre croissant d'Etats tiers reconnaît à

présent les ECE comme un outil efficace de coopération, dont entre autres, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine et la Suisse (*voir* paragraphe 2.3.3).

Afin de tirer les enseignements des expériences passées, Eurojust – avec la coopération du réseau des experts en ECE et de son secrétariat (*voir* Section 5.2 ci-dessous) – a continué de promouvoir et de faciliter l'évaluation des ECE, en utilisant le [formulaire d'évaluation ECE](#). Ce formulaire, d'abord mis en service en 2014, est disponible sur le site Eurojust en 2015, en parallèle avec des conseils pratiques pour procéder à l'évaluation.

Les réunions d'évaluation spécifiques se sont tenues à Eurojust ou dans les Etats membres avec le soutien d'Eurojust. Le résultat de ces évaluations confirme l'utilisation étendue des ECE en tant qu'outil efficace et effectif de coordination des enquêtes et poursuites transfrontalières pour les praticiens.

Dans un nombre important de dossiers, les ECE sont formées entre plus de deux Etats – pas nécessairement voisins – et soutiennent des enquêtes sur un large éventail de types d'infractions.



La souplesse de cet outil, en particulier en termes d'aide aux communications informelles et à l'échange d'informations et de preuves, est largement reconnue par les autorités nationales compétentes.

Lorsqu'une ECE est utilisée, la participation des membres détachés (c'est-à-dire opérant en dehors de leur Etat d'origine) est vue comme un atout pour l'efficacité de l'enquête. Dans une grande majorité des cas, les ECE semblent aussi faciliter une approche commune dans la manière de communiquer avec les médias sur le résultat de l'enquête.

Parmi les défis identifiés, les différences dans les calendriers de procédures nationales – pour raisons pratiques ou juridiques – peuvent affecter le bon fonctionnement d'une ECE, par exemple, si l'un des partenaires doit quitter l'ECE avant d'avoir subvenu aux besoins coopératifs des autres.

En termes de bonne pratique, puisque les ECE coexistent souvent avec l'entraide judiciaire, notamment à l'égard des Etats qui ne rejoignent pas l'ECE, les praticiens rapportent que l'existence d'une ECE donne un avantage dans l'exécution opportune de la demande aux Etats requis, ainsi que dans le partage des preuves recueillies par l'entraide judiciaire entre les partenaires d'une ECE.

Puisque le recours aux ECE est de plus en plus fréquent, l'on a jugé utile de procéder à une évaluation des outils développés au cours des premières années de mise en œuvre

des ECE (manuel des ECE, accord-type, plan d'action opérationnel des ECE) afin de vérifier si ceux-ci répondaient encore complètement aux besoins des praticiens.

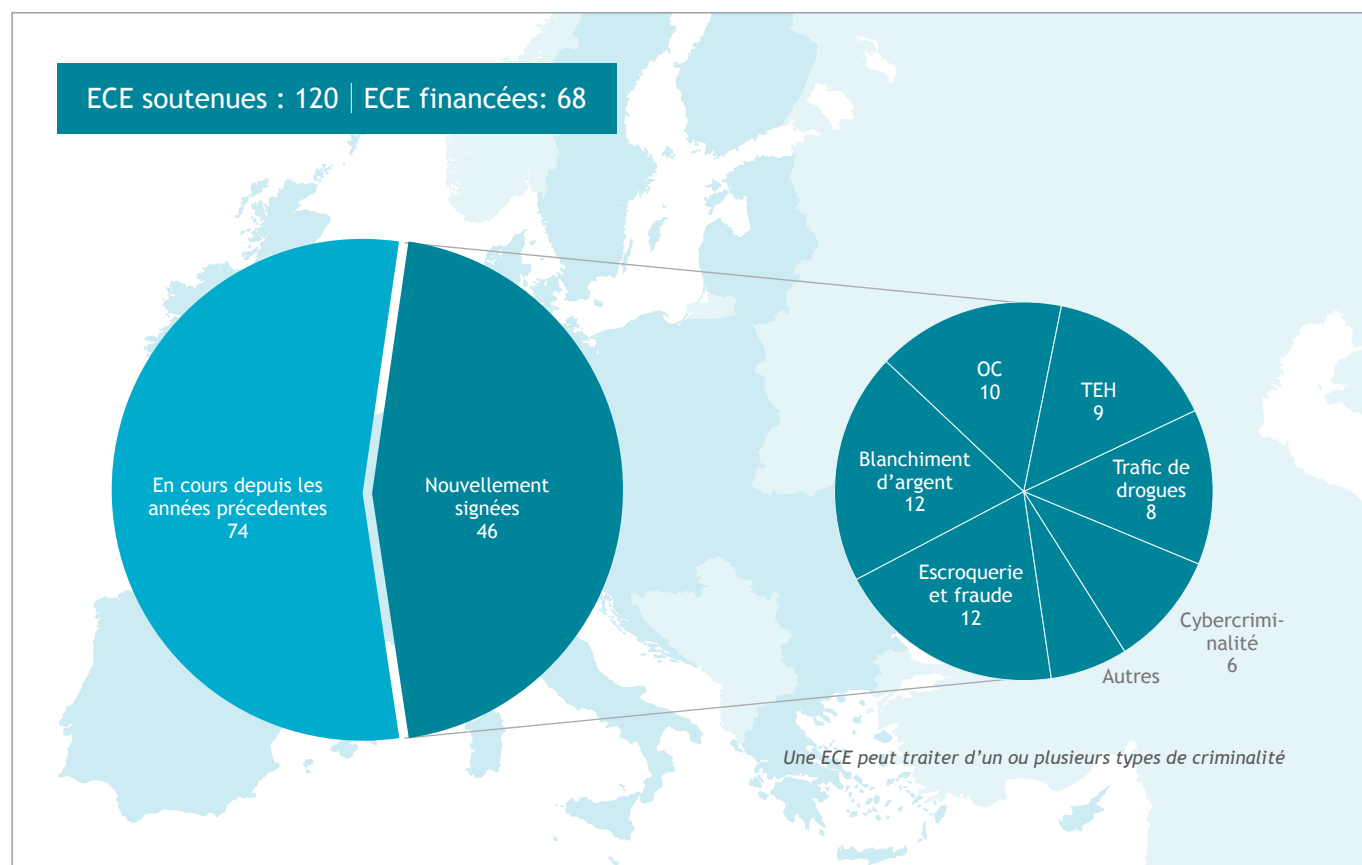
Cette évaluation était le sujet phare de la réunion annuelle des experts en ECE, tenue à Eurojust les 11 et 12 juin 2015. Les [conclusions](#) de cette réunion fournissent des orientations claires vers la modernisation des outils ECE et vers l'amélioration de leur accessibilité pour les praticiens. Les experts s'accordent à dire que la version existante de l'accord-type des ECE est toujours suffisamment adéquate et souple, et concluent qu'une révision extensive n'est pas une priorité. Les experts ont tous noté la nécessité d'une actualisation complète du manuel des ECE, qui incorporerait les leçons apprises.

Le plan opérationnel ECE, rarement utilisé en pratique, devrait être remplacé par des mesures de planification plus informelles, par exemple les conclusions des réunions de coordination.

### Financement des ECE Eurojust

Eurojust a continué d'apporter son soutien financier aux ECE. En 2015, le rôle clé d'Eurojust dans l'aide aux opérations des ECE à travers son programme de financement a été confirmé par la réception de 144 demandes de financement (certaines demandes concernaient les mêmes ECE, pour des opérations étalées sur des périodes d'action consécutives). Un soutien financier a été

*ECE soutenues par Eurojust, comprenant les types principaux d'infractions*



apporté à 68 ECE (par le biais d'une ou plusieurs subventions), dont 36 ont été soutenues pour la première fois en 2015. Le budget Eurojust alloué au financement des ECE en 2015 était de 500 000 EUR.

Depuis 2014, le financement des ECE peut aussi couvrir les dépenses encourues par les Etats tiers. En accord avec la tendance observée dans les dossiers Eurojust, 13 demandes ont été reçues provenant d'ECE impliquant simultanément l'UE et les Etats tiers en 2015.

Un nouveau formulaire de demande interactif a été mis en place en 2015, avec des caractéristiques facilitant le dépôt des demandes, telles que des listes déroulantes,

le calcul des fonctions, et le contrôle intégré des plafonds. Le champ des actions financées a été étendu pour couvrir les dépenses supportées à la suite de l'ECE, si ces dépenses sont directement liées aux activités de l'ECE, comme par exemple une réunion de suivi organisée pour examiner les preuves recueillies dans le cadre de l'ECE, les frais de traduction des éléments de preuve recueillis par l'équipe, ou ceux liés à la traduction d'un jugement rendu dans l'un des Etats impliqués.

De plus, le Collège d'Eurojust a approuvé un projet incluant le développement d'outils en ligne pour le dépôt de demandes de financement et une base de données pour traiter les données spécifiques aux ECE.

### **Dossier opérationnel**

Une enquête française a révélé une fraude à la TVA organisée, ainsi que du blanchiment d'argent, dans de la vente de voitures d'occasion. Les infractions ont été commises par un groupe de personnes de nationalité française opérant en Espagne. Les voitures étaient vendues à des détaillants français à partir de fournisseurs allemands, à travers un nombre de transactions intermédiaires fictives basées sur de fausses factures, au sein de sociétés françaises, espagnoles, roumaines, italiennes et portugaises, pour éviter d'avoir à payer la TVA.

Le dossier a été amené à Eurojust par les autorités françaises, après quoi une réunion de coordination a été tenue pour débattre de l'état d'avancement des enquêtes et pour optimiser la coopération entre les autorités impliquées. Eurojust a servi d'intermédiaire afin de faciliter l'exécution de multiples demandes d'entraide judiciaire entre la France et l'Espagne, un rôle s'étant avéré crucial car les procédures en Espagne étaient pendantes.

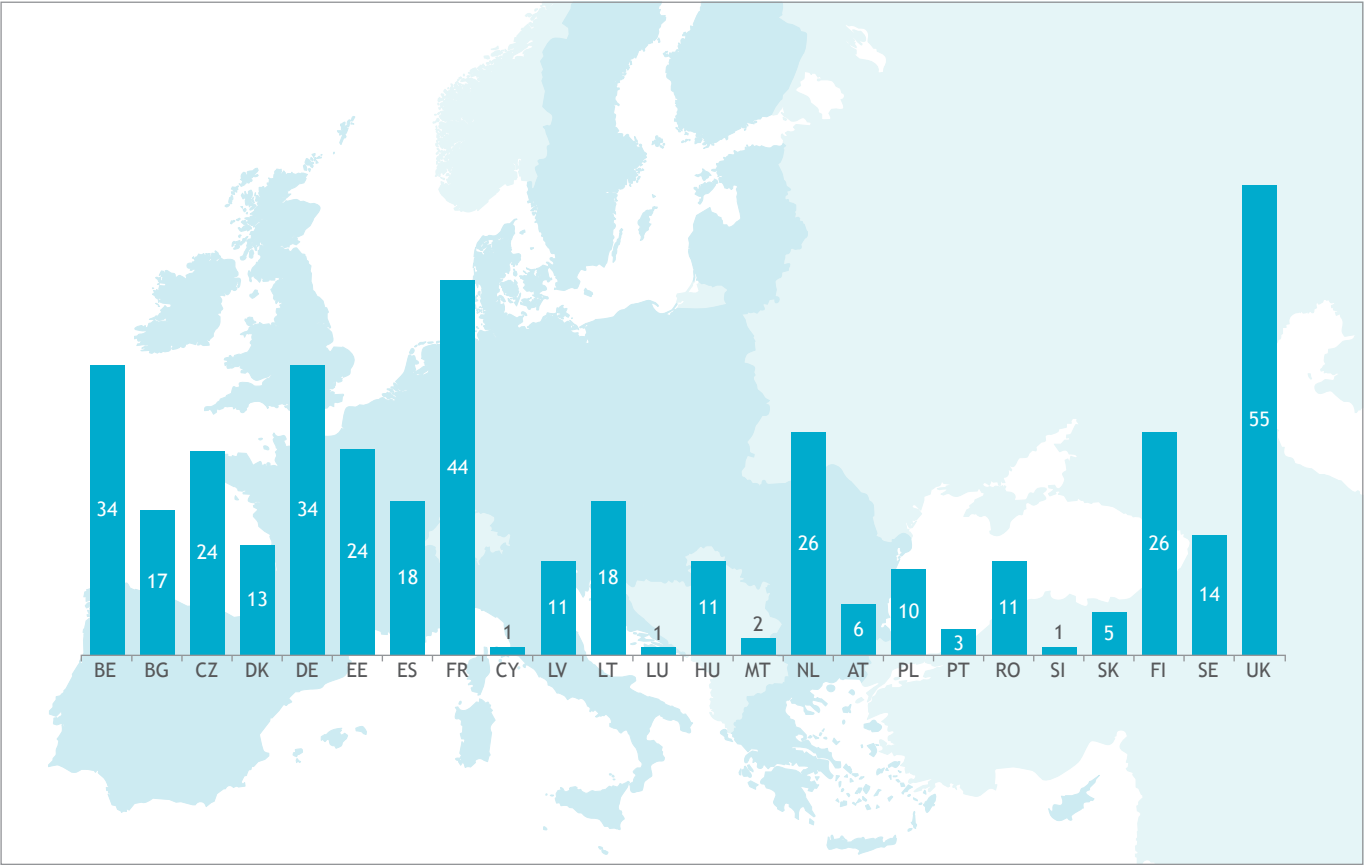
L'analyse des informations échangées entre les participants mit en lumière plusieurs obstacles, en particulier un potentiel problème *ne bis in idem*, dû à un chevauchement des cibles en France et en Espagne. Pour éviter un conflit de compétences à un stade ultérieur des procédures, une coordination concernant les accusations futures et le champ des procédures nationales était nécessaire. A la lumière de ces obstacles, la France et l'Espagne ont signé un accord d'ECE en juin 2014 pour faciliter la coopération et pour l'échange des éléments de preuves.

A la suite d'enquêtes minutieuses et au vu d'une coopération croissante entre les participants de l'ECE, des actions communes contre le réseau furent réalisées par les autorités policières en Espagne et en France en janvier 2015, soutenues par un centre de coordination à Eurojust. Vingt-neuf suspects furent arrêtés en Espagne, et deux en France. De nombreux documents furent saisis pendant les perquisitions, révélant des fonds blanchis d'une valeur estimée à 20 millions EUR.

Fort du succès de cette première action, le soutien d'Eurojust a été une fois de plus requis au cours de l'extension de l'ECE, ce qui servit à simplifier l'échange des éléments de preuves en vue des procédures judiciaires à venir. Lors d'une réunion de coordination, les membres de l'ECE ont donné leur accord pour un transfert des procédures de l'Espagne vers la France pour les infractions de blanchiment d'argent et de participation à une organisation criminelle. L'Espagne devait se concentrer sur l'infraction de fraude fiscale.

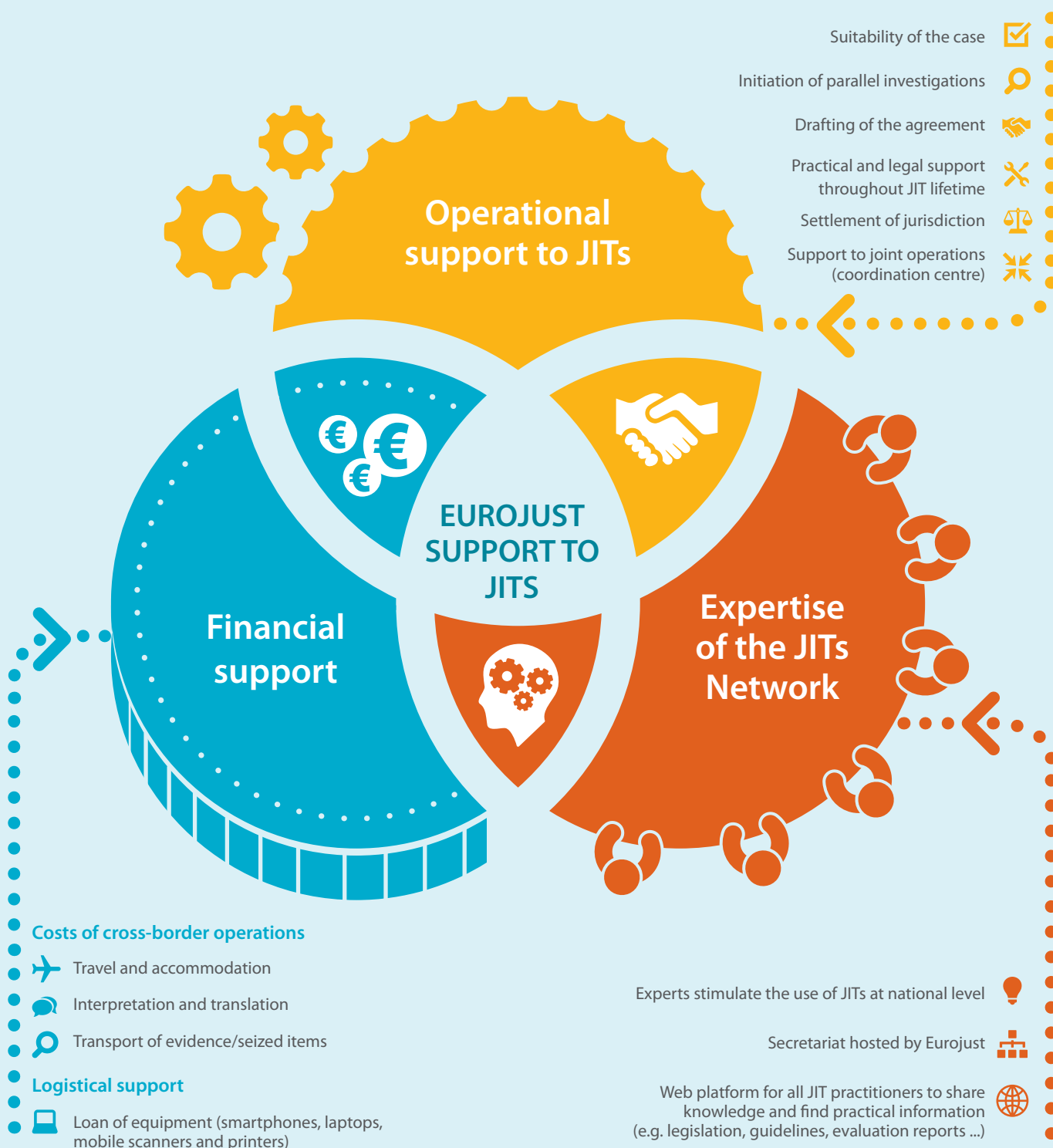
Afin de soutenir les procédures françaises, les participants ont accepté que les enquêteurs français se déplacent en Espagne pour examiner les preuves recueillies par l'enquête espagnole. Les autorités françaises ont accepté de prêter leur assistance à leurs homologues espagnols en organisant une vidéoconférence afin d'interroger deux personnes inculpées et détenues en France.

Les autorités nationales ont obtenu d'importants résultats lors de la phase d'instruction de leurs procédures en utilisant efficacement ces outils de coopération judiciaire : réunions de coordination, un centre de coordination et une ECE.



# Eurojust and joint investigation teams

Eurojust plays a central role in the setting up and running of joint investigation teams (JITs), including judicial and legal expertise, financial support, follow-up to JIT activities and building up know-how.







Visite à Eurojust de Mme Věra Jourová, Commissaire européenne pour la justice, les consommateurs et l'égalité entre les sexes



Réunion avec les ambassadeurs des Etats membres de l'Union européenne et des Etats tiers



Visite à Eurojust de l' Honorable Mme Loretta Lynch, Procureur-Général des Etats-Unis, et séminaire UE- Etats-Unis sur l'application de l'entraide judiciaire et des accords d'extradition



# 2015

## Calendrier



### 4-5 juin La Haye

Séminaire stratégique Conflits de compétence et Forum Consultatif sous la présidence lettone de l'UE



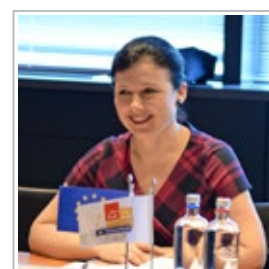
### 2 mars La Haye

Mme Maria Schnebli est détachée à Eurojust en tant que première procureur de liaison pour la Suisse



### 20 mai La Haye

Réunion sur la piraterie maritime



### 5 juin La Haye

Mme Věra Jourová, commissaire chargée de la justice, des consommateurs et de l'égalité des sexes visite Eurojust

JANVIER

FÉVRIER

MARS

AVRIL

MAI

JUIN

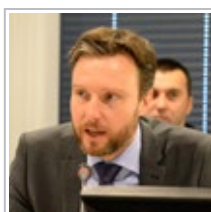


### 16-17 avril La Haye

Réunion stratégique sur la Traite des Êtres Humains

### 21 avril La Haye

Ms Michèle Coninsx est réélue Présidente d'Eurojust par le Collège



### 22-23 avril La Haye

18<sup>ème</sup> réunion du Réseau Génocide



### 11-12 juin La Haye

11<sup>ème</sup> réunion annuelle des experts nationaux en ECE



### 17-18 juin La Haye

Réunion sur la coopération judiciaire pendant les événements sportifs majeurs

### 24-25 juin La Haye

Réunion stratégique et tactique sur le terrorisme

### 29-30 juin Riga

44<sup>ème</sup> réunion plénière du RJE



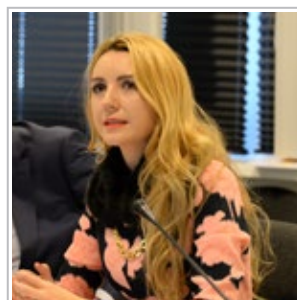
**15 septembre La Haye**  
L'Honorable Loretta Lynch, Procureur  
General des Etats-Unis, visite Eurojust



**23 septembre La Haye**  
Réunion avec les ambassadeurs des Etats  
membres de l'Union européenne et des Etats tiers



**18-19 novembre  
Luxembourg**  
45<sup>ème</sup> réunion plénière du RJE



**25 novembre La Haye**  
Réunion sur la Cybercriminalité : Vers un  
réseau judiciaire sur la cybercriminalité

## JUILLET

## AOÛT

## SEPTEMBRE

## OCTOBRE

## NOVEMBRE

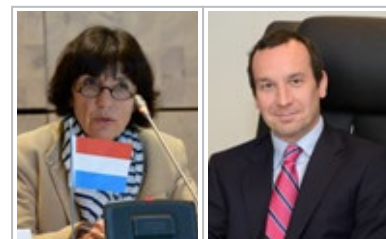
## DÉCEMBRE



**1 juillet La Haye**  
M. Lodewijk Van Zwieten, expert  
Eurojust en cybercriminalité pour  
EC3, prend ses fonctions



**1 octobre Rome**  
Signature de la Lettre de demande avec  
EUNAVFOR MED



**10-11 décembre La Haye**  
Atelier sur la conservation des données  
et Forum Consultatif sous la présidence  
luxembourgeoise de l'UE



**1 juillet La Haye**  
Réunion tactique sur la cybercriminalité :  
la territorialité dans le cyberspace et la  
recevabilité des éléments de preuve



**8-9 octobre La Haye**  
Séminaire UE-Etats-Unis sur L'application d'entraide  
judiciaire et des accords d'extradition entre l'UE et les USA

**21-22 octobre La Haye**  
19<sup>ème</sup> réunion du Réseau Génocide





Dossiers traités par Eurojust





**E**urojust a assisté à 42 réunions EMPACT et a activement contribué aux activités de 2015 dans le contexte des plans d'action opérationnels (PAO) dans tous les domaines criminels jugés prioritaires d'EMPACT : aide à l'immigration illégale ; TEH ; produits de contrefaçon ; fraude aux droits d'accise et fraude MTIC ; héroïne, drogues synthétiques et cocaïne ; trafic illicite d'armes à feu ; OPC ; et cybercriminalité.

Dans le contexte des PAO de 2015, Eurojust a participé à plusieurs cours CEPOL, effectuant des présentations sur son travail dans un nombre de domaines criminels, comme le trafic de drogues (cocaïne et héroïne). De plus, Eurojust a activement participé au développement, à la préparation et à la rédaction des PAO pour 2016.

En accord avec la position commune sur la participation d'Eurojust dans les PAO adoptée par le Collège en 2013, Eurojust a contribué en tant que (co)organisateur ou participant, à 49 initiatives prises pour augmenter le nombre d'enquêtes et de poursuites coordonnées dans le contexte des PAO. De telles initiatives ont consisté soit à fournir des informations aux rapports stratégiques généraux, à identifier des cibles de grande valeur ou des organisations criminelles, ou bien à apporter son soutien aux enquêtes et poursuites.

Eurojust a également soutenu les activités des PAO pour augmenter le nombre d'enquêtes fiscales dans plusieurs des domaines jugés prioritaires d'EMPACT.

Eurojust a participé aux actions des PAO pour créer ou susciter l'intérêt, notamment en identifiant des besoins de formation pour les juges et les procureurs dans les domaines jugés prioritaires d'EMPACT comme la cybercriminalité. Eurojust a soutenu les activités afin d'identifier les points de contact judiciaires dans les Etats tiers concernés par les priorités EMPACT.

Eurojust a joué un rôle de leader au sein des PAO mis en œuvre dans le domaine de l'héroïne, des drogues synthétiques et de la cocaïne et était coresponsable des actions conçues pour identifier et faire face aux vides juridiques dans le domaine prioritaire de l'OPC.

Enfin, Eurojust était associé aux activités opérationnelles réalisées dans le contexte des sous projets ETUTU (pour identifier les victimes nigériennes de TEH et en obtenir des renseignements) et TEH Chine (ayant pour cible la criminalité chinoise liée à la traite des êtres humains) effectués dans le domaine criminel prioritaire de TEH d'EMPACT.

## 2.1 Dossiers traités par Eurojust dans les domaines criminels jugés prioritaires

Les priorités opérationnelles d'Eurojust reflètent sensiblement celles de l'Union européenne dans le contexte de la lutte contre la grande criminalité et la criminalité organisée, ainsi que le prévoit le Conseil de l'UE. En tant qu'organisation

En 2015-2020, l'agenda européen de la sécurité donne la priorité au terrorisme, à la cybercriminalité et au crime organisé en tant que domaines interconnectés, avec une forte dimension transfrontalière, où le besoin d'une action coordonnée de l'UE se fait sentir, y compris au niveau judiciaire.

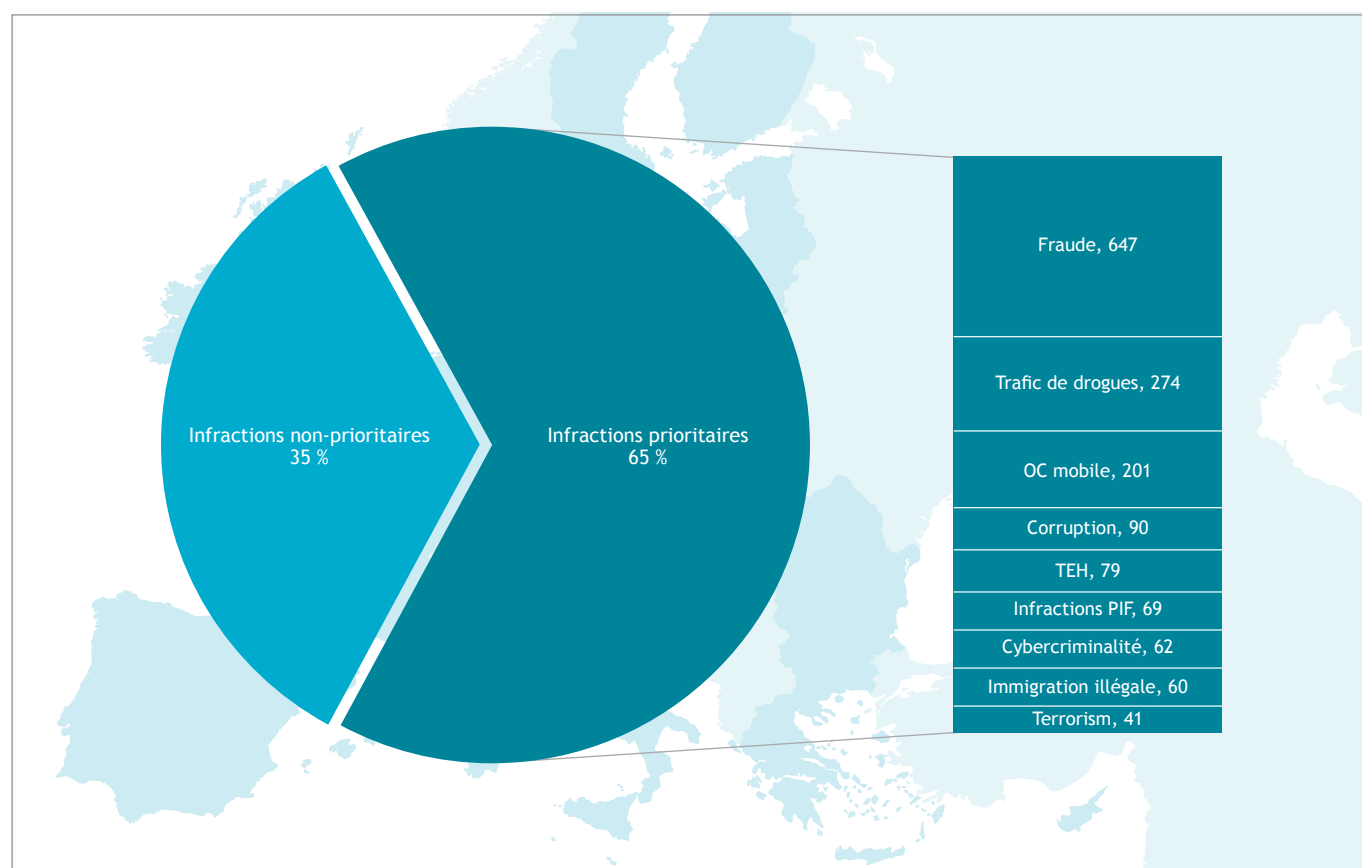
L'agenda européen de la sécurité établit les piliers d'une action européenne, incluant un meilleur échange d'informations et une augmentation de la coopération opérationnelle. L'accent est mis en particulier sur le rôle d'Eurojust dans quatre domaines d'activité: (i) aider les Etats membres dans les demandes complexes d'entraide judiciaire avec les pays hors Union européenne, en particulier à travers le réseau des points de contact Eurojust; (ii) être totalement impliqué dans les activités du Centre européen de lutte antiterroriste (ECTC) à Europol pour améliorer la coordination des enquêtes et poursuites; (iii) offrir plus d'expertise et d'aide aux autorités nationales au cours de leurs enquêtes en matière financière; et (iv) continuer à faciliter l'échange de bonnes pratiques et à identifier les défis à relever dans le domaine du recueil et de l'utilisation des éléments de preuve électroniques au stade de l'enquête et des poursuites en matière d'infractions facilitées par Internet.

### Agenda européen de la migration

L'agenda européen de la migration vient compléter l'agenda européen de la sécurité en établissant les plans de la commission européenne pour les actions législatives ainsi que non législatives dans le domaine de la migration. L'agenda européen de la migration et le plan d'action de l'UE contre l'immigration illégale fait de la lutte contre l'immigration illégale une priorité européenne et cherche à transformer les réseaux d'immigration illégale d'opérations à 'faible risque et haut rendement' en opérations à 'haut risque et faible rendement'.

Eurojust et Europol ont vocation à jouer un rôle clé afin d'aider les Etats membres à démanteler les réseaux d'immigration illégale et de TEH. De plus, Eurojust a été enjoint d'établir un groupe thématique sur l'immigration illégale, de consolider la coopération entre les procureurs et d'améliorer l'entraide judiciaire, de soutenir les ECE dans le domaine de l'immigration illégale, de participer aux Hotspots, de contribuer au travail de l'Equipe opérationnelle commune (EOC) Mare et de faciliter l'échange de bonnes pratiques et des défis à relever dans le recueil et l'utilisation des éléments de preuve électroniques dans les dossiers d'immigration illégale.

axée sur la demande, les priorités d'Eurojust incluent également certains types de criminalité non priorisés dans le cycle politique de l'UE, notamment la corruption et le terrorisme.



## Statistiques globales

Domaine criminel prioritaire	Dossiers		Réunions de coordination		ECE	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015
Terrorisme	14	41	4	15	2	3
Cybercriminalité	42	62	15	19	6	11
Immigration illégale	32	60	10	20	9	9
TEH	71	79	12	32	18	21
Fraude	560	647	60	76	32	34
Corruption	55	90	9	10	4	4
Trafic de drogues	283	274	52	57	31	25
GCOM	128	201	13	21	13	13

### 2.1.1 Terrorisme

L'année 2015 a été marquée par une augmentation du nombre d'attaques terroristes planifiées ou effectuées sur le sol européen et par une reconnaissance de la menace globale posée par les CTE. Les activités opérationnelles et stratégiques d'Eurojust en matière de lutte anti-

terroriste ont mis en lumière la nécessité de renforcer la capacité des Etats membres à lutter contre le terrorisme de manière commune, efficace et coordonnée.

Les chiffres des dossiers de l'année 2015 confirment que les Etats membres ont de plus en plus recours au soutien d'Eurojust pour faire face aux problèmes de coopération

judiciaire et y apporter des solutions dans les enquêtes complexes en matière de terrorisme. Le nombre de dossiers enregistrés en 2015 (41) a presque triplé depuis 2014. Eurojust a organisé 15 réunions de coordination impliquant des infractions relatives au terrorisme, presque quatre fois le nombre de 2014, et trois ECE étaient actives. De plus, Eurojust a organisé son premier centre de coordination pour un dossier de terrorisme. La plupart des dossiers de terrorisme ouverts à Eurojust venaient de Belgique, de France et d'Italie. La Belgique, la France et le Royaume-Uni étaient les plus souvent requis.

Les informations transmises à Eurojust à propos des poursuites diligentées et des jugements rendus en matière d'infractions terroristes, ont augmenté de manière significative, conformément aux termes de la décision du Conseil 2005/671/JAI. Les informations sur les poursuites pour des infractions terroristes ont été partagées avec Eurojust 104 fois, comparé à 30 fois en 2014. De même, les informations relatives aux dossiers jugés sont passées de 180 en 2014 à 217 cette année.

Les informations échangées avec Eurojust incluent des liens avec d'autres enquêtes pertinentes, des demandes d'entraide judiciaire et leur exécution. L'augmentation du

### **Réunion stratégique sur le terrorisme**

Le 25 juin, a eu lieu la 11<sup>ème</sup> réunion stratégique annuelle des correspondants nationaux Eurojust chargés des affaires terroristes. La Commission européenne y a présenté les priorités identifiées dans l'Agenda européen de la sécurité et souligné l'importance de l'implication d'Eurojust dans les initiatives de lutte antiterroriste et d'appréhension de la radicalisation au niveau de l'UE.

La présentation était suivie d'une table ronde sur les évolutions des cadres légaux à l'échelle nationale et à celle de l'UE en matière de lutte antiterroriste et d'une mise à jour sur la documentation élaborée par Eurojust, pour les praticiens dans la lutte antiterroriste. Ces documents sont le TCM, le Manuel CBRN-E, le MPJM et le Mémoire sur les financements terroristes.

Eurojust a également analysé en profondeur une décision judiciaire belge impliquant un réseau de recrutement CTE. L'analyse, considérée par les praticiens comme très utile et susceptible de servir d'exemple, a été publiée séparément comme document Eurojust à accès limité et partagée avec les correspondants nationaux Eurojust chargés des affaires terroristes.

### **Dossier opérationnel**

Depuis 2007, une organisation terroriste nommée Rawti Shax ou Didi Nwe ('chemin nouveau' ou 'vers la montagne') faisait l'objet d'enquêtes dans plusieurs pays européens, dont l'Italie, la Suisse et l'Allemagne. L'organisation représente une évolution d'Ansar Al Islam, répertoriée par l'ONU comme organisation terroriste affiliée à Al-Qaeda, dont le chef était détenu en Norvège pour menaces de mort répétées contre les politiciens norvégiens. Le principal objectif de Rawti Shax est de renverser par la violence le gouvernement irakien kurde actuel et de le remplacer par un califat régi par la charia.

L'enquête italienne a découvert des éléments de preuve des racines européennes de Rawti Shax, avec des cellules communicant et opérant par le biais d'Internet, avec une structure active en particulier en Allemagne, Suisse, Royaume-Uni, Finlande, Italie, Grèce, Suède, Norvège, Irak, Iran et en Syrie. Le groupe évoluant, il devint fournisseur actif de soutien logistique et financier au recrutement de CTE à envoyer en Syrie et en Irak, nourrissant également l'intention de les former pour le conflit futur au Kurdistan.

Eurojust a soutenu les activités de coopération judiciaire internationales dans ce dossier à partir de 2011. Afin de faciliter l'échange des informations parmi les autorités compétentes et l'exécution des demandes d'entraide judiciaire, deux réunions de coordination furent organisées par Eurojust. Pendant les réunions de coordination, la structure et les opérations de cette organisation terroriste ont été progressivement révélées et les Etats membres impliqués ont débattu de la stratégie et de la réponse judiciaire les plus efficaces.

Pendant plusieurs mois en 2015, Eurojust a analysé de nombreuses informations provenant de l'enquête italienne afin d'identifier les aspects les plus importants pour les Etats membres impliqués, dans l'objectif d'organiser une journée d'opérations communes. Une des réunions de coordination a servi à la préparation des opérations communes, à débattre des problèmes liés à l'exécution des mesures judiciaires requises, y compris l'identification des autorités compétentes, et la formulation des MAE, des procédures d'extradition, etc. Afin d'assurer l'exécution opportune des diverses demandes d'entraide judiciaire,

les exigences techniques et juridiques de telles demandes ont été examinées.

Pendant la journée d'opérations communes en novembre 2015, un centre de coordination a été établi à Eurojust. Un nombre total de 13 chefs soupçonnés et de plusieurs membres de Rawti Shax ont été arrêtés en Italie, en Norvège et au Royaume-Uni. Dix des personnes arrêtées ont été accusées de terrorisme international, conformément au droit italien. De plus, les autorités italiennes, allemandes, finlandaises, norvégiennes, suisses et britanniques, ont effectué des perquisitions de 26 locaux et saisi différents articles, y compris des dispositifs électroniques et des documents. Certains suspects n'ont pas pu être localisés, ces derniers s'étant probablement rendus au Moyen-Orient (en Syrie et en Irak) pour rejoindre des organisations jihadistes (notamment ISIS et al-Nusra) en tant que CTE.

En raison des procédures de remise de trois personnes du Royaume-Uni et des demandes d'extradition vers la Norvège, actuellement en cours, l'assistance d'Eurojust continuera au cours de l'année 2016. Comme l'un des suspects arrêtés en Norvège est un citoyen norvégien, qui ne sera donc pas soumis à l'extradition, celui-ci sera jugé en Norvège (sous le principe *aut dedere aut iudicare*). Afin de s'assurer de l'exercice de poursuites pénales contre ce dernier ainsi que contre d'autres suspects, l'on envisage une coopération judiciaire ultérieure.

de correspondants nationaux, actif depuis 2005, consiste en au moins un représentant nommé par Etat membre, ainsi que des points de contact nommés par la Norvège, les Etats-Unis et depuis septembre 2015, la Suisse.

Le troisième rapport Eurojust, *Combattants terroristes étrangers : le point de vue d'Eurojust sur le phénomène et sur la réponse de la justice criminelle* (classifié Restreint à l'UE), a été rédigé en novembre 2015. Le rapport a été soumis à la réunion du conseil JAI du 3-4 décembre 2015 avec des recommandations de relever les défis des enquêtes et poursuites et d'utiliser pleinement les outils de coordination dans les dossiers transfrontaliers complexes impliquant des CTE.

Le rapport développe les constats et les recommandations contenues dans les deux précédents rapports d'Eurojust sur les CTE, datés de novembre 2013 et novembre 2014, en intégrant les contributions des praticiens reçues en réponse au questionnaire de suivi Eurojust sur la réponse judiciaire aux CTE envoyé en mars 2015 à tous les correspondants nationaux pour Eurojust dans les affaires de terrorisme ainsi qu'aux magistrats de liaison détachés auprès d'Eurojust de Norvège, de Suisse et des Etats-Unis. Auparavant, en 2015, un résumé des constats principaux du deuxième rapport Eurojust sur les CTE de novembre 2014 fut publié comme document Eurojust à accès limité.

L'année dernière, Eurojust était activement impliqué dans les nombreuses discussions et initiatives tenues au niveau de l'UE pour identifier les moyens possibles de renforcer la réponse judiciaire au terrorisme. Dans différents fora, la Présidente d'Eurojust a souligné le besoin d'une approche commune et compréhensive à l'échelle de l'UE, approche intégrant un large éventail de politiques multidisciplinaires, de mécanismes et d'outils pour améliorer l'efficacité des réponses nationales au phénomène des CTE.

partage régulier des informations de manière précise et systématique facilite le travail d'Eurojust en fournissant une vue d'ensemble des défis et bonnes pratiques relatifs aux poursuites et condamnations pour infractions terroristes et enrichit son analyse des réponses judiciaires au terrorisme, partagée avec les Etats membres par le biais du *Recueil des condamnations pour terrorisme (TCM)*. De plus, conformément aux conclusions du conseil sur la réponse apportée par la justice criminelle aux phénomènes de radicalisation menant au terrorisme, Eurojust devrait avoir une position privilégiée pour suivre de près le recours aux alternatives aux poursuites et à la détention et contribuer ainsi au développement de la politique criminelle vis-à-vis des CTE.

Le réseau de correspondants nationaux pour Eurojust en matière de terrorisme sert de premier point de contact pour faciliter la coopération judiciaire, et s'assure que les informations relatives aux poursuites et aux condamnations pour terrorisme soient partagées avec Eurojust. Le réseau

### Le Manuel CBRN-E

Le *Manuel CBRN-E* offre un soutien juridique spécialisé et multisectoriel aux praticiens de l'UE pour les enquêtes et poursuites relatives à la criminalité transfrontalière impliquant des substances chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires et des explosifs (CBRN-E). Il contient une vue d'ensemble des législations européennes et internationales les plus pertinentes concernant les CBRN-E, ainsi que des entités supranationales et des systèmes et bases de données relatifs aux CBRN-E.

Le manuel est régulièrement mis à jour. Sa quatrième version a été publiée en juin 2015.



### **Réunion tactique sur le terrorisme**

Les 24-25 juin, Eurojust a tenu une troisième réunion tactique sur les CTE, dans le but de rechercher une réponse judiciaire commune aux combattants étrangers. Étaient présents à la réunion les correspondants nationaux Eurojust chargés des affaires terroristes, les représentants des autorités judiciaires et policières nationales des États membres, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Norvège, la Serbie, la Suisse, la Turquie et les États-Unis, aussi bien que des représentants du Bureau du Coordinateur de la lutte antiterroriste de l'UE, Europol, INTERPOL et Frontex.

La réunion a permis aux praticiens de mieux appréhender les phénomènes spécifiques, les organisations terroristes, les modes opératoires et les problèmes de coopération procédurale ou judiciaire, et a mis à disposition un forum d'échange des expériences et des bonnes pratiques parmi les praticiens impliqués dans les enquêtes et poursuites des dossiers CTE au sein de l'Europe et à l'extérieur.

Les sujets traités étaient la réponse de la justice criminelle de l'UE aux CTE, l'accroissement de la coopération judiciaire avec les États tiers, et les défis et leçons tirées des poursuites des CTE. La réunion a également traité de la pertinence du contexte juridique, du recueil et de la recevabilité des éléments de preuve électroniques, des enquêtes fiscales, des instruments pour la coopération judiciaire, des réponses de la justice criminelle à la radicalisation, des approches judiciaires concernant le rapatriement des personnes et de l'échange des informations. Des exposés sur les poursuites des CTE dans les États membres et les États tiers mirent en lumière les perspectives nationales. Trois ateliers se penchèrent sur la même enquête, et les résultats furent présentés et débattus durant la session plénière et intégrés dans le troisième rapport Eurojust, *Combattants Terroristes Etrangers : le point de vue d'Eurojust sur le phénomène et la réponse de la justice criminelle*, paru en novembre 2015.

Dans le contexte du réseau des agences JAI, les agences se sont mutuellement informées de leurs outils et mesures mises en place contre les CTE. Eurojust fait régulièrement rapport au coordinateur de la lutte antiterroriste de l'UE sur la mise en œuvre d'actions Eurojust dans la lutte contre le terrorisme. En 2015, Eurojust s'est associé pour la première fois à un Point Focal Europol relatif à la lutte antiterroriste : le PF Itinérants (FP Travellers).

Eurojust a continué de faire de la coopération avec les États tiers une priorité pour augmenter son aide aux autorités nationales dans leurs enquêtes et poursuites. Le niveau de coopération opérationnelle avec les États tiers dans les dossiers de terrorisme facilités par Eurojust a considérablement augmenté en 2015. Par exemple, le nombre de dossiers terrorisme (10) impliquant des États tiers a plus que triplé par rapport à l'année dernière.

Eurojust travaille activement pour une amélioration de la coopération avec les pays des régions du Moyen Orient et d'Afrique du Nord (MOAN). L'expansion du réseau des points de contact Eurojust dans cette région est importante pour faciliter son travail en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. Le 21 juillet 2015, Eurojust a invité les pays de la région MOAN à désigner des points de contact Eurojust, en incluant un point de contact Eurojust spécifique pour les affaires de lutte antiterroriste. À la suite de ces lettres d'invitation, des points de contact Eurojust ont été nommés au Liban, en Jordanie, en Arabie Saoudite et dans l'Autorité palestinienne, en sus des points de contact déjà établis en Égypte, Israël et Tunisie.

### **Recueil des condamnations pour terrorisme**

Le *TCM* (Terrorism Conviction Monitor) est un document Eurojust à accès limité, distribué en particulier aux procureurs et juges traitant des dossiers de terrorisme et publié régulièrement depuis 2008. Il offre une vue d'ensemble régulière des condamnations pour terrorisme et des acquittements à travers l'Union européenne, des mises à jour juridiques, aussi bien que des analyses judiciaires de jugements pertinents.

Le *TCM* est basé sur des informations de sources ouvertes et des informations sur les condamnations pour terrorisme fournies par les autorités nationales dans le contexte de la mise en œuvre de la Décision du Conseil 2005/671/JAI. Les chapitres d'analyse des problèmes posés publiés en 2015 incluaient une analyse des jugements rendus par les tribunaux allemands, néerlandais, norvégiens et britanniques dans les affaires relatives aux CTE.

De plus, le *TCM* inclut un résumé des principaux points de l'agenda européen de la sécurité, ainsi que le Protocole additionnel au Conseil de la Convention européenne sur la prévention du terrorisme, la Déclaration politique et le Plan d'action.

## Le Mémorandum sur les financements terroristes

Le *Mémorandum sur les financements terroristes* d'Eurojust est un document Eurojust à accès limité qui contient une vue d'ensemble des instruments juridiques et des standards adoptés au niveau de l'UE et au niveau international pour lutter contre les financements terroristes, en donnant un résumé de leurs dispositions. Le *Mémorandum* présente également les dossiers Eurojust traitant des financements terroristes et souligne l'implication d'Eurojust dans la coopération judiciaire dans la lutte contre les financements terroristes. Le *Mémorandum* est d'abord sorti en 2006 et est mis à jour tous les trois ans, la dernière mise à jour datant de juin 2014.

### 2.1.2 Cybercriminalité

La cybercriminalité ne connaît par nature pas de frontières. Les éléments de preuve électroniques de tels crimes sont difficiles à recueillir, à cause de la volatilité des données, et peuvent exiger une expertise spécifique. La coopération judiciaire est ici essentielle pour s'assurer de la conservation opportune des éléments de preuve électroniques, qui assure leur recevabilité lors des procédures judiciaires. La coopération judiciaire internationale peut être entravée par les différences importantes existant entre les systèmes juridiques nationaux (par exemple concernant la criminalisation des comportements ou l'absence de législation sur la conservation des données) et les conflits de compétences.

Dans ce contexte, Eurojust s'est davantage concentré sur la lutte contre la cybercriminalité dans l'objectif de consolider la coopération judiciaire dans ce domaine, en mettant particulièrement l'accent sur: la facilitation du traitement rapide des demandes d'entraide judiciaire – un facteur essentiel pour équilibrer la volatilité des données et combler les vides émergeant de l'application de différentes règles de conservation des données au niveau national; la permission de l'implication rapide du système judiciaire dans les opérations de cybercriminalité, pour s'assurer que les données soient recueillies en accord avec les règles applicables pendant la phase d'enquête et par conséquent puissent être présentées comme éléments de preuves électroniques recevables lors des procédures judiciaires à suivre.

L'accent mis par Eurojust sur la cybercriminalité se reflète dans les dossiers et activités stratégiques poursuivis en 2015.

Tous les indicateurs statistiques majeurs – le nombre des dossiers enregistrés (62), les réunions de coordination (19), les centres de coordination (1) et les ECE (11, dont 6 étaient nouvellement formées) – montrent

## Dossier opérationnel

Une OC à grande échelle, dont les membres étaient principalement nigériens ou camerounais, était responsable de fraude internet de phishing estimée à 6 millions d'Euros. Ce réseau criminel utilisait la méthode dite du « man in the middle » pour détourner des fonds de destinations légitimes à des destinations illégitimes en accédant aux mots de passe et données personnelles des victimes afin de se procurer leurs comptes email pour leur extorquer des fonds, à elles ou à leurs clients.

Les auteurs des infractions et leurs victimes ont été identifiés dans au moins 16 endroits du monde. Les autorités judiciaires en Italie, Espagne et Pologne se sont tournées vers Eurojust pour obtenir son assistance. Trois réunions de coordination ont été tenues afin de clarifier les détails des enquêtes nationales en cours et d'échanger des informations. Des procédures parallèles en Italie et en Espagne ont révélé que des personnes faisant l'objet d'une enquête faisaient partie de cellules à structure hiérarchique avec des interactions souples et fluides entre les réseaux. À la lumière de ces liens étroits, les défis posés pour les parquets judiciaires nationaux furent identifiés et liés à une potentielle problématique *ne bis in idem*. Un potentiel chevauchement des cibles a été souligné, c'est à dire que les mêmes suspects pourraient faire l'objet de multiples procédures criminelles dans différentes juridictions.

Le dossier évoluant, une troisième et dernière réunion de coordination fut tenue pour évaluer l'état de l'exécution des demandes d'entraide judiciaire émises par l'Italie à plusieurs pays et pour échanger de nouvelles informations. Une activité criminelle similaire dans les Etats membres individuels fut observée et un autre chevauchement des cibles fut identifié, ce qui aida les parquets judiciaires à définir leur stratégie juridique.

Par conséquent, dans un objectif de prendre des mesures coercitives simultanées, les parties se sont mises d'accord pour participer à une journée d'opérations avec le soutien d'un centre de coordination d'Eurojust. Alors que les autorités espagnoles auraient pu agir vite, de telles mesures prises aussi rapidement en Espagne auraient potentiellement pu mettre en danger l'enquête italienne, moins avancée mais plus étendue. Un débat au sujet des exigences juridiques dans les différentes juridictions était

nécessaire pour comprendre les restrictions des procédures dans les Etats respectifs et pour déterminer la date la plus favorable pour la journée d'opérations. Des efforts considérables furent déployés pour adapter les différentes phases des enquêtes à cet objectif.

La journée d'opérations est intervenue en juin 2015, menée par les autorités policières et judiciaires italiennes, espagnoles et polonaises. Facilitée par le centre de coordination à Eurojust, la journée d'opérations a donné d'excellents résultats opérationnels. 49 suspects furent arrêtés au total et 58 perquisitions effectuées. Grâce à une coopération judiciaire étroite et à la coordination entre les Etats impliqués, les cybercriminels peuvent maintenant être amenés en justice dans n'importe quelle juridiction.

une croissance de l'implication opérationnelle d'Eurojust dans ce domaine criminel par rapport aux années précédentes. La Roumanie était l'Etat membre le plus souvent requérant, suivie par la Grèce, l'Allemagne et Chypre. Le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Allemagne étaient les Etats membres les plus souvent requis.

Eurojust a également travaillé afin d'améliorer la coopération avec Europol dans la lutte contre la cybercriminalité aux niveaux stratégiques et opérationnels. Eurojust a continué de soutenir activement le Centre européen de cybercriminalité (EC3) accueilli par Europol. A cette fin, Eurojust a nommé en juillet 2015 un expert national détaché chargé des affaires de cybercriminalité pour agir comme représentant d'Eurojust à EC3 dans les affaires opérationnelles. Ses responsabilités incluent le soutien et la coordination de la coopération avec EC3 au nom d'Eurojust et entre autres la facilitation de l'échange d'informations, aidant à s'assurer de la recevabilité des éléments de preuve lors des procédures judiciaires, et à promouvoir l'implication rapide d'Eurojust pour améliorer l'efficacité des poursuites et, si nécessaire, la confiscation des biens dans les dossiers de cybercriminalité.

La présence de l'expert Eurojust chargé des affaires de cybercriminalité à EC3 a également contribué à une présence intensifiée dans les points focaux Jumeaux, Terminal et Cyborg. Sous le PAO EMPACT 2015 Cyberattaques, Eurojust et Europol ont rédigé un document commun sur les défis législatifs communs dans la lutte contre la cybercriminalité, principalement d'un point de vue policier et de poursuite. Celui-ci identifie six domaines principaux : perte de données ; perte de localisation ; cadres juridiques ; partenariats public-privé ; coopération internationale ; et un paysage des menaces à évolution rapide. Le document servira de point de départ aux discussions

### *Réunions sur la cybercriminalité*

Le 1er juillet, Eurojust a accueilli une réunion tactique sur la territorialité dans le cyberespace et sur la recevabilité des éléments de preuves électroniques dans les procédures judiciaires relatives aux dossiers de cybercriminalité. La réunion tactique a rassemblé des experts de tous les Etats membres, de la Norvège, des Etats-Unis, aussi bien que du secteur privé (y compris d'entreprises bancaires et de sécurité Internet), qui se sont penchés sur les enjeux actuels dans ce domaine criminel et sur l'assistance que peut fournir Eurojust. Les participants ont débattu du besoin : d'accélérer la coopération judiciaire internationale, en particulier l'échange opportun des demandes d'entraide judiciaire au vu de la volatilité des données électroniques ; d'améliorer la coopération entre les autorités judiciaires et le secteur privé (comme les fournisseurs de services internet) ; et d'assurer l'implication rapide des autorités judiciaires pour protéger la recevabilité des éléments de preuve des données recueillies par le secteur privé, entre autres.

Pendant la réunion, un appel à un partage plus rapide et efficace des expériences, de la bonne pratique et des leçons apprises fut lancé. A cet égard, les praticiens ont évalué la proposition d'une mise en place d'un réseau de procureurs et de juges en cybercriminalité.

Par conséquent, en novembre 2015, Eurojust a accueilli une réunion, *Vers un réseau judiciaire de cybercriminalité*, rassemblant des experts judiciaires en cybercriminalité de tous les Etats membres, ainsi que de la Norvège, la Suisse, des Etats-Unis, EC3 et du Conseil de l'Europe. Les participants ont approuvé la nécessité de mettre en place un réseau judiciaire de cybercriminalité, soutenu par Eurojust, comme plateforme de discussion des obstacles judiciaires, d'identification et dissémination de la bonne pratique, et de partage de jurisprudence.

De plus, ils ont débattu du processus d'entraide judiciaire entre les Etats-Unis et les Etats membres, et ont été informés des projets initiés et soutenus par le comité de la convention sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe. Les représentants du ministère de la sécurité et de la justice aux Pays-Bas ont fourni une vue d'ensemble des priorités de leur présidence européenne approchante, parmi lesquelles se trouve la lutte contre la cybercriminalité (accent mis sur les problèmes de juridiction).



à venir avec les différents partenaires sur des approches possibles pour faire face à ces défis, y compris un plus grand alignement des instruments juridiques et pratiques relatifs à l'entraide judiciaire, à l'échange des informations et éléments de preuve électroniques pour les enquêtes et poursuites des dossiers de cybercriminalité.

Pendant sa visite à La Haye en septembre, l'Honorable Mme Loretta Lynch, Procureur Général des Etats-Unis, a annoncé le détachement d'un procureur cybercriminalité américain auprès d'Eurojust.

En plus de fournir un soutien opérationnel aux enquêtes et poursuites nationales et à EC3, Eurojust a également continué à soutenir le projet sur le commerce illicite sur les marchés en ligne (ITOM), dont la conférence de clôture s'est tenue en novembre 2015. Eurojust a également offert son assistance au programme de formation de formateurs et certification (TOT), qui a organisé la première formation pour procureurs et juges d'instruction ayant pour but d'améliorer l'efficacité et la compréhension des phases d'instruction et de poursuite des dossiers de cybercriminalité.

### 2.1.3 Immigration illégale

L'Europe a fait face à une crise sans précédent causée par l'augmentation aigue de l'immigration illégale et une série atroce d'incidents mortels en résultant dans la région méditerranéenne, sur les côtes européennes ainsi que sur le continent.

Eurojust a également fait face à une demande croissante de coordination judiciaire dans ce domaine, à cause du caractère récurrent et très étendu des infractions commises dans les Etats membres. Le nombre de dossiers d'immigration illégale (60) et de réunions de coordination (20) a presque doublé par rapport à 2014. Les Etats requérants étaient le plus souvent la Grèce, la France et l'Autriche. L'Allemagne était la plus requise, suivie par la France et la Hongrie.

Conformément au plan d'action de l'Union européenne contre l'immigration illégale, Eurojust a travaillé en étroite collaboration avec Europol, Frontex et EASO afin de rassembler des informations sur les modes opératoires des trafiquants, pour soutenir les autorités nationales dans la traçabilité des fonds et pour offrir son assistance dans les enquêtes. A cette fin, Eurojust a intensifié sa coopération avec le Point Focal Europol Checkpoint et JOT Mare. Cette intensification de la coopération s'est réalisée en tenant – en sus des réunions *ad hoc* sur des dossiers opérationnels individuels – des réunions trimestrielles pour débattre des moyens et méthodes (par exemple, un processus d'échange d'informations actualisé sur les dossiers en cours) pour améliorer leur coopération et leur capacité à soutenir les autorités nationales dans leur lutte contre l'immigration illégale.

Un accord sur la coopération entre Eurojust et l'opération militaire de l'Union européenne dans la Méditerranée Centre-Sud (EUNAVFOR MED) a été signé le 1er octobre. EUNAVFOR MED a été lancée le 22 juin 2015

### Dossier opérationnel

Une enquête a été lancée dans une OC soupçonnée de faciliter l'entrée illégale de citoyens albanais dans l'Union européenne en utilisant des véhicules de location enregistrés en République Tchèque. L'OC, en opération depuis fin 2013, a transporté des migrants en situation irrégulière à destination du Royaume-Uni en suivant les deux routes suivantes : soit de la Turquie ou de la Grèce vers la Belgique et ensuite vers le Royaume-Uni dans des véhicules conduits par des Tchèques ou Slovaques, soit de Bulgarie ou de la Serbie vers la République Tchèque, et ensuite par l'Allemagne jusqu'au Royaume-Uni, en ferry ou en train. Plus de 100 migrants en situation irrégulière ont été amenés en Union européenne durant cette période.

Eurojust et les Etats membres impliqués dans ce dossier ont assisté à plusieurs réunions opérationnelles à Europol en 2014 pour l'Opération Tantaluf'. Le besoin d'une coopération judiciaire a poussé le dossier vers Eurojust en décembre 2014. Eurojust a organisé quatre réunions de coordination, en mettant à disposition un forum pour les autorités belges, tchèques, allemandes, françaises et britanniques pour débattre des aspects judiciaires du dossier. Une coopération étroite avec Europol a continué, et leurs analystes ont assisté aux réunions de coordination à Eurojust.

La Belgique a été considérée comme la mieux placée pour agir en tant que parquet judiciaire. Cette décision fut influencée par le fait qu'une ville belge semblait être le noyau de l'opération d'immigration illégale. Eurojust a joué un rôle décisif dans la formation d'une ECE entre la Belgique, la République Tchèque, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Le soutien financier d'Eurojust a permis au dossier de progresser plus rapidement et de couvrir les frais occasionnés par une opération à si grande échelle, notamment pour les services d'interprétation et de traduction, les frais de déplacements et d'équipement technique. L'échange des éléments de preuve entre les pays participants s'est fait sans difficulté, et les autorités belges purent obtenir des informations concernant les chauffeurs arrêtés en France, suivant une demande d'entraide judiciaire aux autorités françaises.

L'enquête dans ce dossier a révélé que dans 13 de ces incidents de trafic de personnes, cette OC a généré un profit de plus de 500 000

EUR aux dépens de plus de 100 personnes vulnérables. Une journée d'opérations communes a eu lieu en novembre 2015, soutenue par un centre de coordination Eurojust. Huit suspects furent arrêtés, 24 furent questionnés en tant que témoins ou suspects, et 10 perquisitions furent effectuées. Pendant la journée d'opérations communes, six MAE ont été exécutés.

avec l'objectif de systématiquement faire l'effort d'identifier, de saisir, de capturer et de détruire les vaisseaux et biens utilisés par les trafiquants. Cet accord établit un cadre de coopération et de dialogue plus fort dans la lutte contre l'immigration illégale. Il affirme la détermination des deux parties à échanger des informations stratégiques de nature non opérationnelle, des bonnes pratiques, ainsi que leur expertise et leur expérience dans le domaine de l'immigration illégale.

Au niveau institutionnel, le Collège d'Eurojust a nommé un point de contact pour l'immigration illégale en avril 2015, pour représenter Eurojust au sein du groupe de contact des agences européennes chargées des affaires d'immigration illégale, mis en place par la commission européenne en 2015, conformément au plan d'action européen contre l'immigration illégale.

L'approche Hotspot, émise par la commission européenne dans le cadre de l'agenda européen de la migration, a pour principal objectif la coordination de l'assistance de l'Union européenne aux Etats membres en première ligne, faisant face à une pression migratoire spécifique et disproportionnée à leurs frontières extérieures. Eurojust a soutenu les Hotspots en Italie et en Grèce – deux des Etats membres les plus affectés par les flux migratoires en 2015. Les procureurs nationaux en Italie et en Grèce ont été nommés comme points de contact Eurojust pour apporter leur soutien aux emplacements Hotspot et pour canaliser les informations pertinentes et les dossiers vers les Bureaux Nationaux d'Eurojust pour un suivi judiciaire et une coordination au niveau européen.

La Présidente d'Eurojust a visité les Hotspots en Italie (octobre 2015) et en Grèce (décembre 2015) et a rencontré les représentants des autorités judiciaires et des forces navales italiennes et grecques, ainsi que EUNAVFOR MED et Frontex, pour débattre de la lutte contre l'immigration illégale et du besoin d'une coopération judiciaire plus forte.

En septembre, le Collège d'Eurojust a mis en place le groupe thématique sur l'immigration illégale, dont le calendrier (2015-2020) coïncide avec celui du plan d'action de l'Union européenne contre l'immigration illégale. Les objectifs de ce groupe thématique sont, entre autres : (i) l'amélioration du soutien aux bureaux du parquet affectés par l'immigration

illégale, (ii) l'identification et l'analyse des défis dans les enquêtes et poursuites de ce type de criminalité ainsi que des bonnes pratiques dans ce contexte et (iii) l'amélioration de l'utilisation des instruments juridiques européens et internationaux existants dans ce contexte.

De plus, Eurojust a continué d'offrir son soutien à d'autres fora stratégiques et à des projets mis en œuvre pour l'amélioration de la coopération internationale dans le domaine de l'immigration illégale par exemple en participant au projet régional de l'organisation internationale pour la migration (IOM), *La consolidation de la lutte contre le trafic des personnes et l'immigration illégale dans les Balkans occidentaux*, pour présenter les bonnes pratiques dans la réalisation d'activités transfrontalières au cours de deux ateliers, en Macédoine et au Monténégro. L'objectif de ce projet financé par le fonds de développement IOM et le gouvernement italien, est de consolider la capacité et la coopération transfrontalière des partenaires de la région des Balkans occidentaux en luttant contre les infractions transfrontalières comme la TEH et l'immigration illégale.

#### 2.1.4 TEH

Le soutien opérationnel fourni par Eurojust dans les enquêtes et poursuites nationales ayant trait au trafic de personnes a augmenté, atteignant 79 dossiers. Le nombre de réunions de coordination (32) a presque triplé. Un centre de coordination a été tenu. L'Etat membre le plus requérant était le Royaume-Uni, suivi par la Bulgarie, la Roumanie et la Slovaquie. L'Etat membre le plus requis était la Roumanie, suivie des Pays-Bas et de la Hongrie.

Le nombre d'ECE relatives à des enquêtes TEH a augmenté, atteignant 21, avec neuf ECE nouvellement formées en 2015. Parmi ces ECE il y en a eu une entre la France et – pour la première fois – la Bosnie-Herzégovine, soutenue par un financement Eurojust ECE.

Dans le contexte du [Eurojust sur la TEH](#), une seconde réunion stratégique sur la TEH a eu lieu.

##### Réunion stratégique sur la TEH

Les 16 et 17 avril, Eurojust a tenu une réunion stratégique sur la TEH. La réunion a rassemblé les juges, procureurs et autorités policières des Etats membres, de la Norvège, de la Suisse, du Japon et des Etats-Unis. Ont également assisté à la réunion des représentants de la commission européenne, Euro-pol, FRA, UNODC, l'Université de Cambridge, Western Union et Facebook.



Mme Myria Vassiliadou, la coordinatrice UE de la lutte contre le trafic de personnes, a souligné l'importance d'une approche globale pour la lutte contre la TEH au vu de la nature toujours changeante et transfrontalière de ce crime. Les représentants de Western Union ainsi que ceux de Facebook ont exposé les problèmes auxquels ils sont confrontés et mis en avant des solutions possibles de coopération avec les autorités policières et judiciaires dans la lutte contre la TEH. Les participants ont débattu des défis principaux dans les enquêtes et poursuites dans les affaires de TEH et ont identifié les bonnes pratiques relatives à celles-ci.

Les sujets suivants furent abordés en particulier: (i) les difficultés que rencontrent les autorités nationales dans le cadre de la coopération judiciaire liées à l'entente et à la protection des victimes/témoins dans les dossiers de TEH; (ii) les défis liés à l'exercice des poursuites dans les dossiers de TEH à des fins d'exploitation par le travail ; et (iii) les problèmes de coopération judiciaire concernant l'utilisation des ECE, le recueil et la recevabilité des éléments de preuve électroniques, l'utilisation de techniques d'enquête spéciales, et les enquêtes fiscales dans les dossiers TEH. De plus, la valeur de l'implication d'Eurojust dans les dossiers TEH fut soulignée, et d'autres domaines dans lesquels Eurojust pourrait offrir son assistance furent identifiés. Le rapport final de la réunion stratégique est disponible sur le site Eurojust.

### Dossiers opérationnels

Deux dossiers mettant en lumière l'utilisation des ECE dans les enquêtes de TEH ont été amenés devant Eurojust en 2013. Les enquêtes, menées par le parquet en Grande Bretagne, portaient sur un trafic à des fins d'exploitation sexuelle de femmes issues de milieux modestes originaires de Hongrie et de la République slovaque, lesquelles étaient conduites vers le Royaume-Uni à des fins de prostitution, ou en vue de l'organisation de mariages blancs. Le premier dossier concernait les activités d'une OC hongroise, principalement basée au Royaume-Uni, qui était responsable du trafic à des fins de prostitution d'au moins 250 femmes vers et dans le Royaume-Uni. L'urgence liée à l'enquête et à l'impératif de protection des femmes impliquées fut accrue lorsqu'une victime se présenta aux autorités britanniques, fournissant une déclaration sur les maltraitances dont elle était victime.

Dans le second dossier, des citoyens slovaques étaient impliqués dans le recrutement de femmes dans leurs pays d'origine, en vue de mariages blancs au Royaume-Uni, fournissant ainsi à des hommes pakistanais les moyens de rester au Royaume-Uni en tant que maris de citoyennes de l'UE. Certaines femmes croyaient qu'elles avaient été amenées dans le



En décembre 2015, Eurojust a publié un rapport, *Poursuivre la TEH à des fins d'exploitation par le travail*. Les conclusions de ce rapport sont fondées sur l'analyse, entre autres, de 32 jugements rendus par 11 pays et d'enquêtes portant sur des faits de trafic de personnes à des fins d'exploitation par le travail, enregistrées à Eurojust. Le but du rapport est de servir de source d'informations pour les praticiens impliqués dans les enquêtes et poursuites de TEH à des fins d'exploitation par le travail en identifiant les indicateurs possibles d'exploitation par le travail et d'évaluer leur interprétation dans la jurisprudence nationale. Le rapport fournit également un bref aperçu des dossiers de TEH à des fins d'exploitation par le travail traité par Eurojust, sur la base desquels certains des défis auxquels font face les pays impliqués sont décrits. L'accent est mis sur la bonne pratique de la coopération judiciaire aussi bien que sur l'assistance possible d'Eurojust, notamment en facilitant un échange rapide d'informations, en organisant des réunions et des centres de coordination, en apportant un soutien pour la mise en place d'ECE et leurs financements, et en apportant une assistance aux exécutions de LD.

Eurojust a remis l'accent sur l'efficacité des ECE dans les dossiers de TEH, et a continué à soutenir activement

plusieurs ateliers organisés dans le cadre du projet *Utilisation des Equipes d'enquêtes communes dans la lutte contre la traite des êtres humains dans les Balkans occidentaux et au niveau local*. Le projet est conduit en partenariat avec le parquet General et le Ministère de l'Intérieur de la République de Slovénie ainsi qu'avec le parquet et le Ministère de l'Intérieur de la République de Bulgarie, et financé par le programme de la Commission européenne pour la prévention et la lutte contre la criminalité.

Eurojust a continué à participer activement aux réunions des points de contact TEH dans les agences JAI, présidées par la Commission européenne. Les réunions ont rassemblé les représentants des agences européennes concernées dans le but de rationaliser les actions et d'optimiser les ressources dans la lutte contre la TEH.

Eurojust a participé à la neuvième Journée de Lutte contre le Trafic de Personnes organisée par le coordinateur européen de la lutte contre le trafic de personnes. Faire face à la demande, promouvoir les enquêtes fiscales et améliorer la coopération transfrontalière ont été soulignés comme les facteurs clé d'une stratégie prometteuse pour lutter contre la TEH.



pays pour un travail légitime. Au moins une de ces femmes avait été violée par l'homme auquel elle avait été vendue.

Dans les deux cas, une ECE fut mise en place entre le Royaume-Uni et l'Etat membre respectif, avec la participation d'Eurojust et Europol. Le bon déroulement des enquêtes a été favorisé par la mise en place des ECE, qui a permis le partage d'informations pertinentes et des éléments de preuve recueillis en vue de la poursuite sans avoir à recourir à des demandes formelles d'entraide judiciaire. De plus, dans ces dossiers de TEH, l'ECE a joué un rôle crucial dans la synchronisation des efforts entre les deux juridictions, en s'assurant du démantèlement de l'OC et en permettant aux autorités du Royaume-Uni et des Etats requis de tendre la main aux victimes et de leur apporter leur soutien sans rencontrer d'obstacles causés par de potentielles différences juridictionnelles et procédurales entre les Etats membres. Eurojust a aussi financé l'ECE afin de soutenir les procédures d'enquête, ce qui a couvert les frais des précieuses ressources nécessaires pour ces opérations à grande échelle. Par exemple, concernant l'enquête sur l'OC hongroise, la police britannique a pu se déplacer en Hongrie pour offrir son aide aux témoins donnant leurs dépositions par lien vidéo.

Grâce aux efforts coordonnés contre l'OC hongroise, 11 personnes furent arrêtées. En 2015, les prévenus furent accusés de complot en vue de faire un trafic vers le Royaume-Uni, de complot en vue de contrôler la prostitution, et de viol. Tous les coupables ont été condamnés à des peines de prison allant de 20 mois à 14 ans.

Deux séries de procès ont été tenus contre l'OC slovaque. En décembre 2013, des peines de prison allant de 16 mois à 10 ans ont été prononcées contre quatre des prévenus. Cependant, les enquêtes sur d'autres infractions au Royaume-Uni et en République slovaque ont continué et un autre procès a eu lieu en août 2015, qui a abouti à la condamnation de 6 personnes, dont trois ont été condamnées pour trafic de personnes en 2013. Les peines de prison allèrent de 12 mois à six ans et demi. En janvier 2016, quatre des coupables ont fait l'objet d'« ordonnances anti-esclavagistes » quant à leur comportement futur, y compris en République slovaque; celles-ci ont fait partie des premières ordonnances de tribunal faites sous la loi britannique sur l'esclavage moderne de 2015 et les premières à aspect extraterritorial.

## 2.1.5 Fraude

Avec 647 dossiers enregistrés en 2015, le nombre de dossiers ayant augmenté de plus de 80 dossiers par rapport à 2014, la fraude continue de représenter le plus grand nombre de dossiers d'Eurojust. L'étendue de l'assistance d'Eurojust afin de soutenir les efforts nationaux pour lutter contre cette forme de criminalité est évidente lorsque l'on note le nombre de réunions de coordination (76), de centres de coordination (9) et d'ECE (34, dont 12 étaient nouvellement formées). Chacun de ces outils opérationnels fut utilisé le plus souvent dans les dossiers d'escroquerie et de fraude.

La Hongrie, la Grèce, l'Autriche et la Roumanie étaient les Etats membres les plus requérants. Le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Pologne étaient les Etats membres les plus requis.

Eurojust a participé à plusieurs activités stratégiques afin d'identifier les obstacles opérationnels et les bonnes pratiques dans les affaires d'infractions fiscales et a disséminé les informations pertinentes et l'expertise au sein d'Eurojust et parmi les praticiens.

Eurojust a joué un rôle actif dans l'avancée de la coopération judiciaire dans les domaines critiques comme la fraude aux droits d'accise et de la fraude alimentaire, en partageant son travail et son expérience. Eurojust a également offert son soutien aux activités d'EMPACT

### *Dossier opérationnel*

En février 2014, les autorités françaises ont requis l'assistance d'Eurojust dans une enquête concernant une OC impliquée dans le commerce illicite et le trafic de viande de cheval, jugée potentiellement impropre à la consommation humaine. A cause de la falsification, suppression ou modification de la documentation officielle du secteur santé par l'OC, y compris les passeports individuels incluant les dossiers médicaux de chaque animal itinérant, la viande de cheval est entrée frauduleusement dans la chaîne alimentaire européenne. Quatre cents passeports de chevaux, présentant des anomalies, furent détectés en France seule. Les autorités françaises ont estimé qu'environ 4700 chevaux impropres à la consommation humaine ont été abattus et introduits dans la chaîne alimentaire légale entre 2010 et 2013. Ces activités contrevenaient à la législation européenne, selon laquelle la provenance de toute viande doit être comptabilisée et faire preuve de traçabilité.



Les activités du suspect principal, un citoyen belge agissant depuis la Belgique, avaient conduit à initier des enquêtes en Belgique en novembre 2012 et en France en juillet 2013. Ces enquêtes ont révélé que l'OC avait des activités dans d'autres Etats membres, notamment en Irlande, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

Une ECE financée par Eurojust a été signée entre la Belgique et la France en mai 2014. Lors de la première réunion de coordination en janvier 2015, les participants ont vu la nécessité de mettre en place une journée d'opérations communes. Les autorités se sont mises d'accord sur des demandes supplémentaires d'entraide judiciaire, afin d'assurer l'exécution de mesures coercitives spécifiques pendant la journée d'opérations. En raison de la nécessité d'agir vite et des spécificités de l'enquête, les demandes d'entraide judiciaire ont été transmises par l'intermédiaire d'Eurojust.

La réunion a permis d'établir une stratégie commune pour optimiser les chances de procéder aux arrestations prévues et de recueillir autant d'éléments de preuve que possible, et a procuré son aide dans le gel efficace des comptes bancaires et dans la saisie des avoirs.

La coordination effectuée par Eurojust préalablement à la journée d'opérations communes a été considérée comme ayant joué un rôle crucial, et par conséquent une seconde réunion de coordination a été tenue en mars 2015. A la suite de cette réunion et de l'échange des informations, les autorités allemandes ont approuvé l'ouverture d'enquêtes parallèles pour faciliter la coopération et l'ECE s'est étendue au Royaume-Uni. Les modifications à apporter aux demandes d'entraide judiciaire en France et en Belgique ont été débattues pour assurer leur exécution opportune. Comme il n'y avait pas d'enquête ouverte aux Pays-Bas, les participants à la réunion ont approuvé que la France émette trois MAE concernant des cibles potentiellement localisées aux Pays-Bas.

En avril 2015, une journée d'opérations communes impliquant la police et les autorités judiciaires de France, Belgique, Allemagne, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas et du Royaume-Uni, soutenue par un centre de coordination à Eurojust, a conduit à 26 arrestations et à la saisie de 99 000 EUR en argent liquide. Des perquisitions de locaux commerciaux et privés, aussi bien que de véhicules, ont été effectuées et plus de 800 passeports de chevaux ont été saisis, également des médicaments, des douzaines de puces électroniques et du matériel informatique.

dans le domaine de la fraude aux droits d'accise et de la fraude MTIC, et a présenté son travail lors d'une réunion sur la fraude alimentaire organisée par le Consortium d'évaluation de la chaîne alimentaire à Bruxelles.

Eurojust et l'Office pour l'harmonisation dans le commerce intérieur (OHCI) ont consolidé leur coopération pour soutenir les activités des autorités nationales dans la lutte contre les atteintes aux droits de la propriété intellectuelle. A cette fin, ils ont finalisé les négociations sur un protocole d'accord, co-présidé par l'*Atelier de coopération pour la mise en place d'un réseau européen des procureurs chargés des poursuites relatives à la propriété intellectuelle*, et co-présidé par OHCI et la conférence Europol pour la connaissance et la sensibilisation, *Cosmétiques et Produits de luxe*.

### **Dossier opérationnel**

Une opération à grande échelle effectuée par les autorités italiennes a révélé une OC sophistiquée impliquée dans une fraude aux droits d'accise de type carrousel concernant l'importation de produits pétroliers vers l'Italie. Cette fraude a entraîné des pertes de plus de 15 millions EUR pour l'Italie. Le pétrole était acheté en Allemagne et mélangé avec des additifs pour cacher la vraie nature du produit, puis supposément envoyé à Malte ou en Grèce, où un impôt similaire n'était pas prélevé, à cause de la création de faux documents de transport qui indiquaient un acheteur différent de l'acheteur authentique. Le pétrole se déplaçait en franchise d'impôt, après quoi il était stocké et vendu sur le marché noir en Italie par le biais d'un réseau d'acheteurs.

Conscientes de la nature transfrontalière et de l'impact potentiel de la fraude aux droits d'accise en cours, les autorités italiennes ont reconnu que le succès de l'enquête et des poursuites reposerait sur une approche coordonnée et multidisciplinaire, et ont par conséquent demandé le soutien d'Eurojust. Le besoin de faciliter l'exécution des demandes d'entraide judiciaire italiennes au Royaume-Uni, à Malte, à la Roumanie, à la République Tchèque, à l'Allemagne et à la Grèce était immédiat, ainsi que l'était l'aide à la coordination des activités judiciaires.

Une réunion de coordination a été tenue en mars 2014, ce qui a permis une adaptation plus fine des diverses activités d'enquête et une évaluation des progrès effectués et des obstacles encourus lors de l'exécution des demandes d'entraide judiciaire. La réunion

a aussi servi à identifier les enquêtes parallèles pour éviter *ne bis in idem* et permettre un transfert des procédures si nécessaire.

Début 2015, de nouvelles demandes d'entraide judiciaire ont été émises par l'Italie avec l'objectif d'initier une journée d'opérations communes avec les Etats participants. Pendant la journée d'opérations communes en mars 2015, les représentants des autorités nationales en Italie, au Royaume-Uni, en Roumanie, Allemagne, Malte et en République Tchèque, ainsi qu'Europol, ont travaillé en étroite collaboration par le biais du centre de coordination Eurojust. En conséquence, huit suspects ont été arrêtés, 61 perquisitions et saisies ont été effectuées et 43 décisions de gel ont été exécutées, recouvrant 21 propriétés évaluées à 1 654 000 EUR, des actions d'une valeur de 757 000 EUR, ainsi qu'une grande quantité de bijoux, dépôts bancaires et assurances-vie estimés à 458 000 EUR.

Le centre de coordination a joué un rôle crucial dans la production de ces résultats positifs, l'assistance analytique et opérationnelle ayant été donnée en temps réel et les défis présentés par les systèmes juridiques des Etats membres ayant été relevés par le biais d'un échange d'informations immédiat. Les résultats de ce centre de coordination ont été significatifs pour Eurojust dans la lutte contre la fraude de type carrousel, non seulement pour les résultats opérationnels positifs de la journée d'opérations coordonnées entre les Etats membres, mais aussi parce que les criminels ont été privés de leurs avoirs, compensant ainsi l'Italie pour les pertes économiques subies à cause des activités illégales de cette OC.

### 2.1.6 Corruption

Le nombre de dossiers Eurojust ayant trait à la corruption a également connu une augmentation significative, avec 90 dossiers enregistrés en 2015, par rapport à 55 en 2014. Les demandes de soutien opérationnel restent au même niveau qu'en 2014, avec 10 réunions de coordination.

La Grèce, la Roumanie et la Croatie étaient les Etats membres les plus requérants. L'Allemagne, Chypre et l'Italie étaient les Etats membres les plus requis.

Eurojust a continué à participer aux discussions de la plateforme du Bureau de recouvrement des avoirs (ARO), ainsi que du réseau Camden regroupant les autorités compétentes en matière de recouvrement d'avoirs (CARIN), dans lequel il participe en tant qu'observateur.

### Dossier opérationnel

En 2009, le Bureau national d'enquêtes finlandais a lancé une enquête préliminaire dans un dossier de corruption aggravée présumée commise en Finlande, Slovanie et Croatie en connexion avec la conclusion de contrats entre une compagnie finlandaise spécialisée dans la production de véhicules blindés, et les ministères de la défense slovène et croate. Les autorités finlandaises ont soupçonné que les représentants de la compagnie finlandaise payaient des pots-de-vin à de hauts fonctionnaires de l'Etat en Slovanie et Croatie, et soupçonnaient de plus que l'argent était transféré aux fonctionnaires respectifs par un citoyen autrichien en passant par l'Autriche.

Afin de faciliter la coopération, le soutien d'Eurojust a été requis pour les enquêtes croates et slovènes. Eurojust a contribué à établir des relations de confiance entre les autorités impliquées, et un contact direct entre les autorités a été établi durant la progression des enquêtes. Cependant, le rôle de facilitateur des Bureaux nationaux, lesquels communiquent avec les autorités nationales a été un facteur décisif de cette coopération fructueuse. Jusqu'à la mise en place du Bureau National Croate à Eurojust en 2013, le procureur de liaison croate aidait Eurojust dans sa communication avec les autorités croates.

En 2010, des accords ECE furent mis en place dans les deux dossiers et signés par la Finlande, l'Autriche, la Slovanie et la Croatie. Plusieurs réunions de coordination ont été tenues à Eurojust, permettant aux participants d'échanger des informations et de s'entendre sur l'utilisation des informations recueillies comme éléments de preuve. Les enquêtes approchant de la phase de jugement, les réunions de coordination ont permis de mettre à la disposition des participants un forum pour échanger directement des éléments de preuve à utiliser dans les procédures judiciaires. Lors de la réunion de février 2013, les participants se sont mis d'accord sur la répartition des poursuites et ont décidé de la participation des autorités finlandaises dans les interrogatoires de témoins en Autriche.

Les procès eurent lieu en Slovanie et en Finlande à compter de 2013. Le Bureau national finlandais a géré de nombreuses demandes des autorités slovènes afin de répondre aux



arguments de la défense concernant notamment la légalité des mesures coercitives, comme les perquisitions domiciliaires, effectuées en Finlande. A cause d'un changement dans la jurisprudence criminelle finlandaise, l'adhérence aux dispositions applicables aux standards de procès équitable de la Cour européenne des droits de l'homme a été mise en cause. Comme les audiences préliminaires étaient en cours, le soutien rapide d'Eurojust dans la réfutation de ces arguments était crucial.

Le procès en Slovaquie a d'abord abouti à une condamnation. Cependant en 2015 l'accusé a été finalement acquitté par la cour constitutionnelle slovaque. En Finlande, les procédures d'appel étaient en cours en 2015. Il n'y eut aucune accusation portée sur la Croatie.

### 2.1.7 Trafic de drogues

Le trafic de drogue continue d'être le deuxième type de criminalité le plus rencontré dans les dossiers Eurojust, avec 274 dossiers enregistrés en 2015, et 57 réunions de coordination tenues.

Le Danemark était l'Etat membre le plus requérant, suivi par la Roumanie, la France et l'Allemagne. Les Pays-Bas étaient l'Etat membre le plus requis, suivi de l'Espagne et l'Allemagne.

De plus, un centre de coordination a été mis en place et 25 ECE se sont penchées sur des infractions relatives au trafic de drogues, dont huit ont été mises en place en 2015.

En janvier 2015, Eurojust a publié son Rapport de mise en œuvre du [Plan d'action sur le trafic de drogues](#) et ses addenda. Il a été officiellement présenté à la commission des Nations Unies sur les narcotiques en mars 2015, pendant un événement parallèle sur la « coopération judiciaire dans les enquêtes de trafic de drogues », co-organisé par la commission européenne et Eurojust. Le rapport souligne que les progrès effectués par Eurojust dans les domaines identifiés pourraient s'améliorer dans la coopération judiciaire transfrontalière dans le contexte du projet stratégique, Améliorer le travail d'[Eurojust dans les dossiers de trafic de drogues](#), et inclut trois problèmes prioritaires sur: (i) les livraisons surveillées, (ii) précurseurs et NPS et (iii) coopération avec les Etats tiers. Les addenda ont bénéficié des contributions reçues par les procureurs participant à la réunion stratégique Eurojust en 2014. A la suite du succès de la phase 1 du projet stratégique, le Collège d'Eurojust a décidé de l'étendre à la Phase II (2015-2016).

Le Collège d'Eurojust a tenu une discussion thématique sur les livraisons surveillées en octobre 2015, échangeant des expériences sur les difficultés rencontrées par les autorités judiciaires dans les livraisons surveillées, le rôle d'Eurojust et l'amélioration de la capacité d'Eurojust dans les enquêtes futures.

De plus, Eurojust a activement participé à deux réunions sur les livraisons surveillées, organisées par le Groupe Pompidou (Conseil de l'Europe) en juin et novembre 2015, pendant lesquelles Eurojust a contribué à l'initiation d'un projet dont l'objectif est de rédiger un manuel sur les livraisons surveillées.

### Dossiers opérationnels

Un **dossier** italien concernant le trafic de NPS de l'Italie vers les Pays-Bas a été amené devant Eurojust, principalement pour faciliter l'exécution d'une demande d'entraide judiciaire italienne pour recueillir des informations sur les compagnies impliquées dans ces activités criminelles et pour effectuer des perquisitions dans plusieurs locaux.

En raison de la classification des substances, les autorités néerlandaises n'ont pas pu exécuter la demande d'entraide judiciaire. D'abord présumées comme méphédron, produit illicite selon la jurisprudence néerlandaise et italienne, une analyse technique des substances a ensuite révélé que celles-ci étaient en fait un sous-produit dérivé de la méphédron, qui tombait en dehors de la loi néerlandaise sur l'opium.

Comme base juridique alternative, les autorités néerlandaises se sont ensuite référées à la loi sur les produits médicaux. Cependant, suivant l'arrêt de la CJUE du 10 juillet 2014, la loi sur les produits médicaux n'avait vocation à s'appliquer que si la substance trafiquée pouvait être considérée comme produit médical. La substance en question ne tombait pas dans la définition de la CJUE d'un produit médical et par conséquent, la demande d'entraide judiciaire ne pouvait pas être exécutée sur la base de la loi sur

les produits médicaux. D'autres bases juridiques ont été explorées, mais comme aucune alternative viable n'a été trouvée, la demande d'entraide judiciaire n'a pas pu être exécutée à cause de l'absence de double criminalité. L'enquête parallèle aux Pays-Bas fut close par la suite.

Les **autorités belges** firent face à un défi similaire lors d'une enquête sur un trafic de GBL, un précurseur utilisé comme drogue ou bien modifié en GHB. Le GBL n'est pas une substance illicite selon la législation belge, l'enquête a été diligentée sur la base d'un soupçon que la substance soit utilisée à des fins criminelles. L'enquête a révélé des liens aux Pays-Bas et en Pologne. Afin de faciliter la coopération judiciaire, les autorités belges ont sollicité l'assistance d'Eurojust et une réunion de coordination a été tenue. Les autorités nationales néerlandaises et polonaises voulaient coopérer et échanger des informations avec leurs homologues belges, mais faisaient face à l'obstacle juridique que le GBL n'était pas inclus dans la liste des substances contrôlées, et n'était donc pas illégal. Les enquêtes ne pouvaient pas être initiées tant que des informations complémentaires ne venaient pas démontrer que le commerce de cette substance était lié à des activités criminelles, comme la modification du GBL en GHB. L'exécution de toutes les demandes d'entraide judiciaire relatives aux GBL a rencontré le même obstacle. Le dossier était en cours en 2015.

Une base juridique alternative pour des procédures judiciaires et pour la coopération a été considérée dans un **dossier finlandais** de trafic de NPS de la Chine vers l'Espagne et la Finlande. Les suspects étaient des citoyens finlandais ayant trafiqué du MDPV et de l'alpha-PVP, deux substances classifiées comme narcotiques en Finlande, mais pas en Espagne. Une demande d'entraide judiciaire finlandaise a incité l'ouverture d'une enquête en Espagne.

La différence de classification des substances, et le fait que les citoyens finlandais aient agi en Espagne, a soulevé des problématiques juridictionnelles et a nécessité une coopération judiciaire entre les autorités finlandaises et espagnoles. Deux réunions de coordination ont été tenues à Eurojust et une ECE fut mise en place. L'ECE a permis des arrestations et l'exécution de plusieurs MAE finlandais en Espagne, après quoi les autorités finlandaises et espagnoles ont accepté de transférer les procédures en Finlande.

Comme les substances trafiquées n'étaient pas classifiées comme drogues en Espagne, une base juridique alternative pour la poursuite fut trouvée dans l'Article 359 du code pénal espagnol relatif aux infractions contre la santé publique. Comme les substances dangereuses tombant sous cette disposition juridique n'étaient pas listées, une décision d'un tribunal espagnol a vérifié l'applicabilité de l'Article 359 aux substances trafiquées. Cette solution a satisfait l'exigence de double criminalité dans les deux systèmes juridiques.

Eurojust a joué un rôle crucial d'intermédiaire afin de faciliter la coopération judiciaire. La Finlande a jugé ce dossier. Une condamnation a été rendue par le tribunal finlandais de première instance à la fin de l'année 2015 et il a été fait appel de cette décision.

En juin 2015, Eurojust a contribué à la deuxième édition du *Rapport sur les Marchés Européens des drogues* de l'EMCDDA en fournissant des données statistiques, en exposant de bonnes pratiques et des solutions, en faisant part d'un cas pratique et des leçons apprises concernant la coopération judiciaire dans les enquêtes de trafic de drogues. Eurojust a également contribué à la bonne progression de la mise en œuvre du plan d'action européen sur les drogues 2013-2016.

Concernant NPS, Eurojust a analysé l'impact de l'arrêt du 10 juillet 2014 CJUE sur les produits médicaux (Dossiers joints C-358/13 et C-181/14). L'arrêt exclut d'avoir recours aux lois relatives à la médecine comme base alternative au soutien des poursuites NPS dans des situations dans lesquelles la substance ne peut être classifiée en tant que drogue psychoactive au regard des législations applicables relatives aux narcotiques. Eurojust a recensé les bonnes pratiques

et les solutions concernant les obstacles juridiques et pratiques découlant de l'arrêt CJUE en analysant entre autres, les enquêtes NPS soutenues et les réponses à un questionnaire Eurojust envoyé aux Etats membres les plus probablement affectés par celui-ci, c'est à dire, L'Allemagne, l'Espagne, la Finlande, la France et les Pays-Bas.

Le rapport Eurojust, Arrêt de la Cour de Justice de l'union Européenne sur les nouvelles substances psychoactives – Impact de l'arrêt sur les poursuites dans les dossiers NPS a été finalisé en décembre 2015 et sera publié au début 2016. Les résultats préliminaires du rapport ont été présentés à la réunion des correspondants juridiques de l'EMCDDA. Les résultats ont également été présentés à la quatrième réunion des experts policiers sur les NPS, organisée conjointement avec Europol, EMCDDA et le ministère de l'intérieur polonais dans le contexte de la priorité EMPACT sur les drogues synthétiques.

### 2.1.8 Atteintes aux biens commises par des GDI

Les atteintes aux biens (OPC) commises par des groupes de délinquance itinérante (GDI) recouvrent un large éventail d'infractions, comme des infractions aux véhicules motorisés, vol de métaux, vol à la tire, vol et cambriolages en série. Eurojust a enregistré 201 dossiers d'atteinte aux biens en 2015 et a tenu 21 réunions de coordination. Treize ECE opéraient, y compris six formées en 2015.

L'Autriche, la France et la Grèce, étaient les Etats membres les plus requérants. L'Allemagne, l'Italie et la Roumanie étaient les Etats membres les plus requis.

Eurojust a travaillé en étroite collaboration avec Europol pour soutenir la lutte contre les GDI, dans l'objectif de sensibiliser les autorités nationales afin qu'elles associent les deux organisations à une phase précoce de l'enquête. Eurojust a recommandé aux autorités nationales d'inclure Europol dans une enquête sur un GDI d'ampleur impliqué dans des vols à la tire en série, dans plusieurs Etats membres, ce qui a entraîné l'organisation d'une réunion opérationnelle à Europol, à laquelle ont participé des procureurs allemands et roumains.

Au niveau stratégique, Eurojust a soutenu une initiative EMPACT menée par Europol pour identifier et cibler les groupes criminels de Bulgarie et de Roumanie impliqués dans des cambriolages en série, et des représentants des Bureaux nationaux bulgares et roumains à Eurojust ont participé à une réunion Europol sur ce thème en septembre 2015.

Eurojust et l'Espagne ont continué à codiriger un PAO au sein du projet EMPACT sur les atteintes aux biens pour identifier et analyser les problèmes juridiques et pratiques rencontrés régulièrement, ainsi que les bonnes pratiques adoptées lors des enquêtes relatives aux atteintes aux biens à travers l'Union européenne, et pour sensibiliser les fonctionnaires de police et les acteurs judiciaires.

Suivant un rapport, *Problèmes procéduraux et juridiques dans les procédures relatives aux GDI spécialisés dans les atteintes aux biens*, sorti en 2014, Eurojust a publié un rapport de suivi en 2015, *Problèmes procéduraux et juridiques dans les enquêtes, poursuites et procès relatifs aux Groupes de délinquance itinérante spécialisés dans les atteintes aux biens*. Ce rapport fournit une analyse des défis principaux découlant des enquêtes relatives aux atteintes aux biens.

Le rapport se fonde à la fois sur les réponses à un questionnaire adressé aux juges et aux procureurs, et sur des initiatives et politiques mises en œuvre en Belgique et en Norvège pour lutter contre les atteintes aux biens. Un des défis sur lequel le rapport se penche porte sur le fait qu'il ne soit pas possible de recourir, devant certaines juridictions, en matière d'infractions relatives aux atteintes aux biens, à des actes d'enquête intrusifs (par exemple, surveillance, écoute téléphonique), lesquels sont pourtant habituellement utilisés dans des enquêtes relatives à d'autres infractions organisées graves.

#### Dossier opérationnel

Une enquête allemande sur des vols à grande échelle de véhicules motorisés et de pièces automobiles de valeur, comme des systèmes de navigation et airbags, a permis de découvrir une OC composée de citoyens lituaniens, lettons et allemands, avec de liens avec plusieurs villes en Lituanie. De jeunes lituaniens âgés de 16 à 19 ans étaient envoyés en Allemagne, principalement pour commettre des vols de et dans des véhicules motorisés. Outre des vols de voiture, l'OC était soupçonné de commettre des cambriolages et des vols. Les marchandises volées étaient expédiées par la Pologne pour être vendues en Lituanie. Les enquêtes ont révélé que ce n'était pas une grande OC, mais plutôt six plus petites agissant indépendamment les unes des autres qui étaient impliquées dans ces actes criminels. Les OC collaboraient seulement à des fins de transport de marchandises vers la Lituanie.

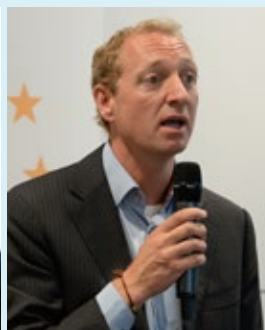
Afin de démanteler l'OC, les autorités allemandes ont identifié le besoin d'une coopération judiciaire transfrontalière et se sont adressées à Eurojust pour obtenir son soutien. Des réunions de coordination ont été tenues en décembre 2014 et juillet 2015, menant à une collaboration étroite entre les parquets impliqués et les forces de l'ordre, et un échange fluide et accéléré d'informations et d'exécutions des demandes d'entraide judiciaire.

Cette collaboration étroite a culminé en une opération commune fructueuse en octobre 2015. Plus de 1000 officiers de police en Lituanie et en Allemagne ont effectué des perquisitions de plus de 100 foyers et entreprises. Les officiers de liaison des polices lituaniennes et allemandes ont été échangés pour accroître l'efficacité de l'opération. Afin de faciliter les opérations communes, les représentants d'Eurojust étaient en contact direct avec les autorités nationales pendant toute la durée de la journée d'opérations. Plusieurs MAE allemands ont été exécutés pendant la journée d'opérations et 47 suspects arrêtés, y compris certains responsables de l'OC. Une somme considérable d'argent liquide et de marchandises volées a été confisquée.

Soutenus par Eurojust, les efforts communs des autorités lituaniennes et allemandes ont amené à la découverte de 440 faits de nature délictueuse et à l'établissement de responsabilités pénales. Les dommages causés par ces activités s'élevaient à environ 7.5 million EUR. Le dossier était en cours en 2015.



Réunion stratégique sur la TEH...



... et la cybercriminalité



## 2.2 L'assistance d'Eurojust dans d'autres domaines d'activités criminelles

### 2.2.1 Le blanchiment d'argent

Le blanchiment d'argent représente un domaine en croissance continue dans les enquêtes d'Eurojust en raison de la nature ancillaire de ce type d'infraction, généralement associée avec des infractions comme la fraude. En 2015, 283 dossiers relatifs à du blanchiment d'argent ont été enregistrés, une augmentation aiguë par rapport à 2014 (220). Cinquante-cinq réunions de coordination sur des dossiers de blanchiment d'argent ont été tenues, le troisième type d'infraction le plus fréquent, après la fraude et le trafic de drogues, sur lequel se sont penchées les réunions de coordination.

Les Etats membres les plus requérants étaient la Grèce, la France et la Roumanie. Les Etats membres les plus requis étaient l'Allemagne, l'Italie, Chypre et le Royaume-Uni.

### 2.2.2 Infractions PIF (Infractions criminelles affectant les intérêts financiers de l'UE)

Soixante-dix dossiers traitant d'infractions qui directement ou indirectement pourraient affecter les intérêts financiers de l'UE (infractions PIF) ont été enregistrés en 2015. Actuellement, tous les Etats membres ne considèrent pas la fraude à la TVA comme un type d'infraction affectant les intérêts financiers de l'UE. Dans les statistiques d'Eurojust, la fraude à la TVA est traitée à part et n'est pas comptée comme infraction PIF. Le soutien opérationnel d'Eurojust fourni par le biais de réunions de coordination dans les dossiers d'infraction PIF a augmenté (11, par rapport à sept en 2014) et Eurojust a apporté son soutien aux ECE (cinq ECE actives en 2015, dont quatre formées en 2014).

La Grèce, la Hongrie et la Roumanie étaient les Etats membres les plus requérants. L'Allemagne, la République slovaque et le Royaume-Uni étaient les Etats membres les plus requis.

En 2015, le Collège d'Eurojust s'est mis d'accord pour ne pas donner priorité au travail stratégique dans ce domaine jusqu'à ce que le processus législatif sur une nouvelle directive relative aux infractions PIF soit finalisé, et qu'une définition des infractions PIF communément admise soit adoptée au niveau de l'UE.

En octobre 2015, Eurojust a contribué à une étude de la commission européenne sur les bénéfices potentiels d'une EPPO menée par le *Consortium Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung* (ECORYS). Un récapitulatif a été fourni sur le nombre d'enquêtes concernant les infractions PIF et la fraude à la TVA, y compris des informations sur les Etats membres requérants et requis et sur la coopération avec les Etats tiers.

### 2.2.3 Piraterie maritime

En avril 2015, le deuxième *Registre judiciaire relatif à la piraterie maritime (MPJM)* a été publié en tant que document Eurojust à accès limité, suivant la publication du premier *MPJM* en septembre 2013 pour accroître l'expertise des procureurs européens chargés des enquêtes de piraterie maritime et leur fournir des outils complémentaires pour les enquêtes en cours et futures. Le *MPJM 2015* contient un récapitulatif du cadre juridique applicable aux 19 Etats membres, ainsi qu'à la Norvège et aux Etats-Unis, avec des accords bilatéraux entre les Etats tiers sur le transfert de pirates suspectés.

Il présente également une analyse des décisions judiciaires rendues soit en première instance soit dans le cadre du suivi des dossiers présentés dans le *MPJM 2013*. Cette analyse souligne les problématiques pratiques et juridiques mises en avant dans les décisions, y compris les aspects ayant trait à la législation relative aux droits de l'homme ainsi que les défis concernant les procédures de piraterie maritime diligentées contre des mineurs ou dans les Etats tiers.

Le *MPJM 2015* décrit également le processus de mise en œuvre et de conduite de l'ECE Nemesis, une ECE relative à la piraterie maritime, reconstituée par le biais d'interviews avec les procureurs néerlandais et allemands qui ont initié et participé à l'ECE, ainsi qu'Europol. Enfin, il débat d'une diminution du nombre d'incidents de piraterie dans le Golfe d'Aden, reconnaît le transfert de l'activité de piraterie

#### Réunion sur la piraterie maritime

Eurojust a tenu une réunion sur la piraterie maritime en mai 2015 avec la participation de plus de 40 experts spécialisés dans les enquêtes et les poursuites dans le domaine de la piraterie maritime. Par exemple les représentants des autorités nationales judiciaires et policières des Etats membres, de la Norvège, de la Suisse, des ETATS-UNIS, de Maurice et des Seychelles, aussi bien que des représentants du PF Europol sur la piraterie maritime, la sous-direction INTERPOL sur la sécurité maritime et le Greffe de la cour européenne des droits de l'homme.

Le but de cette réunion était d'échanger des informations sur les dossiers récents de piraterie et de débattre des stratégies en matière de lutte contre la piraterie maritime, ainsi que de l'importance de la coopération judiciaire internationale dans les enquêtes et les poursuites.

L'on a également débattu des principales conclusions du MPJM 2015.

La réunion a offert deux sessions interactives. La première, *Hauts et bas des poursuites d'infractions de piraterie maritime : défis, leçons apprises et succès*, incluait des présentations des procureurs/juges ayant traité des dossiers récents de piraterie maritime en Espagne, Italie, Pays-Bas, Pologne, Allemagne, Belgique et France. La session s'est penchée sur un large éventail de défis pratiques et juridiques résultant de tels dossiers, y compris le recueil d'éléments de preuve, l'appréhension des suspects et la coopération au sein d'une ECE. L'on a également débattu des aspects relatifs aux procédures officielles et procès équitables dans les dossiers de piraterie maritime, au vu en particulier du droit des suspects à un passage rapide devant un juge.

Le titre de la deuxième session était *La coopération régionale et internationale : l'importance de l'aide juridique et opérationnelle dans la lutte contre la piraterie maritime*. Les représentants de Maurice et des Seychelles ont présenté les cadres juridiques et les aspects pratiques de la réponse de leurs autorités judiciaires au phénomène de piraterie maritime, tandis que les représentants d'Europol et d'INTERPOL ont présenté les activités de leurs organisations dans le domaine de la coopération internationale et le soutien fourni aux autorités policières et chargées des enquêtes dans la lutte contre la piraterie maritime.

vers l'Afrique de l'Ouest, souligne la forme différente du phénomène dans le golfe de Guinée et examine la coopération internationale au niveau opérationnel (par exemple par le biais d'INTERPOL) et judiciaire dans la lutte contre cette menace nouvelle.

## 2.2.4 Criminalité environnementale

Le point de contact Eurojust sur la criminalité environnementale suit les affaires de criminalité environnementale et partage son expertise et les bonnes pratiques avec les praticiens et les partenaires extérieurs. Afin d'améliorer la coopération judiciaire et de soutenir les autorités compétentes des Etats membres dans les dossiers de cette nature, Eurojust travaille sur une liste de points de contact au sein des services nationaux de poursuites des Etats membres possédant une expertise dans le domaine de la criminalité environnementale, afin d'augmenter les capacités opérationnelles des autorités compétentes dans les dossiers transfrontaliers incluant des infractions environnementales.

Eurojust a enregistré cinq dossiers relatifs à la criminalité environnementale en 2014 et en 2015. Deux de ces dossiers contenaient un élément de fraude. La Suède était en tête des Etats «requérants» dans les dossiers de criminalité environnementale, tandis que l'Allemagne et les Pays-Bas étaient les Etats membres les plus requis.

Eurojust a maintenu des contacts avec un certain nombre de réseaux actifs dans le domaine de la criminalité environnementale, tels que EnviCrimeNet et le réseau européen des procureurs pour l'environnement. Eurojust était présent aux réunions du groupe d'application DG ENVI, qui surveille la politique d'application et la pratique dans les Etats membres et offre ses recommandations pour améliorer l'application de la législation sur le commerce d'espèces sauvages. Au cours de ces discussions, Eurojust a offert son point de vue dans une perspective judiciaire.

## 2.2.5 Protection des mineurs

En 2015, 45 dossiers étaient enregistrés à Eurojust impliquant des mineurs victimes de violences. Les types de criminalité les plus souvent associés aux infractions contre les mineurs étaient les agressions sexuelles, la TEH, les enlèvements, et les images pédopornographiques. La République slovaque, la Suède et la Roumanie étaient les Etats membres les plus requérants, tandis que l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie étaient les Etats membres les plus requis.

L'engagement d'Eurojust dans la lutte contre les infractions dont sont victimes des mineurs est soutenu également par le travail du Point de contact pour la protection de l'enfance, qui représente Eurojust dans les affaires de coopération judiciaire en matière d'infractions dont sont victimes des mineurs, de protection de l'enfance et sur les questions liées, auprès des autorités nationales, des organisations policières et d'autres organes nationaux et internationaux, y compris la deuxième conférence de sensibilisation de la coalition financière européenne contre l'exploitation sexuelle en ligne des mineurs à des fins commerciales (EFC) tenue en 2015 au parlement européen. Le Point de contact conseille également les bureaux nationaux sur les outils et mesures spécialement conçus pour les enquêtes criminelles et les procédures concernant les mineurs, y compris la protection des témoins et des victimes. De plus, le point de contact a participé activement aux réunions EMPACT, assumant la mission d'identifier les bonnes pratiques fondées sur les dossiers Eurojust.

### Réunion sur les événements sportifs majeurs

Les 17 et 18 Juin, Eurojust a tenu une réunion sur le Développement d'un guide de bonnes pratiques pour la coopération judiciaire relative aux événements sportifs majeurs. La réunion a rassemblé des experts de sept Etats membres ayant récemment organisé des événements



sportifs majeurs, c'est à dire le Portugal, les Pays-Bas, la Suède, la Belgique, l'Autriche, le Royaume-Uni et la France, ainsi que des représentants du RJE et de la commission européenne. Les praticiens traitant de la coopération judiciaire dans les affaires criminelles relatives aux événements sportifs majeurs se sont rencontrés pour débattre de l'amélioration du partage et de l'échange d'expérience dans la prévention, l'enquête et la poursuite d'infractions pouvant être commises pendant de tels événements.

Cette réunion a permis d'établir des recommandations sur la façon d'échanger des informations générales avant, puis des informations et des éléments de preuve spécifiques au dossier pendant ces événements sportifs majeurs, sur le choix du forum pour la poursuite, le procès et l'exécution des sentences concernant la criminalité relative aux événements majeurs et sur l'application de procédures accélérées, si possible sous la législation nationale de l'Etat hôte. Le rôle d'Eurojust dans l'amélioration de la coopération entre les autorités nationales compétentes en matière d'événements sportifs majeurs a été souligné, notamment dans l'assistance et pour faciliter la mise en place d'un contact entre les autorités judiciaires compétentes de l'Etat hôte et des Etats participants et dans l'offre de conseils dans des cas de conflit de compétences.

Le document Eurojust, [Recommandations sur la coopération judiciaire dans les affaires criminelles liées aux événements sportifs majeurs](#), a été développé et est maintenant disponible sur le [site Eurojust](#).

## 2.3 Les partenaires d'Eurojust

### 2.3.1 Coopération avec Europol

En 2015, Eurojust et Europol ont renouvelé leurs efforts de renforcement de leur coopération, en ligne avec les dispositions du Traité de Lisbonne et leur [Accord de Coopération 2009](#).

Eurojust et Europol ont régulièrement échangé des informations sur les réunions opérationnelles prévues à Europol et les réunions de coordination à Eurojust pour s'assurer que les deux soient au courant du travail opérationnel en cours. Europol a assisté à 99 réunions de coordination et a été impliqué dans 34 dossiers enregistrés à Eurojust en 2015. Europol a assisté à 5 centres de coordination.

Eurojust a continué à participer intégralement aux points focaux d'Europol. En 2015, Eurojust a bénéficié d'une association formelle avec les Points Focaux Recouvrement des avoirs, Corruption dans le domaine sportif et Itinérants, amenant à 24 leur nombre total. L'année dernière, Eurojust a participé à un nombre d'activités opérationnelles tenues dans le cadre du Point Focal Furtum (Opération Kasimir and Opération Sprinter, qui ciblaient des OC impliquées dans le vol de voitures et pièces automobiles en Allemagne et Pologne, respectivement) et du Point Focal Cola (Opération Partagas, qui a permis l'arrestation d'un grand trafiquant de drogues international britannique en Espagne). De plus, Eurojust a surveillé les développements des journées d'opérations communes EMPACT nommées Opération Blue Amber, qui a pris place au cours de 2015, en restant à disposition par le biais de l'OCC et en assistant aux séances de briefing au Centre d'opération Europol pour s'assurer d'un prompt suivi judiciaire le cas échéant.

Eurojust a contribué au TE-SAT d'Europol 2015 en fournissant des données sur les condamnations et sur les peines pour infractions terroristes dans les Etats membres – collectées en accord avec la Décision du Conseil 2005/671/JAI – et les modifications dans la législation nationale en matière de terrorisme. Eurojust a participé au développement d'une méthodologie révisée pour le rapport SOCTA 2018-2021 prochain.

Durant les réunions régulières au niveaux opérationnel et directorial, l'on a débattu des sujets suivants pour améliorer la coopération et explorer des moyens supplémentaires de coopération: (i) la relation entre les points focaux Europol et les points de contact Eurojust, (ii) la possibilité de recouperment des données Eurojust par rapport au système d'information Europol et (iii) le [Rapport Annuel Commun](#) de 2014 au Conseil et à la Commission (document UE 10472/15).

Eurojust and Europol ont continué à tenir des sessions de programme d'échanges, dont un objectif de sensibilisation mutuelle aux tâches, structures et capacités respectives.

### 2.3.2 Coopération avec OLAF

Fondée sur l'[Accord pratique de 2008](#), la coopération entre Eurojust et l'OLAF dans la lutte contre la fraude, la corruption et d'autres types de criminalité ayant un impact sur les intérêts financiers de l'Union européenne continue. Cette coopération montre à quel point l'échange d'informations et une implication mutuelle sont importants pour sauvegarder les intérêts financiers de l'UE.

Eurojust et l'OLAF ont travaillé conjointement sur 20 dossiers (huit dossiers Eurojust et 12 dossiers OLAF), dont sept étaient de nouveaux dossiers communs ouverts en

2015. Les représentants de l'OLAF ont assisté à cinq réunions de coordination à Eurojust, ce qui a conduit à une approche multi-agences efficace dans les enquêtes transfrontalières. Eurojust a également assisté à une réunion de coordination organisée par l'OLAF dans ses locaux.

Une étape clé dans la coopération opérationnelle en 2015 était la première coparticipation de l'OLAF dans une ECE. Le dossier traitait d'une OC impliquée dans une fraude aux droits d'accise, fraude fiscale, contrebande de cigarettes et blanchiment d'argent. L'OC visée avait rassemblé des quantités énormes de cigarettes dans des usines clandestines pour l'usage illégal des éléments obtenus (tabac, filtres, feuilles, paquets, timbres fiscaux). Les cigarettes étaient ensuite introduites illégalement dans l'Union européenne par camion ou autre moyen de transport terrestre, avec des documents d'exportation, d'importation et de transit falsifiés.

Eurojust et l'OLAF ont régulièrement échangé des synthèses de dossiers concernant les infractions PIF pour identifier les dossiers susceptibles de nécessiter une collaboration mutuelle. L'échange d'informations est plus détaillé pour faciliter l'évaluation de la collaboration et identifier de bonnes pratiques, avec des informations spécifiques, comme le nombre et le type de réunions de coordination organisées ou des activités des ECE.

Pendant les réunions régulières entre Eurojust et l'OLAF au niveau opérationnel et à l'échelon managérial, l'on a débattu des opportunités d'augmenter la coopération, comme l'évaluation de la méthodologie des échanges de synthèses de dossiers, et la formation. En 2015, Eurojust a organisé une deuxième session de formation à OLAF pour sensibiliser les enquêteurs au rôle et aux missions d'Eurojust et à ses méthodes de travail.

### 2.3.3 Coopération avec les Etats tiers

#### Accords de coopération

Les négociations pour des accords de coopération avec l'Ukraine et le Monténégro ont été finalisées. Les deux projets d'accords de coopération ont été soumis à l'approbation du Conseil. Suivant le jugement du CJUE du 16 avril 2015, dans tous les cas où des lois sous le troisième pilier précédent confèrent des pouvoirs de mise en œuvre au conseil, le conseil devra consulter le parlement européen, en accord avec l'article 39, paragraphe 1 du précédent traité de l'Union européenne. En accord avec la nouvelle procédure en place, le conseil a lancé des procédures de négociations avec le parlement européen en octobre 2015. Des discussions ont eu lieu avec les autorités moldaves à la lumière de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération entre Eurojust et la Moldavie, signé en juillet 2014.

#### *Eurojust et la formation*

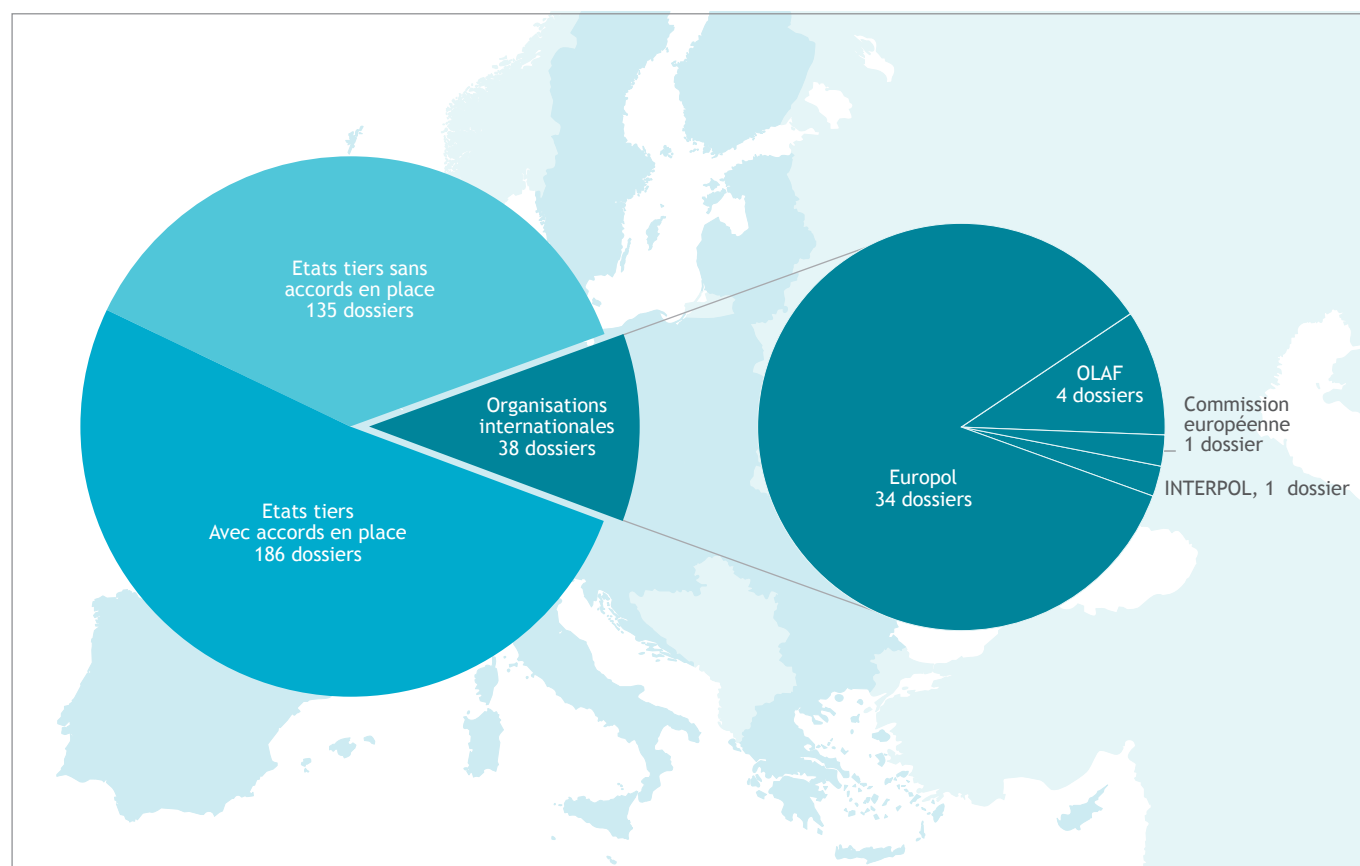
Les séminaires thématiques d'Eurojust, auxquels assistent les praticiens, permettent le partage d'expérience et de meilleures pratiques. Ces séminaires peuvent être considérés comme une formation pratique. Plus spécialement, Eurojust soutient la formation en coopération judiciaire dans les affaires criminelles sur la base d'un [protocole d'accord signé avec le REFJ \(2008\)](#).

Dans le cadre du programme d'échange REFJ, 15 procureurs/juges de huit Etats membres (Allemagne, Autriche, Hongrie, Pologne, Suède, Espagne, Italie et Bulgarie) ont participé à de longues périodes de formation (3 ou 4 mois) aux Bureaux nationaux d'Eurojust, soutenant leur travail opérationnel. En 2015, Eurojust a introduit une visite d'étude d'une semaine, qui a eu lieu en mars et à 25 procureurs/juges de 17 Etats membres assistèrent. De plus, les membres des Bureaux nationaux ont participé activement aux six séminaires REFJ dans le cadre du Projet sur la justice criminelle I, *Coopération Judiciaire Internationale dans les affaires criminelles en pratique : simulations de MAE et d'entraide judiciaire*. Le rôle d'Eurojust dans ces séminaires est de superviser le travail des praticiens. Suivant la logique de la méthodologie du « on apprend en faisant », une présentation, *Le rôle de la coopération judiciaire dans les affaires criminelles*, a été prévue le dernier jour, en conclusion du séminaire. Le 7 décembre 2015, le Secrétaire Général du REFJ a rencontré la présidente d'Eurojust pour débattre des moyens d'accroître la coopération.

En accord avec le [protocole d'accord avec CEPOL \(2010\)](#), Eurojust a également continué à soutenir les formations dans différents domaines, comme les enquêtes fiscales, analyse de fraudes aux droits d'accise, trafic de cocaïne et héroïne, lutte antiterroriste et CTE, contrefaçon de marchandises et droits à la propriété intellectuelle, ECE, MAE et EIO, TEH et immigration illégale. De plus, conjointement avec le REFJ, Eurojust a participé activement à la formation *Equipes communes d'enquête et direction d'équipes*.

Eurojust soutient les webinaires CEPOL en les disséminant en interne et y participe parfois activement par le biais de speakers, par exemple le webinaire *Police et coopération judiciaire dans le domaine de l'exploitation sexuelle des mineurs*. Eurojust est aussi partenaire du programme de maîtrise commune européenne de CEPOL.





Les contacts se sont poursuivis pour évaluer la mise en œuvre de la législation sur la protection des données et explorer la possibilité d'initier des négociations sur les accords de coopération avec l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, Israël, la Serbie et la Turquie. La Géorgie a été ajoutée à la liste prioritaire d'Eurojust pour initier les pourparlers préliminaires sur l'entrée possible en négociations pour un accord de coopération. Des contacts pour explorer les possibilités d'accords de coopération futurs ont été établis avec le Brésil. L'établissement de contacts avec d'autres pays d'Amérique Latine ou des pays des Caraïbes, en particulier la Colombie ou le Mexique, a été reconfirmé comme priorité.

### Les dossiers Eurojust impliquant des Etats tiers

Eurojust a offert son aide dans 298 enquêtes impliquant des Etats tiers, une augmentation significative par rapport aux 208 dossiers de 2014. Parmi les 63 Etats tiers, la Suisse (103) était l'Etat tiers le plus fréquemment impliqué, suivie par les Etats-Unis (36), la Norvège (34) et la Serbie (31).

Les types de criminalité principaux étaient l'escroquerie et la fraude, le blanchiment d'argent, la corruption, l'implication dans une OC, le trafic de drogues et les infractions portant atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle et à la liberté de la personne. En 2015, le nombre de dossiers de cybercriminalité impliquant des Etats tiers a augmenté par rapport à 2014 (de 10 à 15). Le

### Séminaire sur l'application d'entraide judiciaire et accords d'extradition entre l'Union européenne et les Etats-Unis

Les 8 et 9 octobre, le Séminaire sur l'application d'entraide judiciaire et accords d'extradition entre l'Union européenne et les Etats-Unis a été tenu à Eurojust.

Le séminaire a été organisé conjointement par les Etats-Unis, la Commission européenne et Eurojust, comme suivi à l'Atelier sur l'application d'entraide judiciaire et accords d'extradition entre l'Union Européenne et les Etats-Unis de 2012.

Le séminaire a rassemblé des praticiens des Etats membres et des Etats-Unis, les procureurs de liaison pour la Norvège et la Suisse détachés à Eurojust, ainsi que les représentants de la Commission européenne, le Secrétariat Général du Conseil, le coordinateur de la lutte de l'UE contre le terrorisme, le Conseil



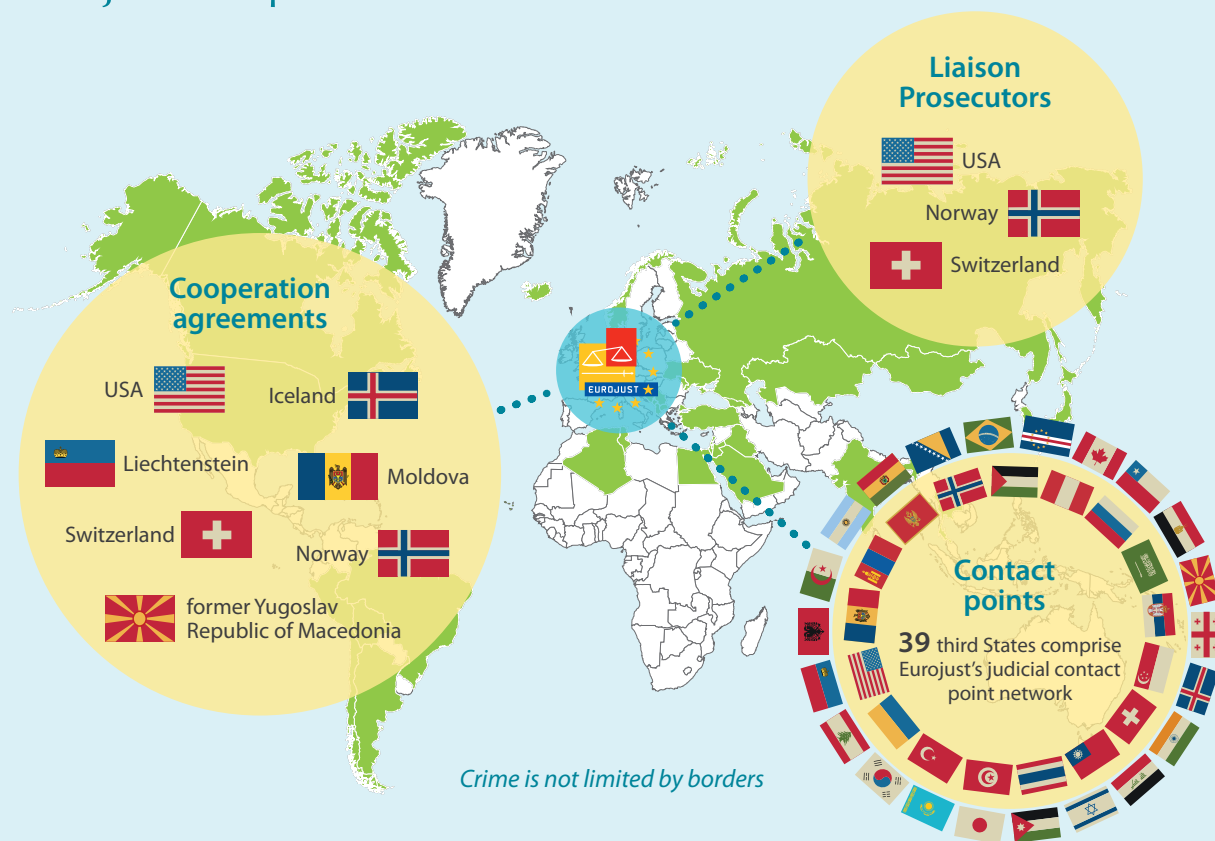
de l'Europe et Europol. Pendant les sessions ouvertes du séminaire, des représentants du secteur privé étaient également présents.

Le séminaire a été conduit dans un esprit de bonne coopération et a montré la volonté de tous les participants de travailler ensemble pour améliorer la coopération judiciaire entre les Etats membres et les Etats-Unis. C'est pourquoi l'accent a été mis sur l'accroissement de la confiance et de la compréhension du système judiciaire de chacun, et sur le potentiel de coopération, tout en restant conscient des limites placées par le cadre juridique applicable et les ressources disponibles.

Une des priorités du séminaire était de fournir une vue d'ensemble étendue des possibilités, des exigences et des limites dans la conservation et le recueil des données électroniques, et de s'assurer de leur recevabilité dans les procédures criminelles. D'autres sujets débattus en profondeur étaient la confiscation, le recouvrement et le partage des avoirs, la coopération dans les procédures d'extradition et le statut d'application de l'accord sur l'entraide judiciaire UE-Etats-Unis, en particulier concernant l'obtention d'informations bancaires selon l'article 4 et la mise en place d'ECE selon l'article 5 de l'accord susmentionné. Les praticiens représentant les Etats-Unis ont fourni des informations précieuses et du matériel concernant les aspects pratiques et les exigences juridiques pour différentes formes d'entraide judiciaire et de demandes d'extraditions vers les Etats-Unis, et leurs homologues européens firent de même.

Le séminaire s'est conclu avec la mise en perspective des recommandations à prendre en compte pour les Etats membres et les Etats-Unis afin d'améliorer la coopération judiciaire et de faire face aux différents problèmes identifiés au sein de celle-ci, comme l'organisation d'ateliers qui pourraient être soutenus par Eurojust, suivant la disponibilité du budget et des ressources.

## Eurojust cooperation with third States



terrorisme et l'immigration illégale font à présent également partie des principaux types de criminalité impliquant des Etats tiers par rapport à 2014.

Les Etats tiers étaient représentés à 67 réunions de coordination organisées par Eurojust, par rapport à une représentation dans 41 réunions de coordination l'année dernière. Les Etats tiers présents aux réunions de

coordination Eurojust étaient la Suisse (19), suivie des Etats-Unis et de la Norvège (14 chacun), et l'Ukraine (6). La Suisse (2), la Norvège (1) et l'Ukraine (1) étaient impliqués dans deux centres de coordination à Eurojust. Les Etats tiers impliqués dans des ECE étaient la Norvège (3), la Moldavie et la Serbie (2 chacune), ainsi que l'Australie, la Bosnie-Herzégovine, la Suisse, l'Ukraine et les Etats-Unis.

### **Dossiers opérationnels**

Le soutien d'Eurojust a été requis dans un dossier espagnol de blanchiment d'argent affectant au moins 11 Etats membres et plusieurs Etats tiers. Les autorités espagnoles soupçonnaient une OC de blanchir une somme significative d'argent par le biais d'investissements immobiliers dans la Costa del Sol (Malaga, Espagne). Les paiements étaient canalisés par la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Irlande, la Pologne et le Royaume-Uni, ainsi que par la Suisse, les Etats-Unis et Gibraltar. L'OC était également soupçonnée de donner des pots de vin aux autorités locales espagnoles en faisant des paiements illégaux pour obtenir des permis de construire (infractions d'abus dans l'exercice de fonctions officielles et délits de corruption). Au moment de l'ouverture du dossier en avril 2013, l'ancien chef soupçonné et financeur de l'OC avait été jugé et condamné aux Etats-Unis pour blanchiment d'argent, et l'enquête espagnole s'était penchée sur ses successeurs et d'autres parties impliquées.

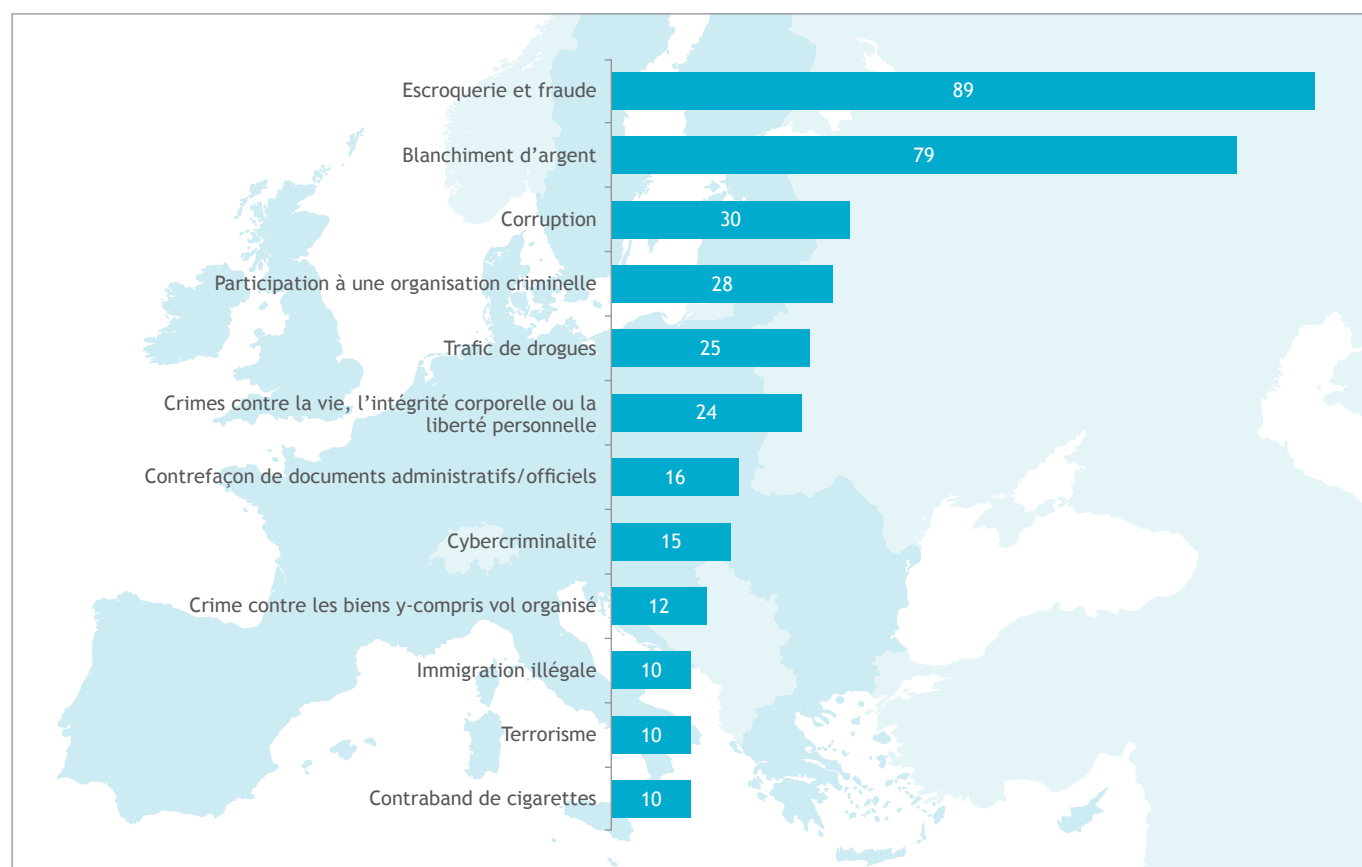
Une réunion de coordination a été tenue en juillet 2013, qui confirma que l'enquête était bien liée à des activités similaires dans plusieurs pays, et a souligné qu'une enquête était en cours en Belgique, relative à l'ancien chef et à ses complices. Le recouvrement des avoirs a été avancé comme l'un des objectifs principaux de l'enquête. Les participants ont mis l'accent sur le cadre juridique national applicable à cette infraction.

Comme dans plusieurs autres Etats membres, le dossier espagnol dépendait de la détermination d'une infraction principale pour le blanchiment d'argent, requérant un besoin d'éléments de preuve supplémentaires des autres Etats participants. Eurojust a facilité la transmission de demandes d'entraide judiciaire espagnole à plusieurs Etats membres et à la Suisse. Prenant en compte le fait que l'enquête espagnole était liée au blanchiment d'argent commis en Espagne, une situation *ne bis in idem* fut débattue, mais pas considérée comme un risque majeur.

L'enquête était liée à un dossier britannique enregistré en 2013, et par conséquent, une réunion de coordination commune relative à la même OC fut tenue en mars 2014. Une potentielle ECE entre l'Espagne et le Royaume-Uni fut considérée mais pas jugée appropriée à ce moment-là, car l'accent était mis sur la liaison directe et une entraide judiciaire « ciblée ». En soutien des dossiers espagnols, les autorités belges se sont mises d'accord pour partager avec leurs homologues espagnols toute décision disponible de la Cour belge rendues contre l'ancien chef de l'OC.

En 2015, des enquêtes sur les pratiques illégales de l'OC avaient été ouvertes dans un nombre d'Etats, et plusieurs demandes d'entraide judiciaire avaient été émises par les autorités espagnoles. En préparation des réunions de coordination en février 2015, Eurojust a fait une analyse de toutes les demandes d'entraide judiciaire en suspens, simplifiant ainsi la discussion sur l'état de leur exécution dans les Etats participants et menant à un échange important d'informations. A cette étape du dossier, le problème du *ne bis in idem* fut de nouveau soulevé. Les participants se sont mis d'accord qu'une copie de l'accusation préparée en conclusion de l'enquête belge serait envoyée aux autorités espagnoles pour éviter un problème *ne bis in idem* ultérieurement. L'assistance d'Eurojust, sous le couvert de l'article 40 de la décision Eurojust, a été requise pour faire avancer l'exécution rapide d'une demande d'entraide judiciaire espagnole vers Gibraltar, qui est une juridiction autonome. Europol était impliquée tout au long du dossier et a soutenu les procédures judiciaires en cours en fournissant à tous les états impliqués un rapport détaillé liant les dossiers dans plusieurs Etats.

Le dossier était en cours en 2015.



### Dossiers opérationnels

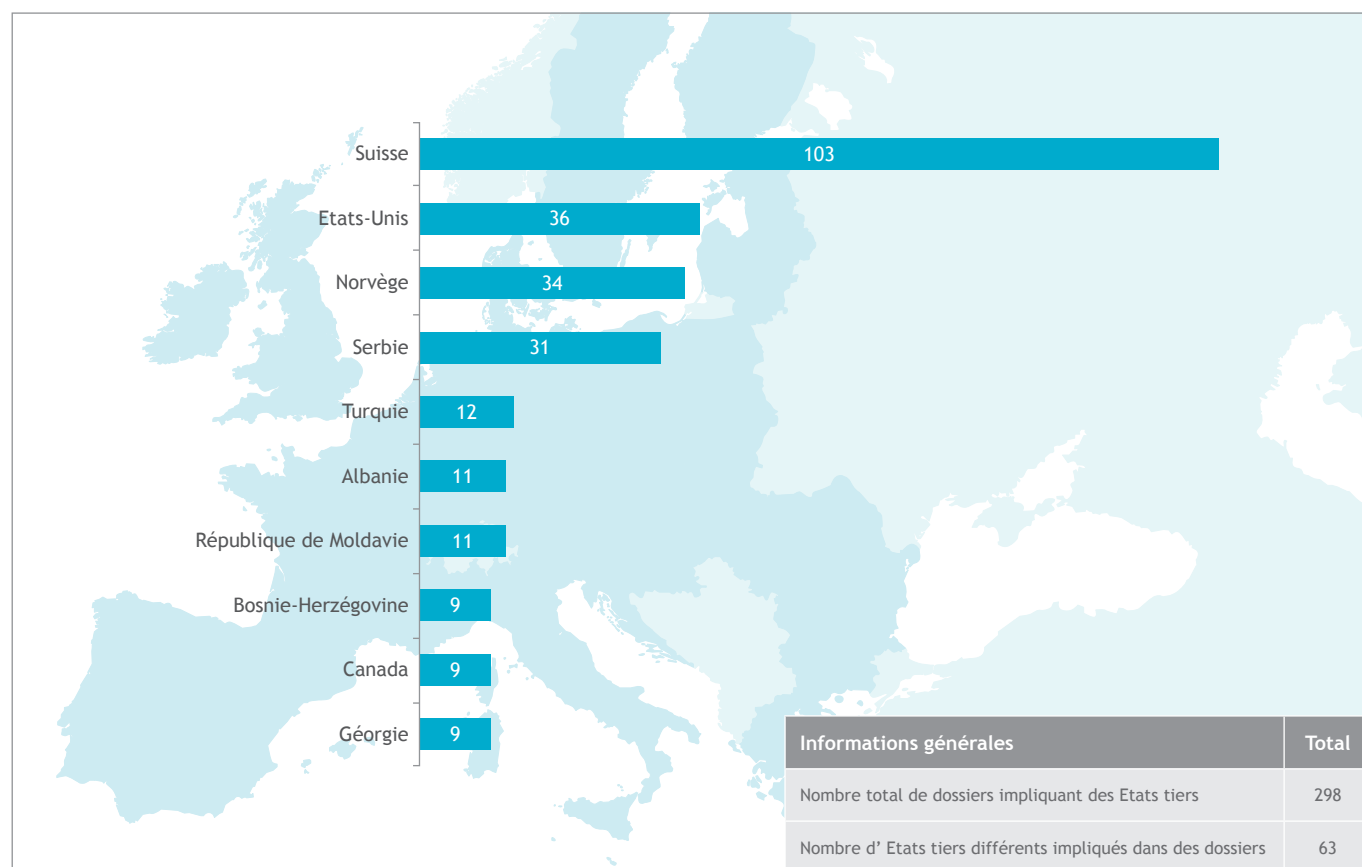
En décembre 2014, les autorités françaises ont demandé l'assistance d'Eurojust pour démanteler une OC basée en Bosnie-Herzégovine (BiH), avec des connexions en Autriche et en France. L'OC, dirigée par un chef de clan et ses trois fils, était engagée dans de la TEH impliquant des mineurs, exploitant ses victimes en les forçant à commettre des vols, principalement dans les transports en commun parisiens. L'OC, active depuis au moins 2012, était également soupçonnée de commerce de drogues, de trafic de véhicules volés et de blanchiment d'argent, avec des profits estimés à plus de 2 million d'Euros. Les recettes étaient renvoyées en BiH et étaient utilisées pour acheter des véhicules de luxe et des propriétés.

Deux réunions de coordination ont été établies à La Haye et Sarajevo, respectivement, facilitant l'échange d'informations entre la France et la BiH, évitant ainsi le lancement d'enquêtes parallèles en Autriche. Pour faire avancer les enquêtes en France et en BiH, la toute première ECE entre un Etat membre et la BiH a été établie. L'ECE a servi à simplifier l'implication d'enquêteurs d'un Etat dans les enquêtes poursuivies par l'autre.

Par le biais de l'ECE, les Etats participants purent synchroniser leurs opérations, en particulier durant la phase d'arrestations, et purent éviter la perte d'informations, ainsi que la fuite possible des suspects. La coopération de l'ECE a également fait avancer le recueil des éléments de preuve à utiliser dans les procédures judiciaires et la saisie et confiscation de biens en France ainsi qu'en BiH.

La coopération étroite entre les autorités judiciaires, la police, les NGO, UNODC, les institutions chargées de la protection juridique des mineurs et Eurojust tout au long du dossier démontre que la coopération judiciaire internationale avec les Etats tiers apporte des résultats positifs, même dans des cas de formes d'OC avancées et complexes. En définitive, une journée d'opérations communes établie en France et en BiH en juillet 2015 a mené de l'OC.





### Les procureurs de liaison détachés à Eurojust

La présence de procureurs de liaison détachés à Eurojust et leur implication dans les dossiers a permis de favoriser l'identification des points de contact pertinents dans leur Etat d'origine, et de faciliter la coopération judiciaire entre les autorités compétentes des Etats membres impliqués et les Etats tiers.

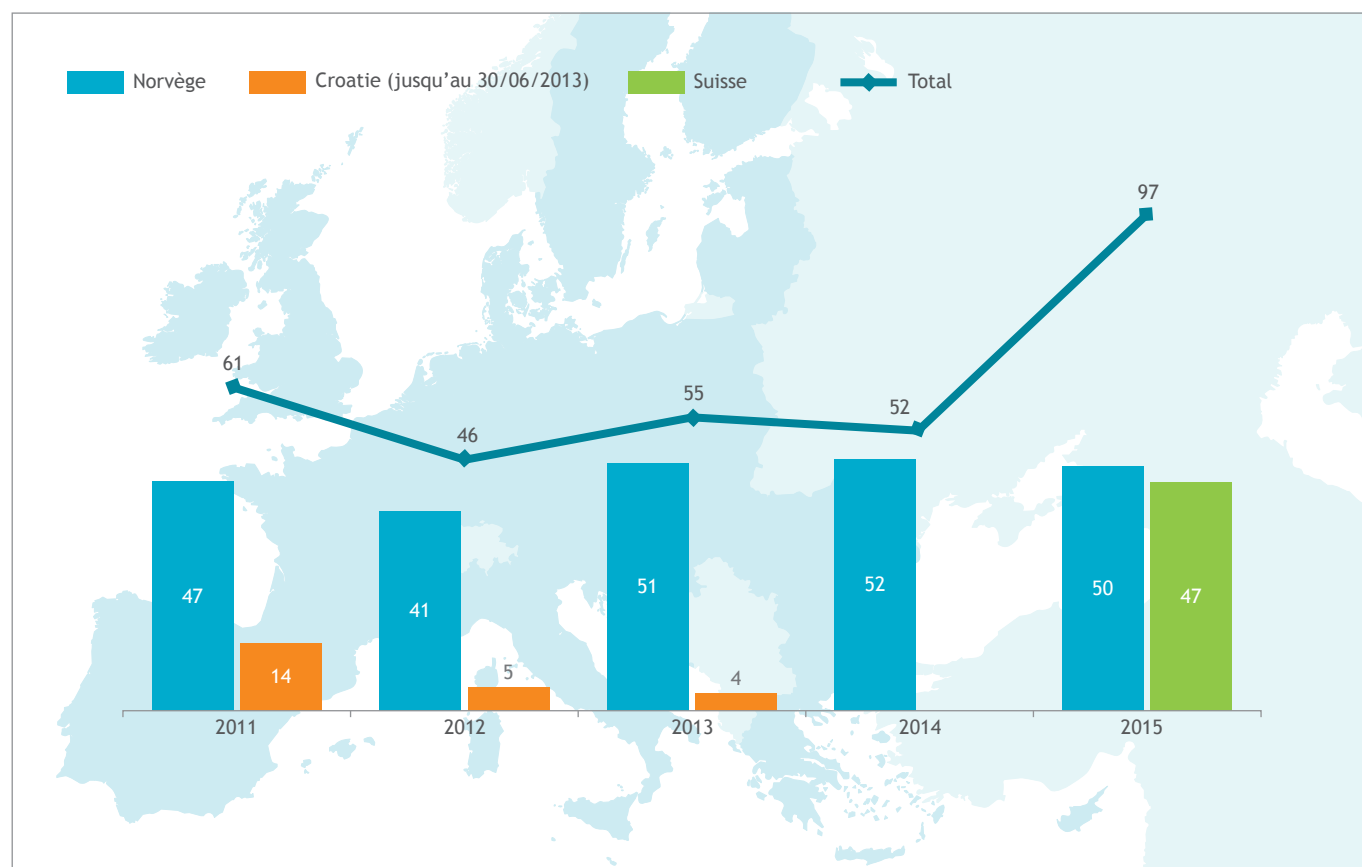
Eurojust a trois procureurs de liaison, détachés de Norvège, des Etats-Unis, et depuis mars, de la Suisse.

Suite à la visite de l'Honorable Mme Loretta Lynch, Procureur général des Etats-Unis, et de l'annonce du détachement d'un procureur américain chargé des affaires de cybercriminalité, de la division criminelle du ministère américain de la justice à Eurojust, un procureur américain chargé des affaires de cybercriminalité a été nommé en novembre pour prendre ses fonctions en janvier 2016.

Le procureur de liaison pour la Norvège a enregistré 50 dossiers, traitant principalement de trafic de drogues et d'implication dans une OC. Les Etats membres les plus fréquemment impliqués dans ces enquêtes étaient la Pologne, la Lituanie, l'Espagne et la France. Le procureur de liaison pour la Suisse a enregistré 47 dossiers, traitant principalement d'escroquerie et de fraude,



de blanchiment d'argent, de corruption, d'infractions portant atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle et à la liberté de la personne et de trafic de drogues. Les Etats membres les plus fréquemment impliqués dans ces enquêtes étaient l'Espagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Le procureur de liaison pour la Suisse a organisé deux réunions de coordination et en a co-organisé une; le procureur de liaison pour la Norvège a quant à lui organisé deux réunions de coordination.



### Les points de contact Eurojust dans les Etats tiers

La nomination des points de contact Eurojust dans les Etats tiers est un autre outil fréquemment utilisé pour améliorer la coopération entre les Etats membres et les Etats tiers, les contacts étant facilités au travers d'Eurojust.

En 2015, Eurojust a continué d'étendre son réseau international de points de contact en ajoutant des points de contact en Algérie, Chili, Irak, Jordanie, Liban, dans les Autorités palestiniennes et en Arabie Saoudite.

Aujourd'hui, un nombre total de 39 Etats tiers ont des points de contact Eurojust.

### Soutien aux projets extérieurs

Eurojust a continué d'offrir son soutien aux initiatives dans les Balkans occidentaux, comme les projets susmentionnés, (voir chapitre 2) concernant l'immigration illégale et la TEH, y compris le projet 2014 d'Instrument d'Aide de Préadhésion, financé par l'UE, *La coopération internationale dans la justice criminelle: le réseau des procureurs des Balkans occidentaux*.

# L'enquête de l'année : Opération Vertigo

Un dossier typique de fraude transfrontalière aurait tendance à suivre des lignes géographiques logiques et pourrait par exemple se concentrer sur un groupe linguistique particulier. L'opération 'Vertigo' n'a pas suivi de schéma typique. Son échelle et sa complexité en ont fait une affaire d'exception.

Dans ce dossier de fraude de type carrousel, l'OC derrière l'activité criminelle utilisait une infrastructure sophistiquée (sociétés tampon, opérateurs défaillants, compagnies fonctionnant comme 'plateformes de paiement alternatives' pour faciliter le blanchiment d'argent et les transferts de produits du crime) étendue sur plusieurs Etats membres et un nombre d'Etats tiers, escroquant ainsi des citoyens de l'UE d'environ 320 million d'euros en recettes fiscales.

Plusieurs réunions de coordination, initiées par le Bureau allemand à Eurojust, ont été organisées à Eurojust entre novembre 2013 et octobre 2015. La République tchèque, l'Allemagne, la Pologne et les Pays-Bas ont établi une ECE, financée en partie par Eurojust. Eurojust et Europol ont fait preuve d'une solide collaboration dès le début de l'enquête. Europol a fourni un vaste soutien analytique et le partage d'informations.

Un centre de coordination établi à Eurojust a coordonné la réponse judiciaire et offert son soutien à la **première journée d'opérations communes** en 2015, dont l'objectif était de démanteler une des branches de l'OC. Par conséquent, neuf suspects ont été arrêtés et 26 locaux dans les Etats membres participants ont été perquisitionnés.

La **seconde journée d'opérations communes** a mené à l'arrestation de 14 suspects, y compris quelques organisateurs présumés, et à plus de 40 perquisitions. En parallèle, les autorités allemandes, tchèques et polonaises ont effectué des arrestations et perquisitions sur la base de mandats nationaux dans le cadre de leurs propres enquêtes nationales.

La **troisième journée d'opérations communes** s'est concentrée sur des perquisitions et des interrogatoires de suspects et de témoins identifiés principalement sur la base d'éléments de preuve recueillis lors des journées d'opérations communes précédentes. Plus de 49 perquisitions et 27 auditions de témoins et suspects ont été effectuées en Belgique, République tchèque, Danemark, France, Allemagne, Italie, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, République slovaque, Espagne, Suède et Royaume-Uni.

Europol a déployé un bureau mobile dans chacun des trois centres de coordination Eurojust, ce qui permet l'accès direct aux bases de données Europol pour le recoupement et l'analyse des données et a facilité l'échange d'informations en temps réel. Eurojust a facilité le traitement des demandes d'entraide judiciaire, MAE, perquisitions, saisies et audiences sur le terrain.



## Questions pratiques et juridiques :

- ▶ Le défi clé était le *modus operandi* de cette OC, en particulier la manière dans laquelle l'OC gérait les paiements, en utilisant des soi-disant plateformes de paiement alternatives pour faciliter les transferts de produits du crime et le blanchiment d'argent associé à ceux-ci. La méthode permettait à l'OC d'étendre ses activités dans le monde entier, par exemple en plaçant l'outil de gestion des paiements dans un pays donné tandis que le compte en banque de la plateforme de paiement alternative était située dans un autre pays. De plus, les organisateurs de cette fraude pouvaient résider n'importe où, sans être limités par les activités criminelles en cours, signifiant que n'importe quelle action de la part des autorités d'enquête exigerait que celles-ci traversent la frontière de leur propre juridiction, nécessitant ainsi une coopération internationale.
- ▶ La taille des enquêtes a également nécessité une coopération transfrontalière. En Allemagne seulement, plus de 500 requêtes d'entraide judiciaire furent émises.
- ▶ A cause du champ étendu des activités criminelles, plusieurs enquêtes ont été initiées dans les Etats affectés. Afin de faciliter et de coordonner une coopération judiciaire efficace, il était nécessaire que toutes les enquêtes parallèles soient identifiées.

## Leçons apprises :

- ▶ En dépit des liens découverts vers plusieurs Etats membres, une décision a été prise de concentrer le dossier Eurojust sur les principaux Etats impliqués. L'efficacité d'une ECE dynamique composée de seulement quatre Etats membres était considérée comme plus importante que l'établissement d'une ECE plus large mais peut-être moins souple.

- ▶ La centralisation de l'entraide judiciaire et des demandes faites parmi les partenaires de l'ECE par le biais d'Eurojust a été faite seulement dans le cas des demandes à exécuter durant les journées d'opérations. Les dossiers futurs pourront profiter de la canalisation de toutes demandes comme celles-ci, y compris les demandes de suivi, par le biais d'Eurojust.
- ▶ Pour préparer une journée d'opérations, une réunion de coordination a été tenue à Eurojust six semaines avant la date envisagée. Au moins un mois avant cette réunion de coordination, des notifications sur les cibles ou, si possible, sur les projets de demandes d'entraide judiciaire et d'ECE ont été distribuées par le biais des Bureaux Nationaux des pays impliqués, dans le but de recueillir et de vérifier les données concernant les cibles avant d'émettre une ordonnance judiciaire. De cette manière, une exécution plus rapide des demandes d'entraide judiciaire peut être faite et assez de temps peut être alloué à la préparation des demandes finales d'entraide judiciaire et aux traductions nécessaires, ainsi qu'à l'exécution des demandes durant la journée d'opérations.
- ▶ Trois centres de coordination ont été nécessaires à cause de l'importance du dossier et des nombreuses actions qui devaient être menées. Ces centres ont permis à chaque fois aux autorités nationales de concentrer leurs efforts sur certains des auteurs ou sur certains types de mesures.
- ▶ Pendant les centres de coordination à Eurojust, une communication directe sans avoir d'abord passer par les Bureaux nationaux respectifs (par exemple, les autorités néerlandaises communiquant directement avec le représentant du bureau Eurojust allemand ou espagnol et vice-versa) a très bien fonctionné, et a rendu possible le traitement d'un grand nombre de mesures de suivi dans des délais très courts.
- ▶ La communication et le suivi des demandes d'entraide judiciaire par le biais du bureau national Eurojust a libéré les autorités nationales d'un lourd fardeau.
- ▶ établir des liens entre des enquêtes allemandes, polonaises, tchèques et néerlandaises. Cette collaboration, avec l'aide et la coordination d'Eurojust et d'Europol ont été des facteurs clés dans la formation de l'ECE.
- ▶ Si tous les Etats participant à l'ECE avaient déjà eu recours à cet outil de coordination judiciaire dans des dossiers à plus petite échelle, le dossier actuel a convaincu les participants à l'ECE que des dossiers à grande échelle pouvaient également être traités plus efficacement par le biais d'ECE..
- ▶ Un formulaire a été créé, utilisé parmi les membres de l'ECE pour suivre les demandes et les éléments de preuve échangés.
- ▶ Tandis que les centres de coordination Eurojust à ce jour ont offert un service complémentaire aux efforts de coordination nationale pendant les journées d'opérations, les centres de coordination établis dans ce dossier étaient les seuls points de coordination des actions dans les principaux Etats participants. Ce dossier a démontré qu'Eurojust peut effectuer l'éventail complet des tâches qu'impliquent une journée d'opération multilatérale à grande échelle. La participation active des autorités nationales a assuré la circulation fluide des informations entre le centre de coordination Eurojust et les autorités responsables pour exécuter les actions.
- ▶ La présence à Eurojust d'autorités nationales des pays participant aux journées d'opérations communes, travaillant ensemble avec le personnel d'Eurojust dans une pièce, assure la mise en commun immédiate des informations, ce qui permet des réponses judiciaires rapides à des éléments de preuve/renseignements nouveaux ou émergents (par exemple, nouvelles décisions de gel, perquisitions), solutions rapides à des problèmes pratiques et conclusions venant de toutes les parties.
- ▶ Le processus de collecte des leçons apprises au long du cycle de vie d'une enquête aide de manière significative à améliorer la coopération et à faciliter la réponse judiciaire parmi les partenaires identifiés. Avoir collecté ces informations sera également utile à l'évaluation finale de l'enquête Eurojust, dont les résultats pourront être utilisés dans de futures enquêtes d'une taille et d'une échelle similaire.

## Bonne pratique :

- ▶ L'implication précoce d'Eurojust assure que les autorités compétentes dans l'exécution des demandes d'entraide judiciaire soient identifiées à un stade précoce et qu'un contact direct soit établi avec ces autorités. Par exemple, une collaboration étroite avec la police à Chypre pendant la première journée d'opérations communes a permis de déterminer le véritable lieu de résidence d'un suspect principal et de procéder à son arrestation sur la base d'un MAE.
- ▶ Pour préparer une journée d'opérations communes, une réunion de coordination à Eurojust devrait être tenue au moins six semaines avant la date envisagée.
- ▶ Une collaboration étroite entre toutes les parties impliquées à un stade précoce, est un facteur important de succès dans les enquêtes. Par exemple, Europol a pu

Les procureurs polonais, néerlandais et allemands chargés du dossier ont commenté sur la troisième journée d'opérations communes en novembre 2015 :

*« Alors que nous sommes encore occupés à rassembler et évaluer le résultat des nombreuses mesures procédurales menées pendant la journée d'opérations, nous pouvons d'ores et déjà dire que l'opération a connu un grand succès, rendu possible seulement par les contributions remarquables de tous les participants. Cela prouve que travailler ensemble dans une ECE avec le soutien d'Eurojust et Europol et les autorités nationales nous donne un avantage dans la lutte internationale permanente contre la fraude de type MTIC. »*





Défis et bonne pratique

A travers ses dossiers opérationnels et son travail stratégique, Eurojust contribue à l'identification des défis et des bonnes pratiques dans différents domaines de la coopération judiciaire dans les affaires criminelles. En 2015, Eurojust s'est concentré sur trois domaines : conflits de compétence, conservation des données et livraisons surveillées.

Les conflits de compétence étaient une priorité pour la présidence de l'UE dans le cadre de la 9<sup>ème</sup> réunion du Forum consultatif des procureurs généraux et des directeurs du Parquet des Etats membres (Forum Consultatif). Eurojust a donné son opinion dans les réflexions en se basant sur les expériences opérationnelles et les leçons apprises.

## 3.1 Conflits de compétence

Eurojust a continué à soutenir les praticiens nationaux dans les dossiers concernant la prévention et la résolution des conflits de compétence. Comme dans les années précédentes, la majorité des dossiers ont été réglés de façon informelle plutôt qu'à travers l'usage des pouvoirs conformes aux articles 6 et 7 de la décision Eurojust. En 2015, aucune recommandation formelle n'était faite par le collège conformément à l'article 7 de la décision Eurojust, mais l'usage de l'article 6(a)(ii) de la Décision Eurojust par les Bureaux Nationaux a considérablement augmenté, avec 34 demandes émises en 2015 par rapport à 12 en 2014. Le bureau hongrois a fait le plus grand nombre de demandes, suivi par le Bureau espagnol. Le bureau allemand a reçu le plus grand nombre de demandes, suivi par les Bureaux autrichien, français et britannique.

Les réunions Eurojust de niveau II, les réunions de coordination et les ECE sont considérés comme des outils cruciaux dans les conflits de compétence. Ils facilitent l'échange précoce et efficace des informations et aident à identifier et/ou coordonner les procédures parallèles possibles, à détecter les liens avec des dossiers dans d'autres Etats membres, à éviter les conflits de compétence, et à s'accorder sur le transfert des procédures et/ou éviter *ne bis in idem*.

Un des défis principaux liés aux conflits de compétence est la détection précoce des procédures parallèles. A cet égard, l'article 13(7)(a) de la décision Eurojust, qui impose aux autorités nationales le devoir d'informer Eurojust des dossiers dans lesquels des conflits de compétence ont émergé ou sont susceptibles d'émerger, joue un rôle crucial. Malheureusement, le nombre de notifications sous l'article 13(7)(a) suggère que cette disposition est encore sous utilisée. Même si le nombre de notifications sur la base de l'article 13(7)(a) de la décision Eurojust a augmenté depuis 2011, le nombre réel des notifications en 2015, c'est à dire 35, reste bas. De plus, ces 35 notifications émanent de seulement cinq Etats membres : la Hongrie (21 notifications), l'Espagne (11 notifications), la Belgique, les Pays-Bas et la Finlande (une notification chacun).

La résiliation de la directive sur la conservation des données de 2006 par le CJUE en avril 2014 a nécessité d'analyser l'impact de ce jugement sur la législation nationale des Etats membres ainsi que d'identifier les difficultés qui en résultaient en matière de prévention, de détection d'enquêtes et de poursuites de la grande criminalité et de la coopération judiciaire liée à celle-ci. Eurojust a soutenu une telle évaluation de l'impact au vu de la conservation des données.

Le Collège d'Eurojust a choisi de tenir une discussion thématique sur les livraisons contrôlées, en tenant en compte les défis observés dans les dossiers d'Eurojust dans ce domaine.

Les conflits de compétence étaient le thème de discussion lors du séminaire stratégique Eurojust de juin 2015, Les [conflits de compétence, le transfert des procédures et ne bis in idem : Succès, Faiblesses et Solutions](#). Le rapport a été publié en tant que doc. 14172/15 du Conseil et disponible sur le [site Eurojust](#). Le rapport a également été débattu lors de la 9<sup>ème</sup> réunion du Forum consultatif (voir section 5.4). Durant ces réunions, les praticiens nationaux, les membres du Forum et les représentants Eurojust ont débattu des problèmes rencontrés et des solutions à apporter, concernant quatre questions : procédures parallèles, critères de détermination de quelle juridiction devrait poursuivre, transfert des procédures.

**Procédures parallèles:** les participants ont conclu que des problèmes comme la duplication du travail, le gaspillage des ressources et les problèmes *ne bis in idem* peuvent arriver si les procédures parallèles ne sont pas identifiées assez tôt et/ou si elles ne sont pas coordonnées. Les solutions pour améliorer l'identification précoce incluent une communication plus grande entre les autorités compétentes, une augmentation de la sensibilisation de la responsabilité des autorités nationales d'informer Eurojust dans les cas de conflits de compétence (Article 13(7)(a) de la Décision Eurojust ), et également, peut-être, à long terme, la création de bases de données nationales centralisées des enquêtes en cours et un système pour connecter ces bases de données au niveau de l'UE. Les réunions de coordination et les ECE étaient considérées comme d'excellents outils pour coordonner les procédures parallèles.

**Critères de décision de la meilleure localisation des poursuites:** Les participants ont souligné que la plupart des Etats membres ont établi des critères généraux dans leurs législations internes, mais très peu en ont établi afin d'identifier la juridiction la plus à même d'engager des poursuites dans des dossiers en cas de conflits de compétence dans un contexte transfrontalier. Les Lignes *directrices définies par Eurojust afin d'identifier la juridiction la plus à même d'engager des poursuites* sont considérées comme un outil très pratique, mais elles pourraient être encore plus complètes



en incluant des exemples ou en stipulant des critères supplémentaires pour refléter les développements récents dans la justice criminelle de l'UE. Les participants ont débattu du fait que pour assurer la souplesse et l'adaptabilité à différents cas, les critères ne devraient pas être classés.

**Transfert des procédures :** Le point de vue le plus répandu chez les participants était que beaucoup de difficultés existent, comme le manque d'une base juridique, manque d'informations sur le suivi du dossier, manque d'échéances, problèmes de traduction et problèmes d'éléments de preuve. Un contact précoce, une coopération active, une évaluation précoce de la validité des éléments de preuve à transférer et la traduction de résumés des dossiers à un stade précoce sont considérés comme des exemples de bonnes pratiques. Un nouvel instrument juridique de l'UE sur le transfert des procédures, comme par exemple, des critères pour la prise en charge de la procédure, motifs de rejet, problèmes techniques comme la traduction, contenu minimum de la demande et des échéances, pourraient venir à bout des obstacles actuels.

**Ne bis in idem :** Les participants ont déclaré que la notion de « mêmes faits » et la question de savoir quand un dossier a fait l'objet d'un « jugement définitif » mènera encore à des problèmes et à des interprétations différentes. Plusieurs participants ont souligné l'importance d'une formation plus avancée et d'une sensibilisation et ont suggéré l'accès à une compilation des jurisprudences actuelles (CJUE et tribunaux nationaux), incluant des résumés ainsi qu'un récapitulatif des législations nationales et d'autres informations pertinentes.

En préparation du séminaire et de la réunion du Forum consultatif, le Collège d'Eurojust a tenu une discussion thématique et produit le [\*Rapport sur les dossiers traités par Eurojust dans le domaine de la prévention et de la résolution des conflits de compétence\*](#) recouvrant la période 2009-2014, portant sur les quatre problèmes précédemment cités, à la lumière des dossiers traités par Eurojust, publié comme document du Conseil doc. 9474/15 et disponible sur le [site Eurojust](#).

### **Dossier opérationnel**

Le soutien d'Eurojust dans un dossier de vol de véhicule en 2015 illustre la complexité des dossiers OPC. Alors qu'il ne concernait qu'un seul suspect, qui en louant des véhicules dans un Etat membre et les vendant à des complices dans un autre Etat membre, commettait des infractions relativement mineures à chaque occasion, le dossier donne l'exemple que le nombre total d'infractions commises peut être significatif, et que la mobilité des délinquants peut causer des obstacles juridiques et des défis à la coopération judiciaire.

Un tribunal bulgare a sollicité l'assistance d'Eurojust concernant un conflit de compétence complexe et un potentiel problème *ne bis in idem*. Le tribunal faisait face à deux MAE en concours concernant un citoyen italien soupçonné d'être impliqué dans des vols de voiture. Les mandats étaient émis par la Pologne et la Roumanie respectivement. En même temps, le suspect faisait l'objet d'une enquête criminelle pour de mêmes infractions en Bulgarie, où il se trouvait en détention, ayant été rendu à la Bulgarie par les autorités tchèques par l'exécution d'un MAE bulgare. Le suspect avait informé les autorités bulgares qu'il avait été condamné pour les mêmes infractions ou des infractions similaires en Hongrie et en République tchèque et avait purgé des peines de prison dans les deux pays.

Le Bureau bulgare à Eurojust a invité les Bureaux nationaux tchèques, hongrois, polonais et roumains à une réunion de niveau II pour partager des informations sur cette situation juridique complexe et pour déterminer de la marche à suivre. Les autorités bulgares étaient au courant que l'infraction citée dans le MAE polonais correspondait à une des sept infractions énumérées dans le MAE roumain. Suite à cette réunion, les autorités tchèques et hongroises ont pu informer le Bureau bulgare que les infractions pour lesquelles le suspect avait été condamné en République tchèque et en Hongrie correspondaient à quelques-unes des infractions présumées dans le MAE roumain

Etablir le recoupement exact des infractions était compliqué car, dans beaucoup de systèmes juridiques, plusieurs faits de vol peuvent être considérées comme une infraction continue et par là même, comme une seule infraction. L'échange d'informations amorcé à la réunion a souligné d'autant plus l'intérêt particulier des autorités roumaines dans la poursuite du dossier, puisque le suspect travaillait avec des complices situés en Roumanie, qui faisaient l'objet d'une enquête roumaine.

Un résultat possible a d'abord été trouvé dans la modification du MAE roumain pour inclure seulement ces infractions qui n'avaient pas fait partie des enquêtes tchèques et hongroises et qui auraient causé une situation *ne bis in idem* dans l'éventualité où le suspect ferait l'objet de procédures roumaines pour les





mêmes infractions. De plus, l'on a demandé aux autorités roumaines de demander la remise temporaire du suspect, à cause de l'enquête bulgare en cours et d'un intérêt de poursuite du suspect pour des infractions présumées en Bulgarie.

Une autre demande a été faite aux autorités polonaises de retirer leur MAE, sur la base de l'argument que l'infraction pour laquelle le suspect était recherché était incluse dans le MAE roumain. L'on a donné préférence à l'exécution du MAE roumain, à cause du nombre des infractions commises en Roumanie, et parce que le MAE roumain précédait le MAE polonais.

Cependant, comme le MAE roumain ne pouvait pas être modifié, le tribunal Bulgare a promptement jugé le suspect. Le suspect a été condamné, et l'exécution de la sentence reportée de cinq ans, permettant ainsi au tribunal bulgare d'exécuter le MAE roumain ultérieurement. La base de la remise à la Roumanie était limitée aux infractions pour lesquelles le suspect n'avait pas été condamné précédemment. Le soutien et les efforts de liaison d'Eurojust, ainsi que l'usage efficace des réunions de niveau II comme outil opérationnel, ont contribué au résultat positif du dossier, qui a été atteint environ un mois après le lancement de l'enquête à Eurojust.

## 3.2 Conservation des données

La directive 2002/58/EC (la Directive des données électroniques) a été conçue pour protéger le droit fondamental et la liberté des personnes à la vie privée en établissant des règles pour le traitement des données de circulation et localisation générées par l'usage de services de communication électroniques par les réseaux et fournisseurs de service. La directive sur les données électroniques reconnaît elle-même le droit des Etats membres à restreindre le champ d'application de tels droits lorsque cela est nécessaire, au sein d'une société démocratique, afin de sauvegarder la sécurité nationale ou pour la prévention, enquête, détection et poursuites d'infractions criminelles.

Dans l'intérêt d'une coordination efficace des enquêtes et poursuites criminelles, la Directive 2006/24/EC sur la conservation des données (la DCD) a cherché à harmoniser les dispositions des Etats membres en relation avec de telles restrictions, en particulier dans le domaine de la conservation et de l'usage des données électroniques. En avril 2014, la CJUE, tout en reconnaissant que la DCD satisfaisait réellement l'objectif d'intérêt général, a déclaré celle-ci invalide ab initio dans *Droits électroniques Irlande Ltd (C-293/12)* sur la base du fait qu'elle dépassait les limites de la proportionnalité et de la nécessité à atteindre cet objectif.

Les réactions des Etats membres à cette résiliation a été variée, certains abrogeant la législation; d'autres la modifiant pour se conformer aux termes du jugement, et d'autres encore concluant que le niveau nécessaire de protection et de proportionnalité était inhérent à leurs propres régimes. Cette variété de réactions a sapé l'objectif d'harmonisation de la DCD et a créé une fragmentation dans les régimes juridiques de conservation des données à travers l'Union

européenne, menant en conséquence à des défis significatifs dans les enquêtes et poursuites de la grande criminalité ainsi que dans la coopération judiciaire en découlant.

Comme les projets de conservation des données sont reconnus comme outils indispensables de détection, prévention enquête et poursuite de la grande criminalité, y compris la criminalité transfrontalière, Eurojust a décidé d'analyser le cadre juridique au sein des différents Etats membres, dans le but d'identifier: (i) les obstacles créés par la résiliation de la DCD et des différents régimes juridiques sur la conservation des données ayant pris naissance en conséquence, (ii) les solutions possibles, les leçons apprises et la bonne pratique dans la confrontation de tels défis, aussi bien au niveau national que transfrontalier, et (iii) les domaines de plus grande coopération et/ou action législative, selon les cas. Dans ce cadre, Eurojust a fait circuler un questionnaire aux Bureaux nationaux, suivi d'une discussion thématique par le Collège. Le résultat de ce travail a été présenté au conseil à la réunion du Groupe de travail sur les affaires générales, incluant l'évaluation (GENVAL) du 29 octobre 2015. La conservation des données était également le sujet d'un [Atelier](#) et de la réunion du Forum consultatif des 10 et 11 décembre.

Les principaux défis identifiés sont liés à la difficulté, ou même à l'impossibilité, d'accès aux informations cruciales par les agences policières dans les enquêtes, aussi bien au niveau national que dans les dossiers transfrontaliers. La divergence dans les régimes de conservation des données (le plus particulièrement dans les périodes de conservation) dans les Etats membres et les Etats tiers amène des difficultés dans les enquêtes transfrontalières/parallèles, dans la résolution de conflits

de compétence (puisque le choix du meilleur forum de poursuite peut être sapé), dans l'efficacité des ECE et dans l'obtention et la recevabilité des éléments de preuve. L'atelier et la réunion du forum consultatif ont révélé une tendance claire vers le soutien de la mise en place d'une obligation européenne de conservation avec des garanties de procédure, des conditions efficaces de

sécurité et d'exactitude des données et une période significative de conservation. Ce soutien a été montré également pour une solution européenne avec un objectif d'harmonisation des cadres de conservation des données parmi les Etats membres, peut-être à travers une nouvelle initiative législative.

### 3.3 Livraisons surveillées

Le 6 octobre 2015, le Collège a tenu une discussion thématique sur les livraisons transfrontalières surveillées, en se concentrant sur le rôle et l'expérience d'Eurojust et sur les moyens d'améliorer la capacité opérationnelle en soutenant les autorités nationales dans ce contexte.

Les difficultés juridiques et pratiques suivantes ont été identifiées sur la base des dossiers Eurojust: (i) les différences dans les législations nationales traitant des livraisons surveillées peuvent avoir des conséquences opérationnelles; (ii) le besoin de traduction des demandes d'entraide judiciaire dans la langue de l'Etat membre exécutant peut causer des délais d'exécution des livraisons surveillées; (iii) l'autorisation d'une livraison surveillée suivant une demande d'entraide judiciaire peut prendre du temps dans l'Etat membre requis dû à des contraintes procédurales; (iv) les difficultés d'identification des autorités nationales compétentes pour l'autorisation d'une livraison surveillée prennent naissance, particulièrement dans ces Etats membres qui n'ont pas nommé d'autorité centrale à contacter dans une telle situation; (v) à réception d'une demande d'entraide judiciaire pour l'autorisation d'une livraison surveillée, certains Etats membres peuvent être dans une situation de lancement (principe de légalité v. principe d'opportunité) de leurs propres enquêtes sur la base des informations reçues par le biais de la demande d'entraide judiciaire, ce qui pourrait conduire à des procédures parallèles dans les Etats membres requérants et requis; et (vi) l'usage combiné des équipements GPS et/ou de mesures de surveillance effectuées par les officiers de police pendant l'exécution d'une livraison surveillée peut faire émerger des problèmes liés à la disponibilité des ressources au niveau pratique et/ou la recevabilité des éléments de preuve d'un point de vue juridique.

La bonne pratique liée à l'implication d'Eurojust dans les livraisons surveillées a été identifiée, comprenant les points suivants: (i) Eurojust devrait être impliqué le plus tôt possible dans la mise en œuvre d'une livraison surveillée transfrontalière, en particulier dans des dossiers multilatéraux complexes; (ii) Eurojust peut offrir son aide dans l'identification des autorités appropriées dans les Etats membres pour l'autorisation et l'exécution d'une livraison surveillée; (iii) l'organisation des réunions de coordination par Eurojust peut être une source de valeur ajoutée dans la préparation des livraisons surveillées, dans un objectif de clarification des exigences juridiques des Etats membres impliqués et d'anticipation de tous

les scénarios possibles qui pourraient prendre place pendant la phase d'exécution; et (iv) les Bureaux nationaux à Eurojust peuvent canaliser la communication et faciliter le flux des informations parmi les autorités nationales tout au long des phases de livraison surveillée, surtout lorsque des Etats tiers sont impliqués.

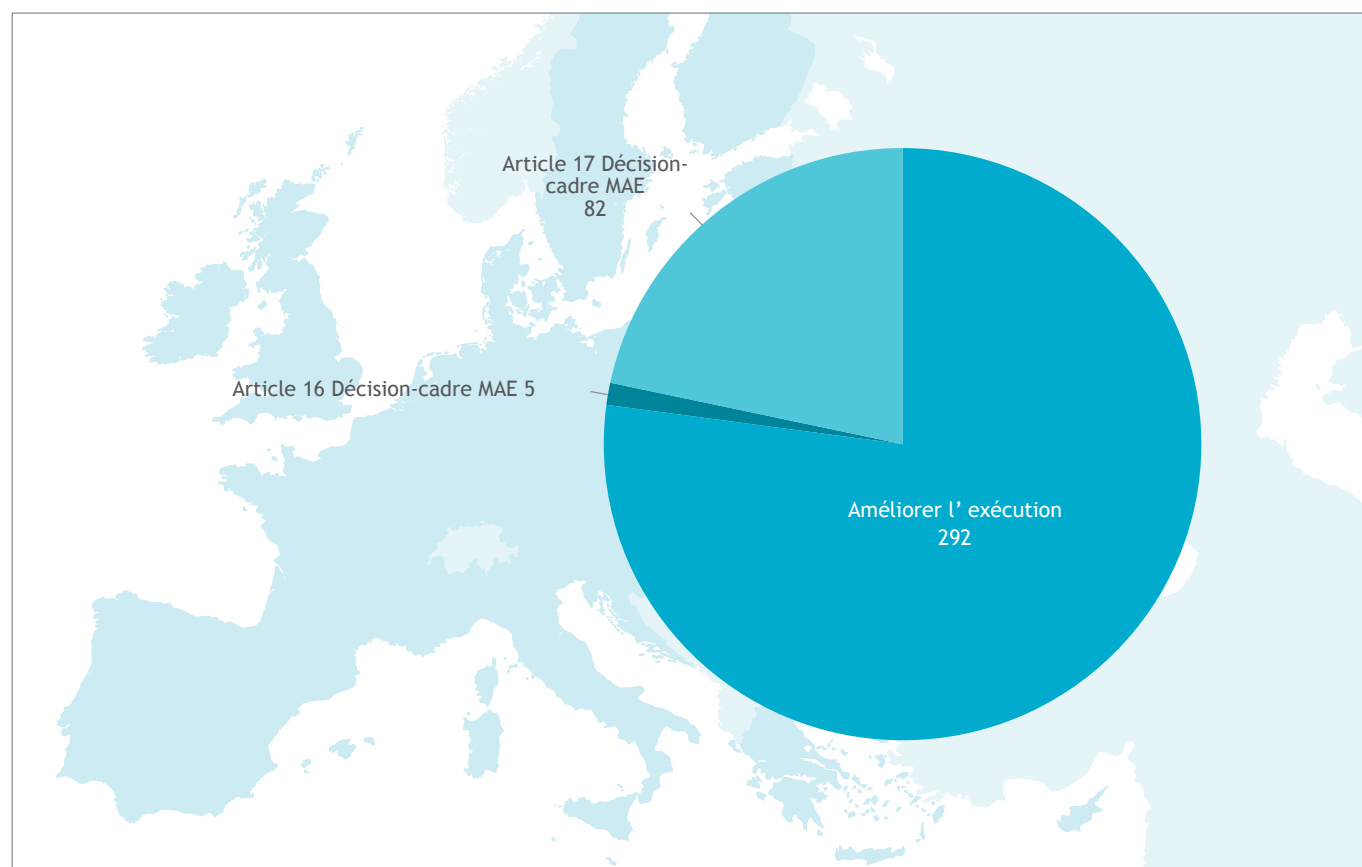
#### *Mandat d'Arrêt Européen*

Eurojust a continué de jouer un rôle crucial dans l'amélioration de l'application d'un MAE. En 2015, 292 dossiers concernant l'amélioration de l'exécution des MAE ont été enregistrés à Eurojust, constituant 13% de tous les dossiers. La Grèce a fait le plus grand nombre de demandes (55), suivie par la Pologne (33) et la France (21). Les Etats les plus requis étaient le Royaume-Uni (36), L'Allemagne (32) et l'Italie (30).

Concernant les MAE en compétition, l'article 16 de la décision du cadre sur les MAE (FD MAE) assure qu'Eurojust puisse être requis par les autorités judiciaires chargées de l'exécution de fournir des conseils sur l'endroit de remise de la personne faisant l'objet d'un MAE émis par deux Etats membres ou plus. Cinq dossiers de ce type ont été ouverts à Eurojust.

Concernant les violations de limites temporelles dans l'exécution des MAE, l'article 17, paragraphe 7, de la FD MAE prévoit que, dans des circonstances exceptionnelles, si un Etat membre ne peut pas observer les limites temporelles prévues par l'article 17, il devra en informer Eurojust et fournir les raisons du délai.

En 2015, 82 violations des limites temporelles ont été enregistrées à Eurojust, dont sept ont nécessité des mesures supplémentaires. Pour la sixième année consécutive, l'Irlande a reporté le plus grand nombre de violations. D'autres dossiers ont été référés par la Bulgarie, la République tchèque, l'Espagne, la Hongrie et le Royaume-Uni.



### *Monnaies virtuelles*

Le Collège a tenu une discussion thématique sur les monnaies virtuelles en janvier 2015. Les défis et difficultés rencontrés lors des enquêtes traitant de monnaies virtuelles ont été présentés, suivi d'un échange de vue parmi les participants. Les problèmes clés évoqués incluaient la qualification juridique des monnaies virtuelles et la pertinence de la saisie des différentes juridictions nationales, les facteurs pour établir la juridiction dans les dossiers traitant de monnaies virtuelles et le besoin possible de n'effacer les données électroniques contenant des monnaies virtuelles qu'en dernier recours, si les juridictions nationales ne prévoient pas de règles pour la saisie de ce type de monnaie.





# Priorité de l'année

Gel des avoirs, confiscation et recouvrement  
des avoirs



Les OC ramassent des profits substantiels de leurs différentes activités criminelles, et les recettes des infractions sont blanchies et réinjectées dans l'économie légale. Priver les délinquants des produits du crime est un élément essentiel dans la perturbation du crime organisé. Dans ce contexte, la confiscation et le recouvrement des avoirs criminels est un moyen très efficace de lutter contre la criminalité organisée. De plus, la confiscation a un effet dissuasif, renforçant la notion que « le crime ne paie pas. »

Malgré le nombre d'instruments juridiques utilisés dans ce domaine, la coopération judiciaire continue d'être entravée par les différences majeures entre les systèmes juridiques nationaux et un manque de règles harmonisées. Les Etats membres font face à de nombreux obstacles dans l'exécution des demandes d'entraide judiciaire, dans l'identification et le gel des produits du crime et dans la reconnaissance des décisions de confiscation des Etats membres, en particulier quand NCBC est impliquée. Par conséquent, les montants recouverts provenant de criminalité organisée sont modestes.

En 2015, Eurojust a soutenu, au niveau opérationnel et au niveau stratégique, une application plus rapide des instruments juridiques de l'UE dans le domaine du gel des avoirs et de la confiscation qui donne effet au principe de reconnaissance mutuelle, incluant la décision-cadre 2003/577/JAI sur l'exécution des décisions de gel des biens ou d'éléments de preuve, la décision-cadre 2006/783/JAI sur l'application de la reconnaissance mutuelle sur les décisions de confiscation, et la Directive 2014/42/EU sur le gel des avoirs et la confiscation des instrumentalités et produits du crime dans l'UE. Ainsi, Eurojust a encouragé la compréhension mutuelle et la coopération parmi les autorités concernées et a en définitive amélioré l'usage des instruments de reconnaissance mutuelle dans le domaine du recouvrement des avoirs. Le besoin d'amélioration du gel transfrontalier et de la confiscation des produits criminels était le sujet d'une réflexion au niveau européen, et l'Agenda européen de la sécurité a mis l'accent sur le rôle et l'expertise d'Eurojust dans l'aide aux autorités nationales menant des enquêtes fiscales.

Eurojust a continué à jouer un rôle important dans l'amélioration de la coopération dans les affaires criminelles entre les Etats membres (Article 3(1)(b) de la Décision Eurojust), particulièrement en: (i) facilitant la reconnaissance et l'exécution des décisions de gel et confiscation et l'exécution des demandes de coopération judiciaire; (ii) aidant à la rédaction des décisions de gel des avoirs et confiscation et Lettres de Demande, à l'identification des autorités compétentes dans les Etats membres requis, à l'échange d'informations et traduction des informations pertinentes; (iii) permettant la coordination des enquêtes et aider les autorités d'enquêtes et poursuites à agir simultanément dans l'exécution des décisions de gel; (iv) clarifiant des exigences juridiques pour les autorités émettrices et exécutrices, et résoudre les problèmes pratiques découlant de la diversité des exigences juridiques et procédurales dans différents systèmes juridiques; (v) aidant les Etats membres à arriver à un accord pour l'élimination des biens confisqués et le partage des avoirs; et (vi) identifiant

la bonne pratique pour gérer les avoirs dès le début d'une enquête (par exemple en demandant la vente des biens périssables ou se dépréciant rapidement, ou des biens aux coûts de gestion élevés en même temps que l'émission d'une décision de gel)

Eurojust a continué à identifier les moyens pratiques de maximiser la coopération judiciaire dans ce domaine et de conquérir les obstacles découlant des différents régimes de gel et confiscation. Parmi les problèmes juridiques et pratiques identifiés par Eurojust en 2015 dans ces dossiers dans le domaine du recouvrement des avoirs, incluant le gel et la confiscation, se trouvaient:

- (i) Les difficultés associées au principe de double incrimination quand le comportement mentionné dans la décision de gel (ou dans les LD demandant le gel des avoirs), ne constitue pas une infraction criminelle dans l'Etat membre requis;
- (ii) Des difficultés complémentaires liées au principe de double incrimination liée à la fraude fiscale/infractions fiscales dans lesquelles, en dépit du fait que l'infraction est considérée comme criminelle dans l'Etat membre requis, le dommage ou la perte dans le budget public est souffert par l'Etat membre requérant;
- (iii) Des difficultés liées à la reconnaissance transfrontalière de saisie civile ou confiscation : tandis que dans la plupart des Etats membres l'assistance juridique ne peut être fournie seulement dans la cadre des procédures criminelles et les avoirs peuvent être recouverts suivant une condamnation criminelle, certains Etats membres prévoient des décisions de recouvrement civil et d'autres moyens par lesquels une décision sur la confiscation est possible sans condamnation criminelle;
- (iv) Des problèmes complémentaires prennent naissance dans le contexte des LD émises par une autorité non judiciaire dans le cadre des procédures de confiscation dans lesquelles l'Etat membre requis exige que d'autres mesures soient prises par l'Etat membre requérant pour pouvoir gérer ces LD (par exemple signature d'un juge);
- (v) La décision de gel est considérée comme limitée dans son champ d'application, et les praticiens s'appuient plutôt plus souvent sur des LD, conformément aux conventions d'entraide judiciaire de 1959 et 2000, ainsi qu'à la convention du conseil de l'Europe de 1990 sur le blanchiment d'argent, perquisition, saisie et confiscation des produits du crime, qui peuvent inclure des demandes de perquisition, l'interception de télécommunications, gel et confiscation des avoirs;
- (vi) Problèmes découlant de l'absence d'un registre/base de données nationale centralisée des procédures en cours dans les cas de décisions de gel séparées et non connectées en relation avec les mêmes avoirs; et

(vii) Les difficultés liées aux délais d'exécution des décisions de gel (ou LD) ou dans le recouvrement des avoirs gelés quand l'Etat membre auquel l'argent a été transféré par des délinquants lance sa propre enquête de blanchiment d'argent et gèle l'argent dans le cadre de sa propre enquête plutôt que conformément à la décision de gel (ou LD).

Eurojust a produit un [Rapport sur l'expérience d'Eurojust dans le domaine du recouvrement des avoirs, incluant le gel et la confiscation](#), recouvrant la période 2010 à 2013, qui a été publié en juin comme document du Conseil doc. 10179/15 et est disponible sur le site Eurojust. Le rapport traite du rôle d'Eurojust dans le domaine du recouvrement des avoirs et se base sur les dossiers traités par Eurojust, les projets dédiés aux dossiers traités par Eurojust dans des types de criminalité spécifiques, les opinions d'Eurojust sur les projets de législations UE, et les séminaires, réunions ou événements similaires organisés ou co-organisés par Eurojust.

Le [Rapport du séminaire stratégique vers une plus grande coopération dans le gel et la confiscation des produits du crime : une approche de praticien](#), organisé conjointement par Eurojust et la présidence italienne le 11 décembre 2014, a été publié en mai comme document du Conseil doc. 8570/15 et est disponible sur le site Eurojust. Le but du séminaire était de rassembler des praticiens pour identifier les difficultés de reconnaissance mutuelle du recouvrement des avoirs associés au cadre juridique actuel. Sur cette base, des moyens pratiques et juridiques d'améliorer la coopération judiciaire dans ce domaine ont été identifiés, en particulier en ce qui concerne: i) le traçage des avoirs, le gel et la confiscation: les défis dans la reconnaissance mutuelle et l'exécution; ii) alternatives à la confiscation basée sur des condamnations: s'assurer que le crime ne paie pas; et iii) défis juridiques et judiciaires dans la gestion des avoirs et leur élimination, le partage et le rapatriement des avoirs confisqués du point de vue d'un praticien.

Les conclusions ont été présentées pendant la 8ème réunion du Forum consultatif du 12 décembre 2014, et ont servi de base de discussion pour les membres du Forum. Les [conclusions du Forum Consultatif](#) ont été publiées en mai comme document du Conseil doc. 8552/15 et sont disponibles sur le site Eurojust. Les membres du Forum ont appelé les institutions de l'UE pour consolider et codifier la législation UE dans ce domaine pour répondre au besoin de plus grande harmonisation des dispositions criminelles substantielles et procédurales dans l'objectif d'amélioration de la confiance mutuelle, une condition clé pour une reconnaissance mutuelle efficace. Un accord général a été atteint sur l'importance de l'adoption d'une approche multidisciplinaire et de la promotion de l'interaction entre les autorités judiciaires, policières et financières impliquées dans les enquêtes et poursuites des dossiers de recouvrement des avoirs.

Les membres du Forum ont souligné la possibilité d'utiliser les biens confisqués dans l'intérêt public ou pour des objectifs sociaux pour accroître la confiance du public dans le

### *Dossier opérationnel*

Début 2013, les autorités de santé du Royaume-Uni ont informé leurs homologues espagnols de six envois illégaux contenant 25 600 comprimés de produits médicaux contrefaits d'origine indienne qui allaient être acheminés vers une personne en Espagne. Une livraison surveillée fut mise en place, et le destinataire arrêté par les autorités espagnoles.

L'enquête britannique a indiqué qu'environ 50 sites internet hébergés sur des serveurs situés en République tchèque ou dans les Pays-Bas faisaient la publicité de produits médicaux en vente sans ordonnance médicale, principalement des produits utilisés pour lutter contre la dysfonction érectile. Les médicaments fabriqués en Inde étaient envoyés vers le Royaume-Uni pour être transférés à d'autres détaillants au sein de l'Union européenne pour continuer la distribution. Les commandes étaient placées soit par le biais d'Internet soit par téléphone. Les paiements étaient faits par carte de crédit à des comptes en banque dans plusieurs Etats membres, qui canalisait ensuite ces fonds à travers une couche de comptes "ponts" vers des comptes en banque à Chypre.

Des liens avec une autre enquête en Autriche ciblant un groupe criminel d'origine ukrainienne avec des connections avec l'Israël et la fédération russe ont été identifiés par Europol. Deux réunions opérationnelles à Europol, en avril 2013 et février 2014, ont permis à plusieurs services de police d'échanger des informations, qui ont détecté des liens possibles avec une enquête française concernant un groupe de sites internet gérés à partir d'Israël, qui offrait également des produits médicaux sans ordonnance médicale.

Les autorités espagnoles ont soumis des demandes d'entraide judiciaire en Autriche, Belgique, Chypre, Allemagne, Inde et Etats-Unis pour identifier les bénéficiaires de l'activité illégale et pour essayer de localiser les produits du crime, dont la valeur était estimée à environ 1 800 000 EUR. Comme le résultat des réunions à Europol concernait les connexions potentielles avec des enquêtes dans d'autres pays, les autorités espagnoles ont approché Eurojust pour coordonner les aspects judiciaires du dossier. Une réunion

de coordination a été tenue en mars 2014, à laquelle l'Espagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et Europol ont assisté.

La réunion a identifié des liens étroits entre les dossiers dans plusieurs Etats, et une ECE, à laquelle Eurojust et Europol ont participé, a été mise en place entre l'Autriche, l'Espagne et la France. L'ECE était financée par Eurojust et s'est ensuite étendue au Royaume-Uni. La réunion de coordination a également permis une discussion sur les infractions faisant l'objet d'une enquête dans chaque Etat pour éviter un conflit de compétences ou *ne bis in idem*. Enfin, soutenue par une analyse Eurojust des demandes d'entraide judiciaire, les participants ont pu identifier des demandes recoupées, coordonner leur exécution, se mettre d'accord sur les termes et conditions de partage des éléments de preuve obtenus et identifier un compte en banque apparaissant dans les procédures en Autriche, Espagne et France.

En juin 2014, les autorités espagnoles ont effectué une nouvelle arrestation et saisie de 25 000 comprimés, et de nouveaux éléments de preuve ont été recueillis en Autriche, France et au Royaume-Uni, ce qui démontre le besoin de débattre des actions possibles à court terme. A cette fin, une réunion de coordination avec l'Autriche, l'Espagne, la France, Eurojust et Europol a été tenue à Vienne. Les procédures en cours ont été débattues et un accord passé pour une stratégie commune. L'Autriche, l'Espagne, et la France se sont concentrées sur la fraude et les infractions liées à la santé publique, tandis que le Royaume-Uni a utilisé une approche innovante en enquêtant seulement sur les activités de blanchiment d'argent, en mettant l'accent sur le traçage des avoirs pour un autre gel. L'enquête britannique a bénéficié des enquêtes des autres Etats pour prouver que les infractions principales étaient commises autre part dans l'Union européenne.

Pendant la réunion, une décision fut prise de conduire des actions coordonnées pendant une journée d'opérations communes afin de recueillir des éléments de preuve supplémentaires. Comme la plupart des opérations planifiées avaient un élément judiciaire, par exemple l'exécution des demandes d'entraide judiciaire, un centre de coordination a été tenu à Eurojust en septembre 2014 avec la participation de tous les membres de l'ECE.

Pendant la journée d'opérations, 12 suspects ont été arrêtés et 16 personnes interrogées en tant que suspects ou témoins. L'Autriche, la Hongrie et le Royaume-Uni ont effectué 23 perquisitions, et 91 comptes en banque ont été gelés ou saisis dans les Etats participants ainsi qu'1 million de comprimés. Des avoirs d'une valeur estimée à environ 7.8 million EUR ont été saisis.

Une réunion de coordination finale a été tenue à Eurojust en mars 2015 pour échanger des informations sur les procédures dans les Etats participants et évaluer la coopération au sein de l'ECE.

système juridique. Concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions NCBC, les membres du Forum ont indiqué que le doute émis que la NCBC ne devrait pas faire l'objet de reconnaissance mutuelle, comme les décisions pourraient être en violation des droits fondamentaux protégés sous la convention européenne des droits de l'homme, peut avoir besoin d'une analyse plus nuancée. A cet égard, une action législative plus avancée pourrait être considérée au niveau de l'UE pour soutenir le recouvrement d'avoirs non lié à une condamnation. La définition d'un remède NCBC limité avec des garanties minimums qui pourrait jouir d'une reconnaissance mutuelle au niveau de l'UE a été suggérée.

Concernant le rôle d'Eurojust, les membres du Forum ont souligné la valeur ajoutée des outils opérationnels Eurojust, comme les réunions de coordination, forum de confiance où les praticiens peuvent partager des informations et où les perquisitions, saisies et arrestations peuvent être coordonnées. De même, Eurojust soutient activement les Etats membres dans la mise en place et la gestion des ECE et la facilitation de la coopération judiciaire avec les Etats tiers.

Enfin, les membres du Forum considèrent que la bonne pratique dans les Etats membres devrait être recueillie et partagée parmi les praticiens, et ont encouragé Eurojust à continuer à faire des recherches pour la conception d'un modèle commun acceptable avec des garanties minimums qui pourrait aboutir à une reconnaissance mutuelle au niveau de l'UE.

En ligne avec ces conclusions, Eurojust est en train de collationner la jurisprudence pertinente, au niveau européen et national, traitant des problèmes encourus liés à la NCBC, ainsi que des questions de constitutionnalité liées à la législation nationale concernant les confiscations ou la conservation des biens qui permettrait la définition d'un modèle NCBC limité avec des garanties minimums.

En décembre 2015, Eurojust a participé et a donné une présentation à la réunion d'experts EMPACT TEH sur les enquêtes fiscales et le recouvrement des avoirs. La présentation s'est concentrée sur les défis trouvés dans le processus transfrontalier de saisie et recouvrement des produits du crime.





L'administration d'Eurojust





L'administration d'Eurojust soutient le Collège dans son travail opérationnel et, lorsqu'il est en fonction, agit comme Conseil de gestion d'Eurojust. En 2015, 27 réunions opérationnelles et 10 réunions du conseil de gestion ont été tenues. L'administration soutient également les Bureaux Nationaux dans

la gestion de leurs dossiers. Un total de 128 réunions de l'équipe du Collège et des groupes de travail ont été tenues. Ceux-ci sont des organes préparatoires composés de membres du Collège et de l'administration, qui préparent et mettent en œuvre les décisions du Collège dans leurs domaines d'expertise respectifs.

## 4.1 Soutien au travail opérationnel et stratégique

L'administration soutient les Bureaux Nationaux dans leurs dossiers en offrant leur assistance dans l'utilisation d'outils électroniques liés à la gestion systématique des dossiers (CMS en particulier) et des dossiers manuels, en conformité avec les directives adoptées par le Collège. De plus, la préparation et le suivi des réunions de coordination et des centres de coordination est soutenue par l'administration sur demande, incluant la fourniture des notes de dossiers préliminaires, rapports d'analyse, ainsi que les avis juridiques sur la mise en œuvre des instruments de coopération judiciaire.

Le travail concernant le développement d'un *Manuel opérationnel* a progressé, en particulier les directives sur le lancement d'un dossier Eurojust et trois chapitres dédiés aux réunions opérationnelles (Réunions de niveau II), réunions de coordination et centres de coordination. Ces chapitres importants du *Manuel opérationnel* ont été adoptés par le

Collège dans un objectif d'amélioration et d'harmonisation des pratiques internes d'Eurojust, facilitant ainsi le travail opérationnel. Tous les chapitres restant seront présentés en 2015 au Collège pour examen et discussion.

L'administration a contribué en 2015 au développement de nouveaux outils de gestion à Eurojust. Dans ce contexte, outre le développement continu du CMS, le nouveau Formulaire d'Informations des Dossiers (CIF) a été conçu et communiqué à tous les Bureaux Nationaux. Le CIF rassemble les informations pertinentes liées aux dossiers, ainsi que les bonnes pratiques, et permet de faciliter la recherche dans les données enregistrées pour faire des recoupements dans les dossiers et établir des statistiques.

Soutenu par l'administration, le Collège a lancé sept dossiers thématiques et quatre forums de discussions en 2015.





Klaus Rackwitz, Administrative Director



Alfredo García Miravete, Operational Support



Mike Moulder, Budget, Finance & Procurement



Alinde Verhaag, Case Analysis



Jacques Vos, Corporate Services



Nikolaos Panagiotopoulos, Human Resources



Jon Broughton, Information Management



Catherine Deboyser, Legal Service



Diana Alonso Blas, Data Protection



Ulf Bergström, Press & PR



Carla Garcia Bello, College Secretariat



Ola Löfgren, EJP Secretariat



Vincent Jamin, JI's Network Secretariat



Matevž Pezdirc, Genocide Network Secretariat

## Dossiers thématiques

Les autorités nationales peuvent demander à Eurojust de rassembler des informations ou de fournir des conseils juridiques aux Etats membres sur un sujet qui pourrait être pertinent ou avoir des implications opérationnelles. Le Collège a enregistré sept sujets opérationnels de ce type:

- (i) l'usage de l'entraide judiciaire et les conditions des LD accordées dans les dossiers de fraude en ligne attentées et complétées;
- (ii) extradition vers la Turquie;
- (iii) principe de *ne bis in idem* lié à la fraude fiscale;
- (iv) CTE en Ukraine;
- (v) la nouvelle législation danoise sur les armes;
- (vi) comment l'enregistrement audiovisuel des contacts entre police et suspects opère-t-il dans les Etats membres (dans des situations de détention et dans les déclarations de témoins); et
- (vii) comment procéder à l'extradition d'une personne située en Crimée.

## Forums de discussions

En conséquence de la décision du Collège en 2014, du temps a été mis de côté pendant les réunions plénières pour échanger l'expertise et la bonne pratique dans les domaines d'intérêt opérationnel particulier pour Eurojust. Quatre discussions thématiques ont été tenues :

- (i) monnaies virtuelles et crypto-monnaies ;
- (ii) conflits de compétence ;
- (iii) conservation des données ; et
- (iv) livraisons surveillées.

Les discussions thématiques ont été préparées par un rapporteur du Collège, soutenu par l'administration.

Dans un objectif de facilitation des structures d'échange d'information entre Eurojust et les Etats membres, l'administration a préparé une version améliorée et plus ergonomique de l'Article 13, adoptée par le Collège pour de plus amples essais et un développement ultérieur. Afin de soutenir le travail de l'ENCS, l'administration a régulièrement mis à jour l'espace Extranet créé pour les correspondants nationaux d'Eurojust. Dans ce contexte, les lignes directrices sur la mise en œuvre de l'article 13 et la distribution des dossiers entre Eurojust et le RJE continuent d'être collectées et mises à jour, ainsi que les *Fiches Suédoises*, fournissant un récapitulatif de la mise en œuvre et du fonctionnement de l'ENCS dans les Etats membres.

Tout au long de l'année 2015, l'administration a continué à offrir son assistance au Collège dans la surveillance et l'analyse des négociations en cours sur le projet de Règlement Eurojust, Europol et EPPO et dans la préparation d'opinions et contributions d'Eurojust s'y attachant aux partenaires de l'UE. De plus, l'administration a offert son aide à la mise en place et la surveillance du plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations de la sixième série d'évaluations mutuelles et de l'évaluation externe.

## 4.2 Personnel et budget

A la fin de l'année 2015, Eurojust avait 349 agents, dont 69 Membres nationaux, députés et assistants, 199 agents temporaires, 7 intérimaires, 23 agents contractuels, 23 experts nationaux détachés et 28 internes.

Le budget d'Eurojust pour 2015 était de 33 818 millions EUR, comprenant le budget rectificatif pour combler le déficit projeté lié aux frais de personnel.

Eurojust a une fois de plus fait face à un déficit budgétaire en 2015 causé par des frais de développement auxquels sont venus s'ajouter des déficiences structurelles dans la Communication de la Commission européenne sur la programmation des ressources humaines et financières (ci-après dénommé le Cadre financier multi-annuel (MFF)). Pour la deuxième année consécutive, Eurojust a été contraint d'avoir recours à des mesures de réduction en application d'un budget rectificatif, y compris reporter des activités et différer des développements technologiques prévus pour des gains de productivité à long terme.

Puisque la confirmation du budget rectificatif est incertaine et seulement confirmée officiellement dans le dernier trimestre de l'année, la livraison planifiée du programme annuel de travail d'Eurojust (AWP) a été perturbée par nécessité pour s'assurer que les obligations juridiques de l'organisation et du travail opérationnel restent prioritaires. S'il est vrai qu'Eurojust a réussi à utiliser son budget et à s'assurer de la reconnaissance des crédits supplémentaires nécessaires par le biais des budgets rectificatifs, l'augmentation inévitable des pertes fiscales et des transferts de budget a résulté des conclusions des audits concernant les insuffisances en terme de planification budgétaire et d'utilisation du budget.

Avec les budgets votés et rectificatifs dépassant les plafonds du MFF au cours des trois dernières années (2016 y compris), Eurojust continue de penser que la révision du MFF prévue par la Commission européenne en 2016 (en parallèle avec le cycle budgétaire 2017) pourra améliorer la situation en ce qui concerne le budget et les ressources humaines. Dans ce contexte, Eurojust demande une révision du MFF qui prendrait en compte les déficits structurels et autres frais imprévus et inévitables. Une telle révision représentera non seulement un gain de productivité mais, plus important encore, garantira à Eurojust les moyens nécessaires pour satisfaire aux demandes croissantes des Etats membres dans le domaine de la coopération judiciaire. Sans cette modification nécessaire des plafonds du MFF pour Eurojust dans la période 2017-2020, les obligations juridiques et financières cumulatives et inévitables porteront atteinte au travail opérationnel.

La performance financière s'est encore améliorée par rapport à 2014, avec un taux d'exécution de 99,86 %. Conformément à l'accord interinstitutionnel et à l'exigence de réduction des postes de 5 %, Eurojust a identifié 4 postes vacants prévus à cet effet en 2015, conformément à la stratégie consistant à ne pas résilier les contrats de travail en cours pour arriver à de telles réductions.

La mise en œuvre du projet d'amélioration d'ABAC permet une utilisation plus efficace des ressources humaines de l'administration d'Eurojust, tandis que le nouvel outil de contrôle des horaires de travail (eRecording), mis en œuvre par le directeur administratif pour tout le personnel de l'administration en 2015, est un pas important.

Eurojust a continué à pratiquer l'échange de son programme de travail avec les autres agences JAI et a également offert ses commentaires sur les documents de planification des autres agences JAI.

### Rapport consolidé sur l'activité annuelle

Le rapport consolidé sur l'activité annuelle du directeur administratif (CAAR) 2015, en préparation au moment de la publication du Rapport Annuel Eurojust 2015, contient plus d'informations détaillées sur les activités de l'administration durant l'année. Le rapport par le biais du CAAR suit la présentation formelle approuvée par les directeurs des agences de l'UE et est principalement fondé sur la mise en œuvre des indicateurs d'objectifs, d'activités et de performances de l'AWP Eurojust 2015 conçus pour chaque objectif stratégique, ainsi que sur les ressources humaines et financières allouées.

## 4.3 Communication externe

Eurojust s'est concentré sur 6 domaines: (i) communications institutionnelles et identité, par exemple, image de marque, marketing et positionnement; (ii) relations extérieures et UE; (iii) étendre l'impact médiatique et la couverture à travers l'Europe; (iv) renforcer les communications numériques Eurojust; (v) publications, par exemple études, rapports, et brochures; et (vi) communications internes.

Eurojust publie régulièrement des communiqués de presse et des nouvelles (95 en 2015) sur son travail opérationnel ainsi que sur ses activités non opérationnelles.

Dans le cadre du réseau des agences JAI hébergé par eu-LISA en 2015, Eurojust a contribué au [vidéo clip](#) des agences JAI. Eurojust a également contribué à un dépliant sur les Hotspots avec Frontex, EASO, Europol, eu-Lisa et FRA.



Les publications et les infographies Eurojust sont disponibles sur notre [site](#).

#### Exemple de publications d'Eurojust en 2015



Eurojust a tenu des *séminaires de marketing* en Irlande en mars, en Espagne en mai et en Roumanie en novembre, et 42 *roadshows* dans différents Etats membres, dans le cadre de son initiative en cours de souligner le travail d'Eurojust et de sensibiliser les praticiens dans les Etats membres à la valeur et l'efficacité qu'Eurojust peut apporter aux dossiers transfrontaliers. Les séminaires de marketing traitent en profondeur des dossiers Eurojust et de la manière dont Eurojust peut offrir son aide aux praticiens. Les roadshows fournissent une vue plus générale du travail d'Eurojust.

## 4.4 Nouveaux locaux

En 2015, la construction s'est poursuivie comme prévue et le programme reste dans les temps.

Q4 a vu le bâtiment prendre forme. Le projet de conception a été finalisé et les procédures de passation ont commencé, qui aboutiront en 2016.

## Accès public aux documents

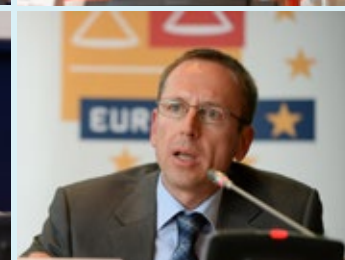
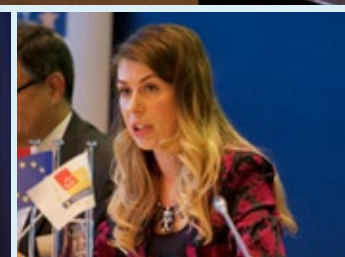
### Accès public aux documents

En 2015, 18 demandes [d'accès public aux documents Eurojust](#) ont été reçues, une diminution par rapport aux 25 demandes reçues en 2014. Aucune candidature confirmatoire n'a été reçue en 2015. Des informations complémentaires sont disponibles sur le [site](#) Eurojust.

### Registre public

Le [registre public](#) est conçu pour fournir aux citoyens un accès plus facile aux documents tenus par Eurojust sans le besoin de demande formelle d'accès aux documents. On peut accéder au registre public sur le [site](#) Eurojust.

## Séminaire stratégique sur les *conflits de compétences* sous la présidence européenne lettone



## Atelier sur la conservation des données sous la présidence européenne luxembourgeoise





## Eurojust et les réseaux de praticiens





Les secrétariats du RJE, le Réseau des experts en ECE et le Réseau Génocide sont hébergés par Eurojust, et utilisent ses ressources. Ses membres font partie du personnel Eurojust et font régulièrement rapport au Collège de leurs initiatives et activités. Les secrétariats offrent leurs services aux réseaux et facilitent la coopération avec les bureaux nationaux dans leurs domaines d'action communs. Eurojust soutient également les activités du Forum consultatif.

## 5.1 Le réseau judiciaire européen

Le RJE est un réseau de points de contact pour faciliter la coopération judiciaire en matière pénale. Il a été créé en 1998. Le secrétariat a été implanté à Eurojust en 2003.

**Réunions** Les réunions plénières 2015 ont eu lieu à Riga et au Luxembourg. La réunion à Riga a porté sur la décision-cadre sur le transfèrement de personnes condamnées et sur la Directive relative à la décision de protection européenne. A la réunion au Luxembourg, les trois directives sur les droits procéduraux des suspects et des personnes accusées ont été débattues. Trois réunions ont été tenues à Eurojust à La Haye : la réunion régulière, la réunion des correspondants nationaux et la réunion des correspondants chargés des aspects techniques.

**Bulletin d'informations RJE** Le bulletin RJE a été introduit en 2015 pour fournir des informations sur les activités en cours du RJE et du Secrétariat RJE aux Points de contact RJE.

**La Présidence RJE en trio** Le RJE a changé sa méthode de travail de présidence en trio en faveur d'une méthode plus dynamique, impliquant les présidences futures du RJE dans la planification à un stade plus précoce qu'auparavant. Le nouveau format, le Conseil de présidence RJE, comprend une ancienne présidence, la présidence en cours et deux présidences RJE futures.

**RJE et Eurojust** Le RJE et Eurojust ont travaillé ensemble sur une approche commune aux recommandations concernant le RJE dans la sixième série d'évaluations mutuelles. Un plan d'action a été mis en place pour s'assurer que les recommandations soient mises en œuvre. Le document commun, Assistance [\*dans la coopération Internationale dans les affaires criminelles pour les praticiens : RJE et Eurojust\*](#), *Que peut-on faire pour vous ?*, a été traduit dans toutes les langues officielles de l'UE et publié sur les [\*sites\*](#) du RJE et d'Eurojust. Ce document commun informe les praticiens judiciaires dans les Etats membres des services et de l'assistance que peuvent fournir le RJE et Eurojust pour aider les praticiens à décider si les dossiers devraient être traités par le RJE ou Eurojust. Le document s'assure également que le RJE ainsi qu'Eurojust gèreront les dossiers relevant de leurs mandats en utilisant efficacement leur temps et leurs ressources et en empêchant la duplication du travail.

**Site internet RJE** Une nouvelle [\*page d'accueil\*](#) pour le site internet RJE a été introduite. Le nouveau concept prévoit un accès plus facile aux informations et outils sur le site. La bibliothèque judiciaire du site possède toutes les formes d'instruments de reconnaissance mutuelle sur la coopération judiciaire dans les affaires criminelles en format Word modifiable dans toutes les langues officielles de l'UE. La nouvelle version de l'Atlas judiciaire a été lancée. Il peut maintenant aider les praticiens à identifier les autorités compétentes pour tous les instruments de reconnaissance mutuelle ainsi que pour les demandes traditionnelles d'entraide judiciaire.

**Le portail e-Justice** Les discussions sur la coopération entre le RJE et e-Justice ont continué, dans l'objectif d'héberger le site RJE sur le portail e-Justice, l'interface électronique dans l'Espace de liberté, de sécurité et de justice.

**Formation** Le Secrétariat RJE a organisé la sixième session de formation à la langue anglaise pour les points de contact RJE en collaboration avec l'Académie du droit européen à Trèves (ERA). Pendant une semaine, les participants ont appris et pratiqué la langue en utilisant les expressions et le vocabulaire de la coopération judiciaire dans les affaires criminelles et ont échangé des informations relatives à leurs systèmes nationaux respectifs.

## 5.2 Le réseau des experts nationaux en ECE

Le réseau des experts nationaux pour les équipes communes d'enquêtes (ECE), mis en place en 2004 est composé de points de contact judiciaires et policiers compétents pour promouvoir l'utilisation des ECE et renforcer les échanges d'informations et de bonnes pratiques entre les Etats membres. Eurojust héberge son secrétariat depuis 2011, contribuant ainsi à une interaction plus efficace.

**Réunion annuelle** La 11ème réunion annuelle des experts nationaux en ECE a eu lieu les 11 et 12 juin 2015. Le thème principal de la réunion de cette année était : Améliorer l'accès aux ECE : quels outils pour soutenir une pratique innovante ? dans un objectif d'évaluation du besoin de révision des outils de soutien aux ECE existant (Manuel des ECE, accord type, plan d'action opérationnel des ECE) à la lumière de l'expérience acquise. Les [\*conclusions de la réunion\*](#) sont disponibles sur le site Eurojust.

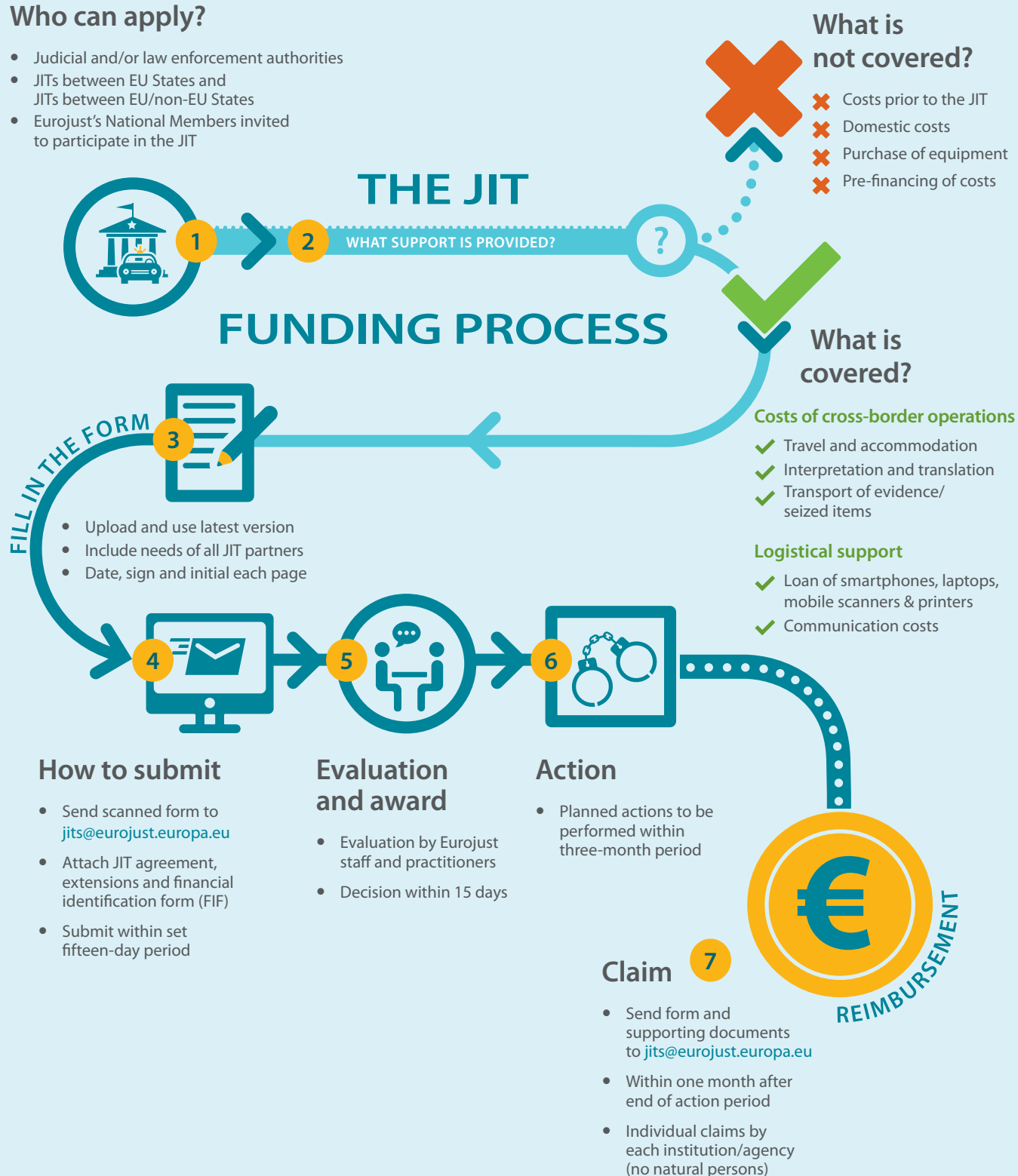
**Projets** Des progrès significatifs ont été accomplis dans les projets des réseaux d'experts en ECE. Un total de 12 *Fiches Espagnoles* – des résumés de la législation des Etats membres sur la mise en place et le fonctionnement des ECE – ont été mises à disposition dans l'espace protégé du réseau des experts en ECE. En décembre, un premier *rapport d'évaluation des ECE* a été publié et rendu disponible aux praticiens et partenaires intéressés. Ce document consolide les résultats quantitatifs et qualitatifs résultant de l'autoévaluation de 42 ECE reçues par le

# Funding joint investigation teams

Providing technical and financial support to JITs is part of Eurojust's mission to stimulate and improve the coordination of investigations and prosecutions in cross-border criminal cases. This funding programme ensures that financial and other organisational constraints linked to the cross-border nature of a case do not hinder the establishment and operational needs of a JIT.

## Who can apply?

- Judicial and/or law enforcement authorities
- JITs between EU States and  
JITs between EU/non-EU States
- Eurojust's National Members invited  
to participate in the JIT



secrétariat entre avril 2014 et octobre 2015. Il souligne les principaux bénéfices, la bonne pratique et les défis auxquels font face les praticiens qui utilisent les ECE.

**L'espace protégé du réseau des experts en ECE** L'espace protégé du réseau des experts en ECE est une plateforme électronique opérant en référentiel unique pour les informations relatives aux ECE, en particulier sur la législation et pratique des ECE. En 2015, une décision a été prise faisant partie des conclusions de la réunion annuelle sur les ECE, d'étendre l'accès à cette plateforme à tous les praticiens de l'UE intéressés, par exemple les points de contact RJE et les responsables des ECE impliqués dans une ECE qui a reçu un soutien financier.

**Financement des ECE** L'interaction fructueuse entre Eurojust et le réseau des experts ECE est également démontrée par l'implication du secrétariat depuis 2013 dans la gestion du soutien financier d'Eurojust aux activités des ECE (voir section 1.4).

**Formation** Le réseau des experts ECE et son secrétariat continue la coopération fructueuse établie avec CEPOL et l'EJTN pour concevoir et mettre en œuvre les formations pratiques sur les ECE- au sein de et à l'extérieur de l'Union européenne – qui jouent un rôle important dans l'amélioration de l'utilisation de cet outil.

## 5.3 Réseau Génocide

Le réseau Génocide a été mis en place en 2002 pour assurer une collaboration étroite entre les autorités nationales chargées des enquêtes et des poursuites en matière de génocides, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, en échangeant des informations opérationnelles, et des bonnes pratiques. Le secrétariat du réseau a été mis en place en juillet 2011 à Eurojust.

**Réunions** Deux réunions plénières ont eu lieu à Eurojust en 2015, en avril sur l'utilisation du code source ouverte et des informations d'observations terrestres dans l'objectif d'enquêter et de poursuivre des crimes internationaux fondamentaux, et en octobre sur la distinction entre les combattants et les civils et sur les possibilités de poursuivre divers participants dans les conflits armés contemporains sous des législations différentes (lutte antiterroriste, crimes internationaux, crimes ordinaires). Les conclusions des deux réunions plénières sont disponibles sur le [site](#) Eurojust. De plus, deux réunions *ad hoc* ont été tenues pour débattre des enquêtes nationales et les faire avancer dans le conflit armé en cours en Syrie et pour faciliter la coopération sur les questions concernant l'ancien conflit au Libéria.

**Le document Stratégie** La publication de *Stratégie*, qui contient un ensemble de mesures exhaustives pour le renforcement du soutien aux autorités nationales

dans la lutte contre l'impunité, marque un bon progrès. Le document *Stratégie* a été approuvé par les ministres de la Justice et des affaires intérieures et est devenu un outil de référence en UE avec des directives pratiques pour les enquêtes et les poursuites de crimes internationaux fondamentaux au niveau national. Il a été traduit dans toutes les langues officielles de l'UE et est disponible sur le [site](#) Eurojust.

**Etendre l'espace protégé** L'espace protégé, une plateforme internet contenant des informations pertinentes aux autorités nationales dans la lutte contre l'impunité, a été étendu et mis à jour pour offrir un service plus ergonomique et utile pour les points de contact nationaux.

**Formation** La formation pour les juges nationaux et les procureurs des crimes internationaux fondamentaux et les détails des poursuites et procès s'y attachant a eu lieu pour la première fois en 2015. La formation a été développée et mise en œuvre par le secrétariat du Réseau Génocide en collaboration avec le REFJ. La formation s'est concentrée sur les détails judiciaires dans les affaires de droit criminel internationales et leur application dans les juridictions nationales. Elle comprenait des modules sur la détermination des types d'infraction, les formes de responsabilité, les difficultés d'obtention de preuves et les éléments pratiques de la constitution d'un dossier en vue d'un procès ainsi que la coopération judiciaire avec les Etats tiers, l'ONU et les ONG.

## 5.4 Forum consultatif des procureurs généraux et directeurs du parquet dans les Etats membres de l'Union européenne

Le [Forum consultatif](#) a été mis en place en 2010 pour renforcer la coopération judiciaire et la confiance mutuelle entre les Etats membres, et pour apporter le point de vue de l'autorité judiciaire aux institutions européennes chargées de développer l'espace de liberté, de sécurité et de justice. En 2015, Eurojust a continué à offrir un soutien juridique, administratif et financier aux activités du Forum consultatif, y compris l'hébergement de ses réunions biannuelles.

En Juin 2015, Eurojust a hébergé la [9ème réunion du Forum](#) consultatif sous la présidence lettone. La réunion était convoquée par le procureur General de Lettonie et a offert une opportunité aux membres du Forum de débattre de la mise en place de l'EPPU et sa relation avec Eurojust avec Mme Věra Jourová, Commissaire chargée



de la justice, des consommateurs et de l'égalité entre les sexes. Les points de vue sur les rôles de l'EPPO, Eurojust, le RJE, Europol et OLAF à la lumière du cadre juridique présent et futur ont été échangés entre les membres du Forum. Un autre sujet de grand intérêt, Eurojust a présenté son point de vue sur le phénomène des CTE et la réponse de la justice criminelle. La réunion du Forum consultatif a coïncidé avec le séminaire stratégique d'Eurojust, *Conflits de compétence, dénonciations officielles et ne bis in idem : succès, faiblesses et solutions*. Le Forum consultatif est arrivé à des conclusions communes sur ce sujet sur la base du résultat u séminaire et des contributions des membres du Forum (voir section 3.1).

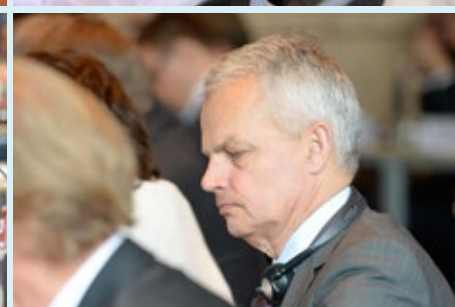
Le Procureur général du Luxembourg a convoqué la [10ème réunion du Forum consultatif](#) à Eurojust en décembre 2015. Les membres du forum ont échangé leurs points de vue sur les implications pratiques de la résiliation de la DRD par le CJUE pour les enquêtes et poursuites. Eurojust a partagé avec les participants son

travail récent dans le domaine de la lutte antiterroriste et des CTE ainsi que des informations sur les initiatives européennes récentes pour résoudre la crise de la migration et les activités d'Eurojust pour s'attaquer à l'immigration illégale. Les membres du Forum ont échangé leur expérience des défis confrontés au niveau national, et les conclusions communes à présenter aux décideurs européens dans ces domaines. La réunion du Forum consultatif a été précédé d'un atelier Eurojust, *La conservation des données dans la lutte contre la grande criminalité: le chemin à suivre* (voir section 3.2).

Les deux occasions ont rassemblé un large éventail d'experts et de hauts représentants des autorités de poursuites nationales, et des représentants des agences et institutions européennes. A l'occasion du 5ème anniversaire du Forum consultatif, une réflexion sur le format et le contenu futur du Forum consultatif a été lancée. Les [conclusions de ces réunions](#) sur le Forum consultatif sont disponibles sur le site Eurojust.



Réunions du Forum consultative sous la présidence européenne lettone ...



Et la présidence européenne luxembourgeoise







Évaluation et perspectives futures

# Thème



## Sixième série d'évaluation mutuelle dans les Etats membres

Conformément à l'action commune 97/827/JAI, adoptée par le Conseil le 5 décembre 1997, GENVAL a décidé en juin 2011 que la sixième série d'évaluations mutuelles serait dédiée à la mise en œuvre pratique et au fonctionnement dans les Etats membres de la décision du Conseil 2002/187/JAI du 28 février 2002 mettant en place Eurojust dans un objectif de renforcement de la lutte contre la grande criminalité, par les modifications des Décisions 2003/659/JAI et 2009/426/JAI et de l'action commune 98/428/JAI du 29 juin 1998 sur la création d'un Réseau Judiciaire européen, révoquée et remplacée par la décision du Conseil 2008/976/JAI sur le réseau Judiciaire européen sur les affaires criminelles dans les Etats membres.

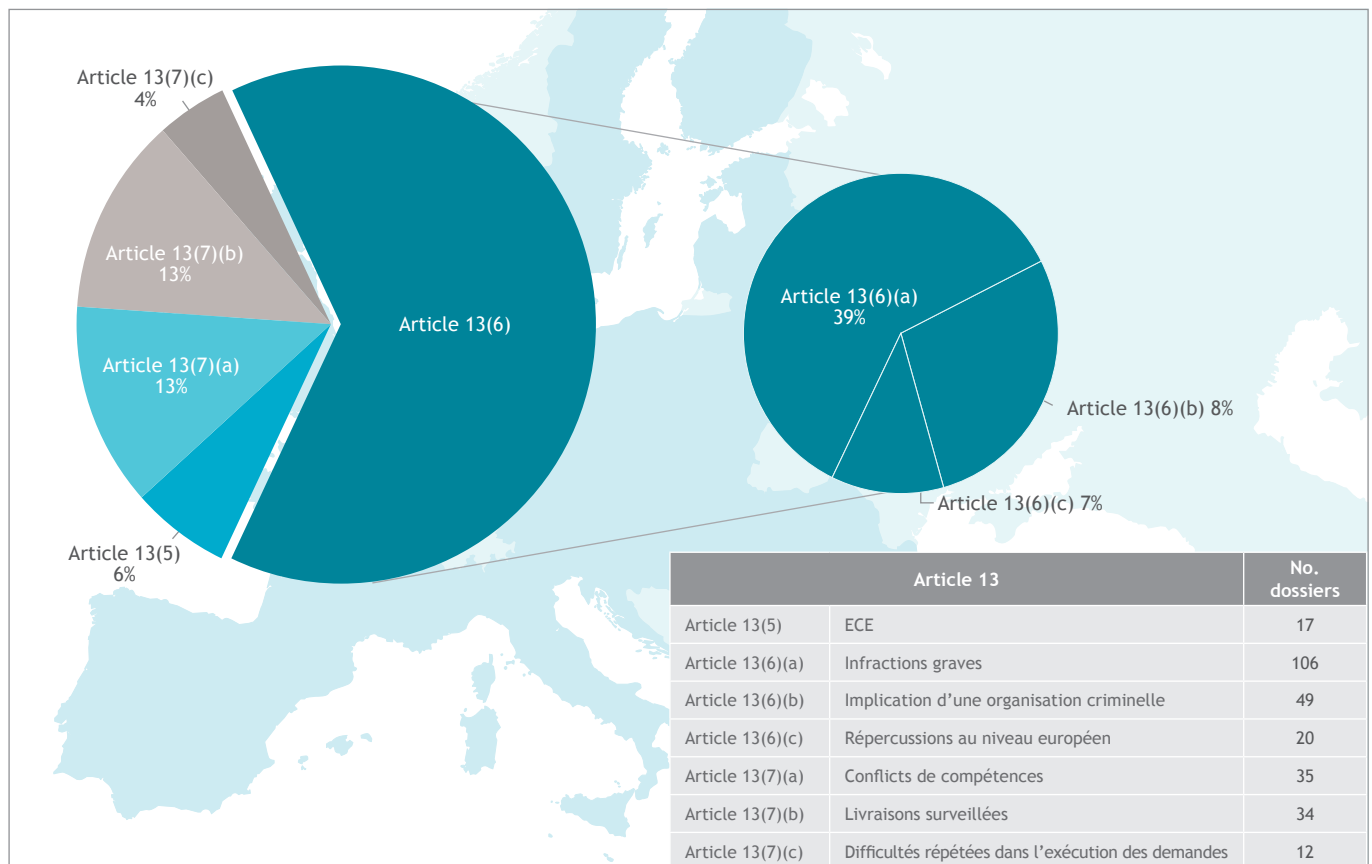
Des évaluations collégiales ont été effectuées dans les Etats membres par des experts entre mai 2012 et mai 2014 ; des observateurs Eurojust ont participé à chacune de ces évaluations. Après les visites sur place dans les Etats membres, des rapports ont été rédigés par les experts avec le soutien du secrétariat du conseil et des observateurs. Le rapport final, qui reflète le résultat global de la sixième série d'évaluations mutuelles, a été adopté le 17 décembre 2014. Il contient 24 recommandations aux Etats membres, institutions européennes, Eurojust et au RJE.

En octobre 2014, le Collège d'Eurojust a adopté un plan d'action intérieur pour faciliter la mise en œuvre des recommandations adressées à Eurojust après la sixième série d'évaluations mutuelles. En 2015, il y a eu plus de progrès de mise en œuvre dans tous les domaines, par exemple le renforcement des capacités opérationnelles d'Eurojust, l'augmentation des moyens et outils d'échanges d'information avec les autorités nationales compétentes et un processus simplifié de coopération avec le RJE.

### L'extranet Eurojust

L'Extranet Eurojust est un espace protégé sur le site Eurojust, accessible aux correspondants nationaux pour Eurojust. Elle inclut des documents pertinents pour le travail des praticiens, comme les directives nationales sur la distribution des dossiers entre Eurojust et le RJE, les directives nationales sur la mise en œuvre de l'article 13 de la Décision Eurojust et les *Fiches Suédoises* sur la mise en place de l'ENCs dans les Etats membres.

## Dossiers de l'article 13



## Fiches Suédoises

Les *Fiches Suédoises* fournissent un récapitulatif de la structure et du fonctionnement de l'ENCS par Etat membre. Cet outil est mis à jour régulièrement par Eurojust pour soutenir la mise en œuvre d'ENCS et l'échange d'expérience et bonne pratique. Depuis novembre 2014, les Fiches incluent une section fournissant une collection des directives nationales disponibles concernant la mise en œuvre de l'article 13 de la Décision Eurojust et la distribution des dossiers entre Eurojust et le RJE.

## Evaluation externe d'Eurojust et de ses activités

L'article 41a de la Décision Eurojust stipule que le Collège devra désigner une autorité indépendante pour procéder à une évaluation externe sur la mise en œuvre de la Décision Eurojust ainsi que sur les activités d'Eurojust avant le 4 juin 2014 et tous les cinq ans après cette date.

Le Collège a lancé en 2013 le processus d'évaluation d'Eurojust en accord avec la Commission européenne. Un marché public a été signé en 2014 et EY (anciennement Ernst & Young) a été chargé de conduire l'évaluation.

L'évaluation d'Eurojust fut conduite de septembre 2014 à juin 2015. Le [Rapport final EY](#) sur l'évaluation de la Décision du Conseil Eurojust et des activités d'Eurojust fut publié le 30 juin 2015. Le rapport a été transmis à la Commission européenne, au parlement européen et au Conseil.

Le Collège a considéré et débattu des recommandations d'EY pour le développement et les améliorations, en particulier liées à la mise en place de la gouvernance et le besoin de simplifier les structures de travail internes, les pratiques et procédures opérationnelles du Collège. Fin 2015, le Collège a adopté un plan d'action interne pour la mise en œuvre des recommandations

qui complètent le plan d'action interne lié à la sixième série d'évaluations mutuelles. La Présidente a fait rapport des résultats de l'évaluation et du suivi planifié par Eurojust au Parlement européen en décembre 2015.

## Développements législatifs dans le règlement d'Eurojust

Conformément à l'article 85 TFUE, et pour renforcer Eurojust et améliorer son efficacité, la commission européenne a présenté un Projet pour un règlement Eurojust en juillet 2013. En mars 2015, le Conseil a adopté une approche générale partielle sur le projet de règlement, exception faite des dispositions relatives au parquet européen. Eurojust a continué de contribuer aux négociations des institutions de l'UE sur la base de son expérience, entre autres sur la protection des données.

La Commission européenne a lancé le projet législatif pour la mise en place du parquet européen en parallèle du projet pour un règlement Eurojust, prenant en compte l'article 86 TFUE, qui stipule qu'un futur parquet européen doit être établi à partir d'Eurojust. La relation fonctionnelle entre un futur parquet européen et Eurojust et son impact sur les activités d'Eurojust et ses ressources restent à l'étude par les institutions européennes. Eurojust a partagé son point de vue et ses préoccupations avec les institutions européennes basées sur son expertise.

## Citation du rapport final EY :

*'Eurojust est une organisation fondamentalement efficace qui continue, encore et encore, à exceller dans son travail opérationnel principal. Le nombre global de dossiers Eurojust est en augmentation constante (augmentant de 1 085 en 2007 à 1 804 dossiers en 2014), ce qui démontre sa bonne réputation et la confiance que l'organisation a développée avec les autorités nationales, et la valeur ajoutée qu'elle a pu offrir.'*

# Suivi des conclusions du Conseil

En juillet, le Conseil JAI a adopté le [Projet de conclusions sur le rapport annuel Eurojust 2014](#). Des informations supplémentaires peuvent être trouvées ci-dessous dans les domaines dans lesquels le Conseil a demandé à Eurojust d'améliorer son travail et/ou a fait des recommandations.

## Renforcement des capacités opérationnelles

- ▶ Développement d'un manuel d'opérations pour améliorer l'efficacité d'Eurojust et son rendement, en incluant les directives des réunions de coordination;
- ▶ Eurojust surveille régulièrement et évalue l'usage de l'OCC par les autorités nationales. L'OCC est conçu pour être utilisé par les autorités nationales compétentes pour contacter leur représentant national respectif à Eurojust dans les dossiers urgents en dehors des heures de travail. L'OCC répond dans la langue du correspondant et transmet l'appel au représentant national OCC de garde. L'évaluation externe d'Eurojust en vient à conclure que l'usage de l'OCC jusqu'à présent a été relativement limité. Les membres nationaux pourraient être contactés 24h sur 24 et 7 jours sur 7 même avant la mise en œuvre de l'OCC. Eurojust a donné son opinion pendant les négociations sur le texte du règlement Eurojust, en suggérant la suppression de la phrase, '*par le biais d'un seul point de contact OCC à Eurojust*', car celle-ci limite les solutions alternatives;
- ▶ Le travail sur une forme améliorée et plus facile d'utilisation de l'article 13 a commencé, prenant en compte les recommandations pertinentes de la sixième série d'évaluations mutuelles dans les Etats membres;
- ▶ Une nouvelle fonctionnalité CMS a été développée pour renforcer la capacité d'Eurojust à informer les autorités nationales des notifications faites en application de l'article 13. Cette nouvelle solution permet de faire des recoupements très rapidement par le biais du CMS;
- ▶ Deux connexions réseau sécurisées supplémentaires entre Eurojust et les Etats membres (l'Espagne et le Luxembourg) sont devenues opérationnelles en 2015, amenant le total à 13;
- ▶ Deux versions mises à jour du CMS ont été produites en soutien à la mise en œuvre de l'article 12 de la Décision du Conseil Eurojust en conformité avec les règles applicables à Eurojust en matière de protection des données. Eurojust a continué de rechercher des solutions plus efficaces pour les membres de l'ENCS, principalement les correspondants nationaux pour Eurojust, d'accéder au CMS;
- ▶ Les correspondants nationaux pour Eurojust sont régulièrement tenus au courant des directives nationales concernant la mise en œuvre de l'article 13 et de la répartition des dossiers entre Eurojust et le RJE. Des informations supplémentaires sur le fonctionnement de l'ENCS dans les Etats membres peuvent être trouvées dans le Fiches Suédoises. Toutes les informations sont disponibles sur l'espace protégé de l'Extranet Eurojust;
- ▶ Des plans d'action internes ont été développés pour mettre en œuvre les recommandations de la sixième série d'évaluations mutuelles et de l'évaluation externe d'Eurojust.

## Domaines de criminalité: terrorisme - CTE et cybercriminalité

- ▶ Augmentation du partage des informations conformément à la décision du conseil 2005/671/JAI ;
- ▶ TCM 2015 d'Eurojust ;
- ▶ Troisième rapport Eurojust sur les CTE ;
- ▶ Association avec le Point Focal Europol Itinérants ;
- ▶ Contribution d'Eurojust au TE-SAT ;



- ▶ Réunion tactique, *Vers une réponse judiciaire commune aux combattants étrangers* ;
- ▶ Réunion stratégique annuelle des correspondants nationaux d'Eurojust dans les affaires de terrorisme ;
- ▶ Nomination des points de contact en Algérie, Chili, Irak, Jordanie, Liban, les Autorités palestiniennes et l'Arabie Saoudite ;
- ▶ Affectation d'un représentant Eurojust à EC3 ;
- ▶ Document commun Eurojust-Europol *Défis communs dans les dossiers de cybercriminalité* ;
- ▶ Evaluation de l'Impact de la résiliation de la directive 2006 sur la conservation des données ;
- ▶ Réunion tactique sur la *Territorialité dans le cyberspace et la recevabilité des éléments de preuve électroniques dans les procédures judiciaires liées à la cybercriminalité* ;
- ▶ Réunion Eurojust, *Vers un réseau judiciaire de cybercriminalité* ;
- ▶ Participation à la septième série d'évaluations mutuelles dédiées à la cybercriminalité.

## Coopération avec les partenaires RJE, Europol et OLAF

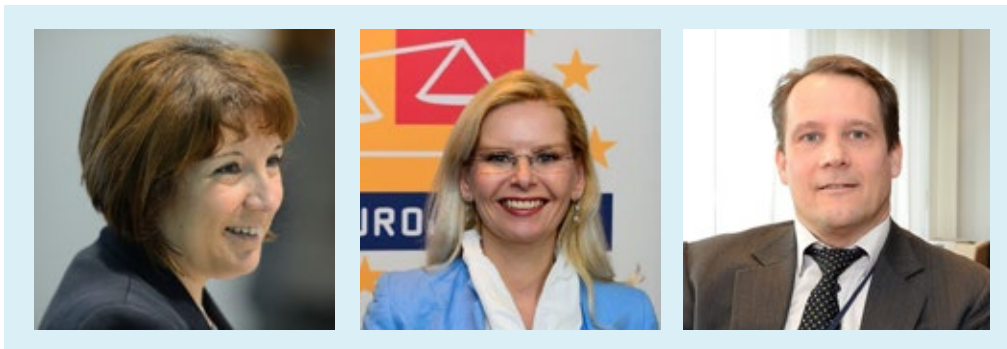
- ▶ Document commun Eurojust/RJE, *Assistance dans la coopération internationale dans les affaires criminelles pour les praticiens : RJE et Eurojust 'Que peut-on faire pour vous ?'*, traduit dans toutes les langues officielles de l'UE et disponibles sur les deux sites ;
- ▶ Eurojust et RJE ont coordonné leurs plans d'actions internes pour assurer un suivi des recommandations de la sixième série d'évaluations mutuelles ;
- ▶ Europol a assisté à 99 réunions de coordination et cinq centres de coordination et a été impliqué dans 34 dossiers Eurojust ;
- ▶ Des associations formelles avec 24 des 29 points focaux Europol et une participation active au développement du PAO 2016 ;
- ▶ OLAF a participé à cinq réunions de coordination et a travaillé conjointement avec Eurojust sur 20 dossiers ; première ECE avec participation d'OLAF.

## Coopération avec les Etats tiers

- ▶ Implication augmentée des Etats tiers dans les dossiers Eurojust, réunions de coordination, centres de coordination et ECE ;
- ▶ Le détachement du procureur de liaison pour la Suisse à Eurojust ;
- ▶ Négociations finalisées sur les Accords de Coopération entre l'Ukraine et le Monténégro ;
- ▶ Réseau de points de contact étendu à 39 Etats tiers ;
- ▶ Séminaire, *Application de l'entraide judiciaire et accords d'extradition entre l'UE et les Etats-Unis* ;
- ▶ Eurojust a débattu plus avant du rôle et du statut juridique des magistrats de liaison Eurojust dans les Etats tiers, comprenant les critères de sélection des Etats tiers pour leur affectation ; Eurojust a continué le travail technique vers l'adoption, en consultation avec la commission européenne, des modalités de mise en œuvre conformément avec l'article 27a paragraphe 4 de la Décision du Conseil Eurojust ;
- ▶ Eurojust soutient plusieurs projets dans les Balkans occidentaux.

## Remerciements et au-revoirs

Nous remercions **Donatella Frendo Dimech**, ancienne Membre national pour *Malte*, **Ingrid Maschl-Clausen**, ancienne Membre national pour *l'Autriche*, et **Harri Tiesmaa**, ancien Membre national pour la *Finlande*, pour leur travail et leur contribution précieuse à Eurojust.



Nous remercions également **Teresa-Angela Camelio**, Première assistante du Membre national pour *l'Italie*, et **Pietro Suchan**, Second assistant du Membre national pour *l'Italie*, pour leur engagement au sein du Bureau *italien* et leur importante contribution aux travaux d'Eurojust.



© Eurojust, 2016

*Tous droits réservés. La reproduction ou l'utilisation de tout ou partie de cette publication sous toute forme ou par tous moyens, graphiques, électroniques ou mécaniques, y compris la photocopie, l'enregistrement ou des systèmes de stockage et de récupération d'informations, est interdite sans l'autorisation d'Eurojust.*

Merci à toutes les unités pour leurs contributions.

Photos: Barry Irvine, Jakov Minić (Eurojust); Shutterstock





ISBN: 978-92-9490-073-9



9 789294 900739



**EUROJUST**

Maanweg 174, 2516 AB The Hague, Pays-Bas

Téléphone: +31 70 412 5000 - E-mail: [info@eurojust.europa.eu](mailto:info@eurojust.europa.eu) - Site Internet: [www.eurojust.europa.eu](http://www.eurojust.europa.eu)